

LA
RÉPUBLIQUE DE GÈNES
ET LA FRANCE

PENDANT LA GUERRE
DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE
(1740-1748)

THÈSE PRINCIPALE
*présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris
pour le doctorat d'Etat*

PAR

GASTON-E. BROCHE

Professeur agrégé de l'Université (à la disposition du Ministère des Affaires étrangères),
Détaché à la Faculté des Lettres de Gènes,
Secrétaire général de l'Alliance Française de Gènes,
Membre de l'Académie de Ligurie.

TOME III
L'ILIADÉ FRANCO-HISPANO-GÉNOISE
(déc. 1746 — juin 1748)
PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE
(18 oct. 1748)

PARIS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^o
15, rue de Cluny, 15

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

L'héroïque redressement de Gênes. La France et l'Espagne à la rescousse. (Décembre 1746-Juin 1747.)

Tandis, en effet, que l'armée austro-sarde s'enfonçait en Provence, les événements se précipitaient à Gênes et allaient aboutir à un nouveau renversement de situation, tel que l'histoire en a peu connu d'aussi dramatiques. Nous avons laissé les Autrichiens en train d'extorquer par des menaces de sac et de destruction militaires d'énormes contributions de guerre à Gênes. A la fin novembre, ils avaient à peu près réussi à se faire payer le deuxième million de croisats — c'est-à-dire la deuxième dizaine de millions de livres — sur trois — qu'ils exigeaient. Mais comme les Génois espéraient en être quittes en achevant de payer le deuxième million (on avait fait courir le bruit, en effet, que sur l'intervention amicale des puissances maritimes, et surtout grâce à l'intercession du Pape, la cour de Vienne renonçait au troisième), ils apprirent avec stupeur, par un ultimatum du 30 novembre, qu'ils avaient 48 heures pour achever de s'exécuter et pour donner en outre des garanties suffisantes en vue du paiement d'un quatrième, destiné à payer les frais de quartiers d'hiver de l'ennemi ¹ ! Et ce n'était pas tout. Depuis une quinzaine de

1. Au sujet des conditions implacables faites par les généraux autrichiens à la République de Gênes, De Broglie écrit :

Les généraux autrichiens connaissaient leur souveraine et savaient que parmi ses rares qualités [rares ici au sens d'éminentes] ne figurait pas l'oubli des injures. Ils ne négligèrent rien pour satisfaire d'avance ses ressentiments.
(De Saxe et d'Argenson, ch. iv.)

Mais quelles injures Marie-Thérèse avait-elle à venger, elle qui par une perfidie sans exemple avait cédé à d'autres une terre génoise

jours, une nouvelle question s'était posée qui portait à son comble l'exaspération génoise. Aux termes de la capitulation du 6 septembre, le Sénat s'était engagé à livrer aux Autrichiens l'artillerie de ses places. Or le moment était venu où les Autrichiens en avaient le plus grand besoin pour l'invasion de la Provence. Ils sommèrent le Sénat d'avoir à procéder à l'embarquement de son artillerie de place pour son transport en Provence. C'était aller un peu loin ! Gênes, aux termes mêmes de cette malheureuse capitulation, surprise à sa signature dans un moment de panique, n'avait évidemment pas à concourir elle-même à la guerre contre ses alliés. Son gouvernement, légalement, ne pouvait s'opposer à l'enlèvement de ses canons, mais travailler elle-même à s'en dépouiller pour les tourner contre ses alliés, voilà qui était à la fois illégal et révoltant ! Malgré l'ultimatum du général Chotek, malgré les gueules de ses propres canons de San Benigno tournés contre elle, Gênes, après en avoir longuement délibéré, répondit sur les 2 points — rançon et artillerie — par un non catégorique. Le Sénat décidait en outre secrètement que tous ses membres, à titre individuel mais par tous les moyens en leur pouvoir, mettraient le peuple au courant de la gravité de la situation, c'est-à-dire de toutes les prétentions de l'ennemi et de toutes ses menaces ¹. En outre, par personnes évi-

qu'elle avait vendue à Gênes et dont elle avait reçu le prix ! ! Gênes n'avait fait que se défendre en se prémunissant contre cette odieuse spoliation. Notons bien d'ailleurs que les généraux autrichiens n'ont pas à présumer l'état d'esprit de Marie-Thérèse et du gouvernement de Vienne. Ils en sont parfaitement informés et agissent par ordre. Le ministre génois à Vienne, Spinola, écrit encore au Sénat, le 17 décembre, alors que les nouvelles du soulèvement demeuraient confuses :

Je suis contraint de vous confirmer à nouveau, avec des larmes dans les yeux, qu'ici on veut implacablement exploiter notre pays, jusqu'à l'extrême limite de ses ressources, sans se soucier le moins du monde des conséquences.

(Archives de Gênes, Lettere Ministri Vienna, n. g. 2592 (mazzo 75)).

Le texte mérite bien d'être donné :

Sono costretto a riconfermare con le lagrime agli occhi che qui si vuole irremissibilmente profittare quanto mai è possibile del nostro Paese e delle nostre sostanze senza punto curarsi delle conseguenze.

1. Sur l'insolence des officiers allemands à Gênes, une chanson populaire génoise de 1747, publiée par Achille Néri dans les *Atti della società ligure di Storia patria*, vol. XIII, contient ce bien curieux couplet :

demment interposées, il faisait sonder les dispositions de la France en vue d'obtenir son concours, tout au moins indirect, à un projet hardi de soulèvement populaire. La preuve décisive en est dans cette lettre de notre envoyé, M. de Guymont, au marquis d'Argenson en date du 12 novembre :

Les sommes exigées par les Autrichiens et leurs menaces revoltent contr'eux grands et petits. Les premiers ne sont point assez hardis pour former une entreprise capable de les y soustraire, ils auroient trop à risquer et rien à gagner. Les autres au contraire ont tout à espérer et rien à perdre. Cette position les fait penser aux moyens de se defaire des troupes qui occupent les etats de cette République. Pour y parvenir ils formeroient le projet de renouveler dans la ville et aux environs les veprés siciliennes, si l'on veut leur donner certitude qu'en cas que l'armée ennemie quittât la Provence pour revenir à Gênes, elle seroit suivie par la notre afin d'empêcher les effets du ressentiment des Autrichiens. On m'assure que ceux qui seront à la teste de cette entreprise sont gens de resolution accrédités parmi le peuple et très capables de la bien conduire. J'ai demandé un plan des moyens et le nom des chefs, mais on n'a voulu me donner aucun éclaircissement. On s'est renfermé à me dire que ne demandant l'appui de la France qu'après la réussite je ne devois pas exiger d'autres particularités et il a fallu me contenter de celle que je vous marque. Les insinuations de ce projet m'ont été faites par M. Echer, officier g^{al} de cette Rep^e. Il m'a laissé entendre qu'il ne seroit pas inutile à l'exécution de donner avis à M. le comte de Maillebois du contenu de la présente. J'attends vos ordres et sa réponse avant de faire aucun mouvement sur une affaire aussi délicate.

J'ay l'honneur, etc.

Signé : GUYMONT.

(Arch. du quai d'Orsay, Gênes, CXXI.)

Cette lettre parvint à Paris le 21 novembre. Le marquis d'Argenson n'eut donc pas le temps de répondre en temps

*... Poi li Officiali per Genova venian
Se n'andavan alla meglio Osteria :
Porta presto un buon boccone.
E poi : can, basar questo coglione.
Questi eran scudi d'argento
Che de Savonesi era il suo stento.*

Cette façon de payer en disant : « Chien ! Baise-moi ce couillon », c'est-à-dire l'effigie de saint Jean-Baptiste qui figurait sur les écus d'argent de Gênes volés au pillage de Savone, n'était évidemment pas faite pour conquérir la popularité ! Notons que pour le moment les Allemands ne sont pas cantonnés dans Gênes : ils n'en occupent que les portes et ne se promènent en ville que de jour.

utile et les Génois se passèrent de cette réponse. Mais les dispositions du gouvernement français apparaissent éloquentement dans cette lettre que le marquis d'Argenson adressait à Guymont, le 21 novembre précisément, mais avant d'avoir reçu celle que je viens de transcrire ; car il n'y est accusé réception que de celles des 22 et 27 octobre :

Le courage avec lequel les Génois soutiennent leurs malheurs est digne d'admiration et d'éloges. Ils peuvent compter que nous profiterons avec empressement de toutes les circonstances qui nous mettront à portée d'adoucir leur situation. Notre honneur, notre intérêt et notre amitié pour eux sont de seurs garants de nos dispositions à cet égard. *(Ibid.)*

Pendant ce temps la situation s'aggravait à Gênes, de jour en jour et bientôt d'heure en heure. On était au 3 décembre. Devant le non catégorique du Sénat à la sommation de concourir à l'enlèvement de sa propre artillerie, et sur la question rangon, le commandant autrichien exposa froidement aux envoyés génois toutes les conséquences qui allaient découler de leur refus et l'immensité de la catastrophe qui allait s'abattre sur Gênes tant au point de vue militaire qu'au point de vue politique. Il leur donna 48 heures de plus comme suprême délai. En même temps, il procédait d'ailleurs, sans plus attendre, aux mesures nécessaires pour l'enlèvement de l'artillerie. Le temps pressait en effet : le Var était franchi et l'armée autrichienne de Provence n'avait pas les canons de siège qui allaient lui être indispensables pour le bombardement d'Antibes. Il y fallait la belle artillerie qui garnissait les hauteurs de Carignano. Chotek fit entrer les détachements nécessaires à ce travail d'enlèvement qui commença aussitôt. En même temps, l'occupation jusqu'alors différée de tous les points stratégiques de la ville commença. L'exaspération populaire était à son comble, les incidents depuis une quinzaine de jours se multipliaient. Un soldat génois, souffleté par un soldat allemand, avait dégainé, blessant mortellement son insulteur. Il n'était personne qui ne comprit à quels excès la malheureuse cité était désormais vouée, bien que, dans cette dernière phase de négociations et de menaces, l'ennemi se fût borné à n'employer que l'expression d'*exé-*

cution militaire, sans préciser davantage. Dans ces rues étroites et sombres, aux maisons de cinq étages dont les fenêtres basses étaient défendues d'épaisses grilles de fer, la colère grondait sourdement Ces hommes du peuple, habitués à la vie rude et dangereuse de la mer, et qui, tous, savaient ce qu'est une tempête et une rencontre avec les Barbaresques, accusaient le Sénat et la noblesse de lâcheté.

... Plusieurs sénateurs en avaient publiquement averti leurs collègues, et c'est évidemment ce qui avait inspiré le non énergique du Sénat à l'ultimatum autrichien... Les âmes de la noblesse et du peuple se mettaient peu à peu au même diapason d'héroïsme...

On était arrivé ainsi à la soirée du 5 au 6 décembre... le jour tombait, il pleuvait. Un petit détachement autrichien, descendant des hauteurs de Carignan, escortait un gros mortier génois, traîné par des bœufs, à travers les rues étroites et boueuses du quartier populaire de Portoria. Sous les roues de cette pièce pesante, le sol détrempé par plusieurs jours de pluie céda. Jurons, vains efforts pour desembourber la pièce. Autour des Autrichiens furieux, le peuple s'assemble ironique et hostile. Le sous-officier autrichien prétend, à coups de canne, contraindre quelques-uns de ces gens à prêter main-forte. Des clameurs s'élèvent. Un gamin génois d'une quinzaine d'années ramasse une pierre et d'un d'air de défi fait le geste de la lancer contre les soldats autrichiens, tout en interrogeant du regard et de la voix ses compatriotes : une clameur d'énergique approbation lui répond. Le caillou vole, et par ce geste symbolique cet humble et héroïque gamin, sur le nom de qui les érudits génois disputent encore mais que la tradition surnomme Balilla, entre dans l'histoire et conquiert le cœur de tout un peuple ! Sur-le-champ, en effet, le prestige de l'ennemi vole en éclats comme une vitre brisée ! Les soldats autrichiens dégainent et dispersent d'abord ce qu'ils appelleront cette *canaille* ! Mais la pluie de pierres redouble : les soldats s'enfuient. Le peuple ameuté coupe les traits des bœufs, encloue le mortier, se répand dans tous les quartiers de proche en proche, se rassemble autour du Palais des Doges, réclamant à grands cris des armes ! Mais les grilles du palais restent fermées. On essaie de les forcer, un des soldats de

garde fait feu, blessant un homme. La foule recule, mais demeure, toute la nuit, effervescente. Pendant ce temps le Sénat délibère : il envoie au général autrichien un député chargé d'exprimer des regrets pour l'incident mais aussi le désir que les soldats autrichiens s'abstiennent dorénavant de procédés insultants pour le peuple. Le matin du 6, il renouvelle ce message. Au même moment, un fort détachement de grenadiers autrichiens pénètre dans Gênes pour enlever le mortier abandonné. Il est assailli par la terrible pluie de pierres et se disperse. Mais le peuple ne veut plus se contenter de ces moyens primitifs de défense, si redoutables qu'ils soient dans ce dédale de ruelles étroites et sombres, du haut de ces maisons massives aux portes bardées de fer. Il veut des fusils : il les aura. Cette fois le dépôt d'armes du Palais des Doges, mollement défendu, livre ses formidables réserves. Les magasins privés sont pillés ou s'ouvrent d'eux-mêmes. Fusils et baïonnettes, poudre et balles, rien ne manquera désormais. On traîne des canons aux points d'où on peut combattre l'artillerie ennemie. On les braque sur les ouvrages de la porte Saint-Thomas et sur tous les points où se retranche l'ennemi le long de l'enceinte intérieure. On se saisit des hauteurs de cette enceinte, du côté des forts qui couronnent l'Apennin, le Castellaccio et le Sperone, pour foudroyer le flanc de l'ennemi et le menacer d'une attaque à revers. Dans la ville même, le tumulte s'organise. Avec une imprudence qu'explique son orgueil l'Autrichien a négligé de désarmer la garnison génoise et l'a même laissée en possession d'une grande partie de l'enceinte. Il y a d'autre part des officiers français et espagnols prisonniers, en assez grand nombre : ils se joignent aux insurgés. D'autre part, si le Sénat dès le début et jusqu'à la fin de l'insurrection affectera de s'en tenir à la capitulation du 5 septembre et désavouera le peuple qui la déchire, pour garder le pouvoir de traiter au cas où tout cela tournerait mal, ses membres et la plupart des patriciens génois, individuellement et par accord secret, s'offrent à discipliner et à guider la fureur populaire. A la hâte, ils organisent le quartier général de l'insurrection dans le palais de l'Université, rue Balbi, à deux cents mètres des canons ennemis qui prennent en enfilade la rue Balbi

elle-même ! D'autres partent en toute hâte pour appeler aux armes les paysans des deux vallées du Polcevera et du Bisagno qui encadrent Gênes. La bourgeoisie, le clergé lui-même, prêtres et moines, s'associent à la sainte révolte du patriotisme contre l'oppression étrangère. Ainsi se passe la journée du 6. Les Autrichiens stupéfaits de cette explosion inattendue résistent sans grande vigueur sur leurs positions. Leurs chefs, déconcertés, discutent au lieu d'agir, reçoivent les députations que le Sénat de Gênes inlassablement leur envoie pour expliquer qu'il n'est pour rien dans tout cela, qu'il n'y peut rien et que le plus sage parti pour le commandement autrichien serait de calmer lui-même ce peuple devenu indomptable par des promesses solennelles et écrites de modération et de pardon ! Les promesses elles-mêmes, d'ailleurs, très probablement ne le rassureraient pas si elles n'étaient accompagnées de l'évacuation de toutes les portes de Gênes et de la remise au Sénat de la totalité de la double enceinte ! Tout cela au bruit des décharges de l'artillerie, du feu de la mousqueterie et du tocsin ! Botta qui s'est avancé entre les deux enceintes entre la porte Saint-Thomas et celle de la Lanterne, a le visage en sang, d'éclats de pierre que fait voler tout près de lui le ricochet d'un boulet. Il refuse de donner un engagement écrit de ne pas user de représailles et, par ce refus, découvre le fond de sa pensée ! Aucune merci à attendre donc ! Mais il croit n'avoir pas encore assez de troupes sous sa main pour prendre l'offensive. Il appelle à lui ses forces dispersées au levant de Gênes. Il en appelle de Lombardie par le col de la Bocchetta. Il lui faut gagner du temps ! les Gênois ne perdront rien pour attendre ! Sept mille hommes sous sa main, ce n'est pas assez pour dompter Gênes soulevée et la livrer à une exécution militaire ! Il parlemente, accorde une trêve de quelques heures, puis la prolonge jusqu'au 10 décembre, 9 heures du matin. Mais le peuple et le Sénat de Gênes la mettent également à profit. Désormais, malgré la comédie diplomatique du Sénat, Gênes n'a plus qu'une seule âme. Le 10 au matin, avant même que n'expire la trêve, les Gênois prennent l'offensive sur toute la ligne, faisant face à l'est et à l'ouest, du côté du Bisagno comme du côté Polcevera !

L'Autrichien furieux a eu beau faire arrêter les parlemen-

taires génois, le prince Doria et le patricien Agostino Lomellini — qu'il relâchera plusieurs heures après — il doit reculer sur toute la ligne. La porte Saint-Thomas est emportée. Un homme du peuple, Carbone, tout sanglant de ses blessures, en porte les clefs au Sénat ! Comme Balilla, il passera à l'histoire, et comme lui est honoré aujourd'hui encore d'une commémoration annuelle dans l'église qui garde ses restes ! A l'est, ce sont les paysans qui assaillent et désarment les bataillons autrichiens accourus en renforts. Botta recule de l'enceinte intérieure à l'enceinte extérieure, mais, même là, il ne peut tenir et bat en retraite désordonnée sur San Pier d'Arena ! La victoire est désormais certaine pour Gênes. La nuit est venue : toute la ville resplendit d'une illumination de victoire : chandelles à toutes les fenêtres ; utiles d'ailleurs pour empêcher tout pillage ! Pendant ce temps, l'ennemi, saisi à son tour de panique, ne s'arrêtait même pas à San Pier d'Arena ! Abandonnant ses magasins et ses blessés, il se hâtait à la faveur des ténèbres de cette nuit pluvieuse de décembre — du 10 au 11 — vers ce col de la Bocchetta qu'il avait franchi par un beau jour d'été — le 1^{er} septembre — dans l'exaltation de ses victoires ! Après avoir vaincu — ou du moins cru vaincre, puisque l'Espagne ne voulait plus combattre ! les armées aguerries de trois couronnes et d'une République, il fuyait devant ce qu'il avait appelé la « canaille génoise » ! tout au plus grossie de soldats génois que dans son mépris il n'avait même pas cru utile de désarmer ! Et ces gens-là avaient combattu presque sans chefs, et malgré même les ordres apparents de leur gouvernement, contre un ennemi maître de leurs propres murailles ! L'humiliation de l'Autriche était complète ! Et pour y ajouter encore, les paysans de la Polcevera, alertés à temps, traquaient l'arrière-garde de l'orgueilleux général et lui enlevaient les mulets porteurs de tout le trésor de l'armée ! Comme une trainée de poudre, l'enthousiasme de la victoire génoise se propagea au levant jusqu'à la Spezia : les petits corps autrichiens abandonnés à eux-mêmes, saisis de panique, se rendirent, ou avec peine gagnèrent l'autre revers de l'Apennin, pour se joindre aux débris de l'armée. A l'ouest, les Génois furent moins heureux : la forteresse de Savone, pressée et bombardée depuis

trois mois par l'armée sarde, bloquée du côté de la mer par les Anglais, capitula le 12 décembre ! Mais ce n'était pas assez pour contrebalancer l'immense effet, à la fois moral et militaire, de la libération de Gênes, et de la réapparition de la République sur les champs de bataille. Nul ne s'y trompa et la nouvelle en éclata en Europe comme un coup de tonnerre ! Notre consul Coutlet, encore douze jours après — dans sa lettre du 24 décembre aux échevins de Marseille — garde le ton lyrique :

Messieurs, vous scaurez sans doute présentement ce qui est survenu icy le 10 du courant puis que l'on expedia deux jours après diverses felouques dont une arriva en 24 heures à frejus pour en donner avis à nos generaux. Je crois que l'on n'a jamais rien veu de semblable, aussy regarde-t-on cet evenement comme un veritable miracle. Le peuple en furie attaqua les Allemands, etc.

Et M. de Guymont, l'envoyé extraordinaire de France à Gênes, resté à son poste sur l'ordre de la cour, et que les Autrichiens n'avaient pas plus inquiété que notre consul, n'était pas moins lyrique ¹ sur le compte des Génois dans sa longue dépêche à la cour arrivée à Versailles dans la nuit du 18 au 19 décembre. Il y rendait compte jour par jour de ce qui s'était passé, sans s'expliquer cependant clairement sur le rôle du gouvernement génois auquel il n'adressait d'ailleurs aucune critique ². Le

1. Ce lyrisme est d'autant plus remarquable qu'il n'apparaît qu'à la fin de sa longue dépêche. Son récit est d'abord très froid, et très pâle, mais il s'anime et se colore par degrés, au spectacle de la ténacité héroïque du peuple génois dans cette bataille de cinq jours. La fin mérite bien cette citation :

La bravoure avec laquelle ce Peuple a combattu surpasse tout ce qu'on peut imaginer et ses succès sont au-dessus de la vraisemblance. Je ne les croirois pas si je n'en estois le témoin. L'humanité et la modération qu'il fait paroître avec les Prisonniers n'est pas moins admirable.

(Archives des affaires étrangères, Paris, *Corresp. de Gênes*, vol. XXI.)

2. Il ne voit pas bien, en effet, si le gouvernement est ou n'est pas dans l'affaire. D'une part, il signale que des sénateurs et beaucoup de membres du « Minor Consiglio » sont sortis de Gênes — « cela ne fait pas l'éloge de leur fermeté », dit-il, — et d'autre part il signale « des particuliers engagés dans l'entreprise mais qui ne veulent pas paroître ». Les « particuliers », dont il dit qu'ils animent et coordonnent les efforts du peuple, sont évidemment des membres de la noblesse, et peut-être même du gouvernement. En somme, le secret est bien gardé, comme toujours, à Gênes ! De toutes façons, et il faut le dire à l'hon-

roi fut tout de suite très vivement frappé de ces grandes nouvelles et convoqua d'urgence les ministres pour en délibérer. Mais il était étonné et embarrassé, comme tous les membres de son conseil, de l'obscurité qui enveloppait le rôle joué par le Sénat dans toute cette affaire. L'envoyé de Gênes fut donc interpellé sur ce point, mais celui-ci, conformément à ses instructions formelles, déclara que le Sénat n'y était pour rien ¹ ! Comme on le voit, le gouvernement génois suivait inflexiblement la ligne de conduite qu'il s'était fixée ! La cour de Versailles fut d'abord toute déconcertée de cette réponse. Si on s'y tenait purement et simplement, le gouvernement français pouvait dire que, moralement et politiquement, il n'avait donc personne devant lui et aucune sûreté dans sa négociation à ce sujet ! Voyant les ministres français s'assombrir et prendre un air glacé sur la question de la suite à donner à cet événement, l'envoyé génois prit sur lui de faire comprendre la raison de cette attitude tout en prenant soin de présenter

neur de Guymont, il n'hésite pas dans son jugement sur l'importance de l'événement et sur la nécessité de le soutenir :

Dans ces circonstances il seroit très important de faire passer icy le plus de troupes qu'il seroit possible afin d'affermir la victoire du Peuple et de prévenir le ressentiment qu'on peut en avoir... Vous sentés, Monseigneur, qu'un pareil événement s'il est soutenu peut estre d'une grande utilité à la France dans la position des affaires présentes.

1. Si le gouvernement génois faisait faire — *pro forma* — une pareille déclaration à Versailles, on peut bien penser de quel ton il la faisait faire à Vienne ! Rien de plus pénible à lire que les dépêches du ministre génois à Vienne dans la deuxième quinzaine de ce mois de décembre. Il plaide, suppliant, *la evidente incôlpabilità del governo*, il veut absolument faire constater aux ministres autrichiens *non potesse attribuire a menoma colpa del governo un popolare tumulto*, et que de tout ce qui est arrivé le gouvernement génois est *innocentissimo*. (Spinola au Sénat de Gênes, Vienne, Lettres des 26, 28, 29 décembre 1746. Archives de Gênes. Lettere ministri Vienna, n. g. 2592, mazzo 75.) Spinola était certainement sincère en soutenant cette thèse, car le Sénat avait dû le renseigner de telle sorte qu'il le fût. Ne fallait-il pas absolument garder le contact si tout tournait mal, ce qui n'était, hélas ! que trop possible, et même trop probable ! Mais, pour l'honneur de Gênes, le gouvernement autrichien refusa d'accepter cette thèse. On répondit rudement à Spinola qu'on avait la preuve de la participation au soulèvement de « la noblesse génoise elle-même, bien plus de toute la République » (Lettre de Spinola du 28 décembre). Et comme sanction, le gouvernement autrichien intima brutalement au ministre génois l'ordre de quitter Vienne avec toute la légation et sans délai. C'était annoncer que la lutte allait reprendre sans merci. Pour punir Gênes d'avoir osé résister à une agression, on allait la saigner à blanc !

cette explication comme une conjecture personnelle. Les ministres français comprirent aussitôt parfaitement, déclarèrent qu'ils adoptaient pour leur propre compte le système de croire que le Sénat avait tout fait mais devait le nier au cas d'une reprise victorieuse d'offensive de l'Autriche. Ils ajoutèrent cependant, non sans raison, que cette attitude avait quelque chose de bien naïf ! Comment croire, en effet, que la brutalité autrichienne, si Vienne reprenait le dessus, s'arrêterait à pareil subterfuge !! Ceci arrêté, le conseil des ministres prit le 21 décembre les décisions suivantes :

Ordonner d'urgence au maréchal de Belle-Isle de prendre l'offensive et d'empêcher à tout prix l'armée austro-sarde de Provence de revenir intacte et en masse sous les murs de Gênes ¹.

Faire passer immédiatement un million à l'envoyé de France à Gênes pour aider le gouvernement génois à faire face à ses besoins financiers immédiats en vue de la défense contre l'inévitable et furieux retour offensif de l'Autriche.

Agir énergiquement à Madrid pour décider l'Espagne à agir de son côté et reprendre enfin son poste de combat pour marcher au secours de la République de Gênes.

Enfin, le ministre de la guerre allait prescrire à quelques officiers supérieurs de se rendre à Gênes par tous moyens de fortune, pour se mettre à la disposition du gouvernement génois,

1. L'intelligent et fougueux maréchal de Belle-Isle n'avait pas besoin de cet ordre pour agir dans ce sens et sans perdre une heure s'il en avait eu les moyens ! Dès le 13, en son camp du Luc, il avait reçu des mains d'un hardi capitaine marseillais, Ange Gaita Scoti, parti du port de Gênes le 11 décembre, à 10 h. du soir, des nouvelles précises du victorieux soulèvement de Gênes. Ces nouvelles sous la forme d'une lettre de M. de Guymont, résumant celles qu'il adressait à Versailles le même jour. En outre, Belle-Isle avait demandé un rapport verbal à Scoti et en annexait copie à sa propre dépêche au comte d'Argenson, ministre de la guerre. Or, il sentait si bien l'immense portée de l'insurrection génoise et la nécessité de voler à son secours qu'il écrivait : « Vous sentez bien que mon premier mouvement seroit de faire battre la générale !... » Malheureusement paralysé par le défaut de subsistances et de « tous moyens en tous genres », sa fougue se heurtait à « un obstacle invincible ». Dès le lendemain c'est l'armée autrichienne elle-même qui prenait l'offensive ! Il fallait évidemment plusieurs semaines avant que la rentrée en lice de Gênes eût sa répercussion en Provence !

(Cette lettre du maréchal, et le rapport de Scoti, aux Archives de la guerre, Paris, vol. 3175.)

au cas où il croirait devoir utiliser leurs services. Entre temps, le système adopté par le Sénat — continuer à se tenir en apparence en dehors de tout — révélait plus d'un inconvénient pratique — et la cour en manifesta de nouveau quelque impatience. Le bruit courut même que le Sénat s'était retiré à Gavi dans les fourgons autrichiens ! Ce n'était qu'une exagération calomnieuse du système adopté et Pallavicini n'eut pas de peine à le démontrer. En tout cas, lui fit remarquer le marquis d'Argenson, cette attitude ne pouvait manquer de ruiner le Sénat dans l'estime du peuple et la constitution aristocratique de Gênes pourrait bien ne pas y survivre ! A quoi l'envoyé génois répliqua que rien n'était plus mal fondé que le préjugé défavorable des Français contre le constitution génoise. Ils la croyaient tyrannique et précaire : elle était fort douce et fort solide. Le peuple était et resterait attaché au Sénat, dont il comprenait certainement l'attitude ¹ ! Et il faut bien reconnaître que si les craintes exprimées par le mar-

1. La dépêche de Guymont du 17 décembre allait donner raison à Pallavicini. Notre envoyé écrivait, en effet, à cette date :

Le bon ordre et la tranquillité commencent à se rétablir entièrement dans la Ville, et ce qu'il y a encore de plus heureux c'est que pour le moment présent, le Peuple et ses Chefs paraissent respecter le gouvernement et vouloir agir de concert avec lui. Ils ont demandé deux Nobles du Consigietto pour leur servir de guides, ce qu'on leur a accordé. Un des chefs va tous les matins au Palais rendre compte de ce qui se passe à leur quartier général et prendre des ordres.

Cet accord du peuple et du Sénat à cette date est évidemment remarquable. Il constitue une autre présomption pour la préparation et la direction secrètes du mouvement populaire par le gouvernement. Cependant ce rôle effacé du Sénat aura bientôt les inconvénients prévus par le marquis d'Argenson.

Au milieu de janvier 1747, alors que le peuple est dans l'exaltation de cette miraculeuse victoire, à laquelle le Sénat déclare *officiellement* qu'il est complètement étranger, il y a une tentative de révolution populaire. La plèbe de Gênes amène un canon devant le palais du doge et s'apprête à y ouvrir une brèche. Mais alors, un patricien aimé du peuple, Giacomo Lomellini, se jette à la bouche de ce canon et adjure le peuple de respecter des institutions qui ont fait, à travers les siècles, la gloire et la prospérité de la République ! Il sera écouté !... Des acclamations couvrent la voix des meneurs de la plèbe et la vieille aristocratie génoise, par l'évocation héroïque de ses services tant de fois séculaires, est sauvée pour un demi-siècle ! Si elle est renversée en 1797, c'est évidemment beaucoup plus par la répercussion formidable de la Révolution française que parce qu'elle était devenue plus oppressive. Au total, c'est bien Pallavicini qui a raison. Je crois intéressant de noter ici que la belle scène du patricien Lomellini se jetant à la bouche du canon, et haranguant le peuple, a été éternisée à Gênes par un magnifique bas-relief en marbre (Via San Lorenzo, 5).

quis d'Argenson furent dans une certaine mesure justifiées, au total cependant c'est à l'envoyé génois que la suite des événements donna raison.

Pendant ce temps, les mesures prises par la cour de Versailles développaient leurs conséquences. La cour de Madrid galvanisée par le miraculeux redressement de Gênes et les adjurations passionnées qui lui venaient de France, fit enfin, et pour la première fois depuis l'avènement du nouveau roi, ce qu'on attendait d'elle. Elle donna au marquis de La Mina les ordres nécessaires et promit de recruter et de renforcer son armée. Il est vrai qu'on lui donna en revanche une grande satisfaction d'amour-propre : le marquis d'Argenson, à qui Madrid ne pardonnait pas ses tentatives d'accord avec Turin, et qui passait d'ailleurs pour ne pas renoncer à son plan, fut disgracié ¹ comme avait été disgracié le maréchal de Maillebois coupable de n'avoir pas su s'entendre avec de La Mina ! Mais cette disgrâce ministérielle ne fixa pas longtemps l'attention publique que la victorieuse reprise d'offensive du maréchal de Belle-Isle en Provence allait aussitôt après accaparer tout entière : Le 21 janvier, en effet, M. de Maulevrier, admirablement secondé par Chevert et par le marquis de Taubin, commandant les Suisses au service d'Espagne, attaquait avec une incroyable vigueur une vingtaine de bataillons autrichiens et piémontais retranchés à Castellane, et les rejetait sur la rive gauche du Verdon, les contraignant à une retraite précipitée. Le 25, Fréjus tombait à son tour. Menacés d'enveloppement, les Autrichiens évacuaient Grasse sans combattre et les Français y entraient le 1^{er} février. Le chevalier de Belle-Isle, frère du maréchal, poussait l'ennemi l'épée dans les reins en lui infligeant de lourdes pertes. — Antibes, qui avait si vaillamment résisté depuis la mi-décembre, était enfin débloqué, et aux premiers jours de février toute l'armée austrosarde avait repassé le Var. Le maréchal de Belle-Isle, satisfait d'avoir délivré la Provence de l'invasion, s'arrêta sur la ligne du

1. On y mit des égards : le roi lui adressa un billet l'assurant qu'il était content de ses services mais qu'il jugeait opportun en ce moment d'y renoncer. Il lui assignait en même temps une pension de 40.000 livres. Le marquis de Puységur était désigné pour lui succéder, et en attendant Maurepas assurerait le service de ce département en outre du sien.

Var : son armée avait besoin de se reposer et de se reformer. Il lui fallait de plus mettre la côte en état de défense contre les Anglais et chercher le moyen de leur reprendre les îles Lérins, dont ils venaient de faire leur base pour assurer le blocus maritime de la Provence, y compris Toulon et Marseille. Comme il n'y avait pas lieu de craindre, pour l'instant du moins, que l'armée austro-sarde battue, démoralisée et exténuée pût entreprendre un effort sérieux contre Gênes, on pouvait, l'esprit tranquille, s'accorder quelque repos et savourer la joie de la victoire. Gênes, dans cette victoire, était évidemment pour beaucoup, et les Français furent les premiers, loyalement, à le reconnaître. A Gênes même, notre consul Coutlet écrivait dès le 28 janvier et alors qu'il ignorait encore l'offensive de notre armée de Provence :

...Vous conviendrez que la Provence a de grandes obligations à la résolution vigoureuse et désespérée des Gênois qui a extrêmement dérangé les desseins des ennemis qui contoient tirer d'icy artillerie, munitions de guerre et toutes sortes de subsistances, ce qui leur a manqué tout à coup, sans parler d'environ 4.500 prisonniers de guerre des meilleures troupes qu'eust le général Botta, qui sont encore icy.

Quelques jours avant celui où cette lettre était écrite à Gênes, Francesco Maria Doria, envoyé extraordinaire à Londres — *via* Provence et Versailles — pour rendre compte de la nouvelle situation de la République, débarquait à Marseille après 48 heures de voyage et après avoir failli être enlevé par la croisière anglaise. Il écrivait à son gouvernement qu'il y avait eu foule à son débarquement à Marseille pour s'informer des nouvelles de Gênes et que cette foule avait manifesté une joie enthousiaste en apprenant que ces nouvelles étaient bonnes. Et il ajoutait :

Cette ville et toute la Provence reconnaissent dans les événements du 10 décembre le point de départ de leur libération et ne font qu'applaudir à la valeureuse résolution des Gênois ¹.

1. *E questa Città e tutta la Provincia riconoscono dall' avvenimento dei 10 Xbre la loro liberazione e non fanno che applaudire alla vigorosa risoluzione dei Genovesi.*

(F. Maria Doria au Sénat de Gênes, Marseille, 26 janvier 1747. Archives de Gênes. Lettere Ministri Francia n. g. 2227, mazzo 51.)

Cet enthousiasme, il l'avait trouvé dans toute l'armée de Provence à ce moment tout entière engagée dans son mouvement d'offensive :

L'armée française est animée du plus ardent désir de marcher au secours de la République : il n'y a pas d'officier ou de soldat qui n'en témoigne ! Plus d'un officier m'a dit que si on constitue un corps expéditionnaire pour être transporté à Gênes, il demandera à en faire partie... Les deux armées, française et espagnole, sont en pleine forme et les troupes ne demandent qu'à se battre contre les Allemands ¹.

Doria et, à Paris, son successeur Pallavicini éprouvaient une telle anxiété à la pensée d'un retour en masse et foudroyant des Autrichiens sous les murs de Gênes que, en pleine offensive de l'armée de Provence, ils eussent voulu que Belle-Isle embarquât un corps de troupes pour Gênes, avec des munitions et des armes. Et il est certain que le danger de Gênes était grand... Le dernier mot resterait à celui qui agirait et marcherait le plus vite ! Mais Vienne n'avait jamais su faire vite ! D'autre part, elle aurait eu besoin du concours cordial et prompt du roi de Sardaigne, et les relations, à ce moment, entre les politiques comme entre les militaires des deux pays étaient tendues. Turin se plaignait d'avoir été laissé à l'écart systématiquement par Vienne au moment où Gênes gisait abattue, à la merci des généraux autrichiens, et il ne pouvait s'empêcher de jouir ironiquement de l'humiliation sanglante de son alliée ! D'autant plus que la prise de Savone lui donnait à lui-même tout ce qu'il désirait ! D'autre part, nous l'avons vu, l'armée austro-sarde de Provence, ramenée l'épée dans les reins de Draguignan au Var, se trouvait en si piteux état qu'elle était inoffensive pour quelque temps. Mais à Gênes on ne pouvait s'en rendre compte, et tout en y organisant la résistance avec autant de méthode que d'unanimité patriotique ², on cherchait de tous les côtés

1. *Sommo nell'armata francese è il desiderio di andare al soccorso della Repubblica, e non vi è ufficiale o soldato che non lo palesi. Più d'un ufficiale mi ha detto che venendo spedito costì un corpo di Truppa domanderà di esservi impiegato. Ambe due le Armate sono in ottimo stato e le truppe vogliossissime di battersi coi Tedeschi.*
(Ibid.)

2. Sauf ce mouvement révolutionnaire avorté de la mi-janvier

à obtenir par la négociation tout ce que la négociation pouvait donner. On expédiait des envoyés à Londres et à Vienne pour essayer de s'expliquer, de désarmer les colères, d'arriver à un accord, au risque d'alarmer ou tout au moins d'indisposer Versailles et Madrid ; on essayait, chose non moins étrange, d'intéresser Frédéric et d'obtenir sa recommandation auprès de Marie-Thérèse puisqu'il était en paix avec elle, sans penser que c'était précisément cette paix qui avait permis à l'Autriche d'écraser Gênes ! Tout cela au reste sans succès, comme il fallait bien s'y attendre ! On fut plus heureux à Versailles et à Madrid qui prescrivirent à Belle-Isle et à La Mina d'expédier une dizaine de bataillons à Gênes dès que la Provence ne courrait plus aucun danger. Le roi de France prescrivit même que les troupes françaises eussent leurs drapeaux comme symbole de la résolution énergique de la France de secourir son alliée ! Le 3 mars, Pallavicini rend compte que vient d'arriver à Versailles un officier français, parti de Gênes le 15 février. Il apporte, dit-il, des nouvelles fort intéressantes : il assure que tout va bien à Gênes, que l'harmonie est parfaite entre le quartier général du peuple et le gouvernement, que les préparatifs de défense se poursuivent avec ordre : on recrute l'armée régulière, on a constitué 60 compagnies de milices à cent hommes chacune, en prenant pour base les corporations, métiers et professions. On travaille aux remparts. L'arrivée des huit officiers français d'artillerie et du génie dont il a été parlé plus haut et qui ont pu gagner Gênes par la mer a causé une grande joie dans toute la ville. On n'a plus douté en les voyant que le corps de secours promis n'arrivât bientôt par mer, en attendant la rentrée de l'armée franco-espagnole en Italie. Mais cet envoi devient de plus en plus urgent. Les lettres de l'envoyé de France à Gênes, M. de Guymont, en pressent l'envoi, parlent d'une vive attaque qui vient d'être faite les 16 et 17 février, par un corps de quinze cents Autrichiens et qui vigoureusement menée en direction de la Polcevera, avec départ du col

signalé plus haut. Doria, au quartier général de l'armée de Provence, jugera préférable de n'en rien dire, pour ne pas refroidir l'enthousiasme des alliés de Gênes. Et il eut raison puisque ce mouvement n'eut aucune suite.

de la Bocchetta, a provoqué une très vive émotion jusque dans la ville. Mais enfin, six mille Français et Espagnols sont en mer, en route vers Gênes. Ils se sont embarqués le 17 mars et jours suivants à Toulon et à Marseille sur un grand nombre de bâtiments légers sous escorte de deux petits navires de guerre. Les 19, 20 et jours suivants ils arrivent à Gênes. Les uns sans incidents, les autres après avoir été pourchassés par les Anglais qui réussirent à en prendre un millier ! Accueil enthousiaste à Gênes. Car il est temps : le maréchal de Schulembourg, qui a remplacé Botta naturellement disgracié, s'apprête à marcher sur Gênes avec plus de cinquante bataillons. Il n'attend que l'achèvement des travaux de réfection de la route de la Bocchetta, — défoncée par les Génois, — pour que sa pesante artillerie puisse passer. Le lieutenant général Mauriac, commandant le premier renfort franco-espagnol, inspecte les fortifications, et surtout fait comprendre que le double gouvernement de l'assemblée populaire et du Sénat serait désormais un danger et qu'il faut concentrer l'autorité. Le peuple s'incline et le Sénat redevient, en fait tout au moins, le seul maître de la République ! L'orage attendu éclate avec violence quinze jours après : le 11 avril, l'armée autrichienne franchit la Bocchetta, descend dans la Polcevera comme un torrent, escalade la croupe énorme qui sépare la vallée de la Polcevera de celle du Bisagno et d'où on peut dominer Gênes. Mais il faut enlever les pitons fortifiés qui défendent l'approche du fort de l'Eperon, clef de la défense génoise. Le plus haut de ces pitons, le Diamant, est emporté dès le 12. Mais Mauriac, avec les Français et les Génois, le reprend dès le lendemain ! L'effet de terreur et de surprise est manqué. Gênes tient bon.

Sur ces journées des 11-15 avril, je glane les indications suivantes dans le *Journal* (inédit) *de ce qui s'est passé à Gênes et aux environs depuis de 11 avril jusqu'au 19 juillet 1747*. Ce manuscrit, présumé provenir des papiers du marquis de Langeron, se trouve dans le volume 3.181 bis des archives de notre ministère de la guerre.

(11) avril. L'armée autrichienne forte de 20.000 hommes attaque avec beaucoup de vivacité à la pointe du jour tous nos postes avan-

cés de Polcevera et de Bisagno, qui étaient gardés par des paysans soutenus de petits detachements de troupes réglées.

Ceux de Polcevera se defendirent longtems et firent la plus vigoureuse resistance mais accablés par le nombre ils se retirerent avec tout l'ordre possible de poste en poste jusqu'à Bolsaneto, occupée par des français qui leur firent tête. La perte des autrichiens fut considerable à Saint-Ciprien ; nous eumes quelques morts et blessés.

Du côté de Bisagno les deffenses des paisans n'étant pas soutenues de troupes réglées les Autrichiens eurent l'avantage et s'avancerent jusqu'au village de l'Olmo.

Le 12, les ennemis occuperent la montagne du Diamant qui est vis à vis celle qu'on appelle les Deux Frères ce que voyant M. de Mauriac, il prit la resolution d'abandonner Bolzaneto et nous fume obligé de retirer le poste de Voltri qui auroit pu etre coupé.

Du coté de Bisagno on abandonna Morassana et on transporta le quartier general à N. D. du Mont. L'abandon de Bolsaneto fit murmurer les paysans genoïs de Polcevera qui l'occuperent sur le champ le faisant savoir au Senat, disant qu'ils étoient pret a le defendre vigoureusement au moyen qu'on leur envoyat des munitions de guerre et de bouche, et on leur en fournit abondamment.

Vers les 2 h. de nuit les françois se retirerent de la montagne des 2 frères, se posterent dans le chemin couvert de l'Eperon, les Espagnols quitterent N. D. du Mont ou étoit le quartier general pour se replier dans les fortifications extérieures de la ville. Les paysans resterent.

Le 13. Des qu'on (sut) dans la ville l'abandon des 2 frères les habitans en murmurèrent se voyant a decouvert, mais tout a coup les françois sentant l'importance du poste des 2 frères le reprirent, les ennemis ny avoient que 50 Pandoures a leur aproches et on rentra dans celui de N. D. du Mont.

La montagne des 2 frères est un ouvrage fait par la nature vis a vis le bastion de l'Eperon a la distance d'une demi lieue ce sont 2 pains de sucre presque parallele elle a des bords très escarpés et a un penchant dans la Polcevera et dans le Bisagno.

Le Senat reçut avis que 3.500 paysans assemblés au poste de la Scorfera demandoit quelque patricien pour les conduire. Il leur envoya M. Canevari avec 130 hommes de troupes réglées et des provisions de bouche et de guerre, Les françois mirent du canon au poste des Deux frères.

Le 14. Il y eut aux Deux freres quelques escarmouche avec les Autrichiens postés au Diamant quoi qu'éloignés. On fortifia les retranchemen des deux freres avec du canon et des spingardes. Les Paisans et M. de Grimaldi a leur tête attaquerent un detachement de Croate a la montagne de N^eD^e de la Garde et de petits corps sur le penchant de cette Mont. jusqu'a St Blaise qu'ils chasserent.

Ceux de la vallée de Bisagno chasserent 200 Croates qui étoient descendu de la montagne daggio dans la plaine et leur tuerent 23

hommes et blesserent beaucoup. Les Paisans de Bisagno delogerent encore les autrichiens des postes qu'ils avoient sur les hauteurs de Pino.

Le 15, les Autrichiens de la montagne du Diamant demanderent a parler a la republique.

N'ayant pas réussi à briser la résistance de Gênes, Schu-
lembourg essaie en effet ce que peut donner l'intimidation
et la perspective d'un compromis. Il lance une proclamation :
il n'est, dit-il, que l'avant-garde des armées impériales.
Gênes est menacée de subir le châtiment que son insolente
rebellion a mérité, mais l'impératrice reine est clémente,
clémentissime, elle ne demande qu'à s'entendre avec la Répu-
blique. Le négociateur est reçu par une commission composée
de deux nobles, deux plébéiens et un officier français ; elle rend
compte. Le Sénat délibère mais le peuple s'assemble. Sa
fureur ne connaît pas de bornes. Il ne sait que trop ce que
valent les assurances de la modération autrichienne ! Les
paysans des deux vallées constitués en corps francs, sous le
commandement des patriciens, ont vu leurs maisons détruites,
incendiées par la soldatesque de Schulembourg. Malheur
au Sénat si, une seconde fois, il s'abandonne et livre la cité
et la République ! Mais cette fois il n'aura même pas la tenta-
tion de céder ¹. Une panique comme celle du 3 septembre
précédent ne se voit pas deux fois : il sait d'ailleurs mainte-
nant quelles miraculeuses ressources de patriotisme et de
courage contient le cœur du peuple, dans la cité et dans les
campagnes ! Et cette fois les grands alliés sont là ! Les
5.000 hommes de Mauriac accourus, tout vibrants d'enthou-
siasme, à travers la croisière anglaise, cette élite des armées

1. Ce même jour, 16 avril, M. de Guymont écrit au chevalier de
Belle-Isle qui sous l'autorité de son frère, le maréchal, préparait la
reprise des îles Lérins. Et dans cette lettre il marque bien dans l'una-
nimité génoise quels sont ceux qui, du moins à ce qu'il lui semble,
sont le plus furieusement et le plus patriotiquement opposés à toute
idée de compromis avec l'Autrichien :

L'intention de la Reine de Hongrie seroit de terminer toutes ses menaces par
des négociations. La République en est même persuadée mais elle paroît d'un
sentiment tout opposé et quand elle ne persisteroit pas le Peuple et les Pay-
sans sont si furieux contre les Autrichiens que le gouvernement ne seroit pas le
maître d'en agir différemment.

(Archives du ministère de la guerre, Paris, vol. 3224, 1747. Italie, mars et
avril.)

française et espagnole qui vient de se distinguer, coude à coude avec les Gênois dans la reprise du mont Diamant, garantissent que cette fois France et Espagne s'engagent à fond. Le maréchal Belle-Isle ne va-t-il pas reprendre sa marche en avant ! Le Sénat rédige une réponse calme et digne : Gênes n'a jamais cherché la guerre avec l'impératrice-reine : elle s'est bornée à vouloir défendre son bien d'abord, puis sa liberté et son existence même. Elle continuera à se défendre ! La lutte continue donc : succession d'engagements partiels autour de Gênes, dont la position formidable rend tout investissement impossible, à moins de disposer de forces énormes, et qui peut toujours par des sorties intelligentes et hardies bousculer et démoraliser l'assiégeant. L'énergique concision de Bonamici sur les difficultés que Gênes oppose à un siège mérite bien ici encore les honneurs de la citation :

Loca omnia circa Genuam aspera, rupes praealtae, itinera ardua, duri homines, nulla pabuli, nulla frumenti copia, adeo ut propter inopiam regionis neque morari diutius exercitus, neque progredi propter iniquitatem facile possint. Ipsa urbs magnitudine operum, firmitate muri, multitudine civium, atque omni bellico apparatu instructa, longam et difficilem habet oppugnationem. (B. I., l. III, p. II.)

Parmi les nombreuses sorties ou reconnaissances hardies de cette période du siège, une surtout mérite les honneurs de la mention : celle du 1^{er} mai. Elle illustre admirablement, entre bien d'autres, la fraternisation militaire de tous les assiégés, sans distinction de classe sociale, et aussi l'acharnement de la lutte des deux côtés. J'en emprunte le récit au *Journal* déjà cité, attribué au marquis de Langeron :

May. Le 1. M. de Canevari qui comandoit à la Scoffera, se mit a la tête d'un corps de Paysans appuyés d'un detachment de troupes réglées, detacha dans le meme tens M^r Bertelly capitaine du Regiment de Varenne genois avec un corps de paisans pour prendre en flanc les Autrichiens pendant qu'il les attaqueroit de front, l'attaque fut si vive qu'ils furent mis en deroute avec une perte considerable il leur avoi deja été fait 50 prisonniers et on les poursuivait lorsqu'un Croate lacha un coup de pistolet a M. de Canevari a la gorge dont il mouru demi-heure après, disant qu'il etoit content de mourir pour la defense de sa patrie. La republique perdit beaucoup a la mort de cet officier ; par ses soins il avoit rassemblé 4.000 paisans et avoit projeté d'ataquer le lendemain les Autrichiens



PIER MARIA CANEVARI

PATRICIEN GÉNOIS TUÉ LE 1^{er} MAI 1747 DANS UNE SORTIE.

(Buste en marbre de G. B. Cevasco au Palais Tursi, Gênes.)

a la Casela et dy bruler leur magasins mais sa mort ayant derangé tout le projet, les paisans de douleur et de fureur massacrerent une partie de ceux qu'ils avoient pris.....

On compte que dans la journée du 1^{er} et du deux les ennemis on perdus au moins 600 h. tant tués que blessés ou prisonniers.

Tandis que se déroulaient tous ces combats partiels, et presque quotidiens, les renforts promis s'acheminaient vers Gênes par la mer. Le 2^e convoi, instruit par l'expérience du premier, se garda de suivre la côte. Il gagna d'abord la Corse, puis, de la Corse, Portofino sur la côte ligure à l'est de Gênes. Au reste, aucun moyen et aucun artifice pour faire passer des troupes de renfort à Gênes ne sera négligé : elles arriveront par petits groupes, au besoin dans de simples chaloupes à la rame, rasant la côte, glissant entre les croiseurs anglais, combinant leur marche avec la protection des galères génoises et des batteries de Gênes. Le 30 avril, arrive ainsi, dans une simple barque, sans avoir fait annoncer sa venue, un cousin du roi de France, le duc de Boufflers, pair de France, investi de pleins pouvoirs au nom du roi, au double point de vue militaire et diplomatique, et comme général en chef du corps franco-espagnol et comme ministre de France. La joie est immense : l'envoi d'un pareil personnage ne laisse plus aucun doute sur l'énergique résolution de Louis XV ! Le 4 mai, il est reçu en audience solennelle par le doge et le Sénat. Il leur remet une lettre du roi de France et prononce le beau discours suivant que le Sénat fera imprimer et répandre :

Le Monarque de l'Europe le plus puissant et ce qui n'est pas un moindre titre le plus fidèle à ses engagements, m'envoye vers vous pour partager vos travaux et votre gloire.

Il m'ordonne de vous déclarer qu'il est résolu à quelque prix que ce soit de rendre à cette généreuse et infortunée République la splendeur et l'indépendance que les Nations les plus barbares rougiroient de vous disputer.

Dans vos malheurs, je regarde comme un grand avantage que les partys les plus honorables se trouvent liés à la plus saine politique.

En effet, quand vos ennemis vous proposeroient les capitulations les plus specieuses, quelle confiance pouvez-vous jamais prendre dans une puissance si décidée à vous subjuguier !

Elle a détruit vos fortunes, elle a tenté de vous réduire à l'esclavage le plus humiliant.

Par la bouche même de son général elle a menacé vos citoyens du supplice le plus infâme mais elle n'a pu encor vous enlever ni votre honneur ni votre liberté. Ces biens inestimables, mille fois plus précieux que la vie, sont en votre pouvoir.

C'est à vous-même que vous devez cette heureuse révolution qui a prévenu le secours de vos Alliés.

C'est vous, illustre République, qui vous rendez aujourd'hui l'émule de cette ancienne Rome, de ce Sénat dont la présence d'Annibal, et d'une armée victorieuse répandue sous ses murailles ne put ébranler le courage.

Ne perdez donc jamais de vue vos véritables intérêts : d'un côté la honte et l'esclavage, de l'autre la gloire et la liberté.

Surtout, ne cessons point d'espérer dans cette providence qui détesta toujours la tyrannie, elle vient d'éclater sur vous d'une façon trop marquée au coin de la Divinité pour que vous ne la secondiez pas de tous vos efforts.

Les momens sont précieux, ne les employons point en de vagues délibérations, qu'un seul esprit nous anime. Enfin, très Excellens Seigneurs, daignez prendre confiance, je vous en conjure, en l'homme du monde qui a le plus à cœur votre liberté.

Je n'en suis que meilleur François en devenant le plus zélé de vos Citoyens, montrez-moy le péril, ma charge est de le reconnoître, je ferai toute ma gloire de vous en garantir ¹.

Le doge, Gian Francesco Brignole ², lui répond par un dis-

1. Je transcris ce texte — intégralement — d'après l'exemplaire de la Bibliothèque de la ville de Gênes. Le Sénat l'a fait imprimer, en face de l'original français, la traduction italienne.

D'après l'auteur anonyme de la *Storia di Genova dal Trattato di Worms fino alla pace di Aquisgrana*, le doge aurait répondu en langue génoise. A la suite du texte imprimé et précité du discours de Boufflers, se trouve à la Bibliothèque de Gênes un texte manuscrit, en italien, du discours du doge. C'est d'après ce texte que je traduis. J'ajoute que je suis fort surpris de l'affirmation que ce discours aurait été prononcé en génois : toute la correspondance diplomatique du Sénat de Gênes avec ses envoyés ou ministres à l'étranger, et toutes les réponses de ces derniers au Sénat étant en italien. Il peut se faire cependant que la langue parlée, même dans les circonstances solennelles, fût le génois, bien que la langue écrite fût indubitablement l'italien. De nos jours encore, les Génois les plus distingués parlent entre eux en génois, sans jamais l'écrire.

1. Il avait commandé le corps génois pendant la campagne de 1745. Le 4 mars 1746, il avait été élu doge par 338 voix sur 358. Pendant le soulèvement, s'il avait refusé de donner des armes au peuple, il avait refusé d'employer contre lui les troupes régulières génoises comme le général autrichien l'en avait sommé. Il avait été ministre de Gênes à Paris de 1736 à 1739.

(Cf. Levati, *I dogi di Genova e vita Genovese*, 1913-1914.)

cours d'une aussi belle tenue, plein de déférence certes pour le roi de France, mais dans lequel s'affirme fièrement la conscience d'un beau renouveau de gloire pour la République.

Les sentiments qu'au nom du Roi très chrétien, Votre Excellence exprime à notre République nous font oublier nos malheurs passés et nous font presque regarder avec complaisance notre situation présente. Elle se sent pleinement en sûreté quand elle voit que s'intéressent à elle des Monarques grands tout à la fois par les forces puissantes dont ils disposent et par leur fidélité à tenir leurs promesses.

La République s'honore d'avoir tenu ses engagements avec une fermeté invincible. Les malheurs qu'elle a soufferts n'ont fait que grandir son courage et redoubler sa constance... Si l'amour de la liberté nous a fait tant oser, réduits à nos seules forces, que ne ferons-nous pas maintenant pour soutenir et terminer glorieusement cette entreprise avec l'aide énergique d'un si puissant monarque et avec l'assistance de celui qui le représente si dignement... Elles nous sont connues vos vertus héréditaires et celles qui vous sont propres ¹.

Cette allusion au père du duc, le glorieux maréchal de Boufflers qui avait si héroïquement défendu Lille contre les Autrichiens pendant la guerre de la Succession d'Espagne, était singulièrement heureuse à tous égards, puisque les Autrichiens n'avaient pu prendre Lille ! C'était d'un bon augure pour la défense de Gênes ! Au reste, Pallavicini, de Paris, dès qu'il avait su par une indiscretion qu'on songeait à envoyer le duc de Boufflers à Gênes, avec pleins pouvoirs militaires et politiques, s'était empressé, par lettre du 12 avril, de donner à son gouvernement l'idée la plus haute de ce choix. Il écrivait :

Le nom du duc de Boufflers est assez connu pour que je me

1. *I sentimenti che, in nome del Re cristianissimo, Vostra Eccza espone alla Repubblica nostra, ci tolgono la memoria de i passati infortunij e fanno quasi riguardare con compiacenza la presente nostra situazione. Ella si trova pienamente in sicuro quando per lei s'interessano monarchi grandi non meno per la potenza delle loro forze che per l'esattezza delle loro promesse.*

Si pregia la Republica di avere sostenuti con fermezza invincibile i suoi impegni. Le disgrazie da lei sofferte non hanno fatto che accrescere il suo coraggio e raddoppiare la sua costanza...

... Se l'amore della libertà tanto ci ha fatto intraprendere da noi soli, quanto più opereremo adesso per proseguire, e terminare gloriosamente l'impresa col validissimo aiuto di sì potente monarca e coll'assistenza di un soggetto che ne rappresenta così degnamente le veci... Sono note a tutti le di lei ereditarie e personali qualità...

(Bibliothèque de la ville de Gênes, Section des manuscrits, D bis, 8-5-30.)

dispense de parler de sa naissance. En ce qui concerne ses qualités militaires : Il est Lieutenant général ; Il a servi avec distinction dans cette guerre, tant en Allemagne qu'en Flandre ; il passe pour le général le plus exact, que dis-je, le plus rigide de l'armée française à faire observer à ses troupes la discipline et la bonne règle ; c'est un homme désintéressé, de l'intégrité la plus haute, et pleine de ces maximes qui conviennent à sa naissance ; il est chevalier du Saint-Esprit, gouverneur de la Flandre, adjudant-général du Roi, à qui il a toujours tenu de très près, d'ailleurs lié par une parenté, étroite aux familles les plus nobles de France, par suite très influent à la Cour et grand ami du Maréchal de Belle-Isle, qui, en fait, a souhaité et suggéré sa mission ¹.

Cette mission était dès le premier jour un succès moral de grande portée. Les Génois furent séduits par l'absence de toute morgue chez ce si haut représentant du roi de France, et qui unissait ainsi tant de valeur à tant de modestie. L'hommage qu'il avait rendu à l'héroïsme génois, et à ses grands résultats, était bien fait pour créer, de plus, un grand élan de gratitude. D'autant plus que M. de Guymont, le nouveau ministre de France, avec la meilleure volonté et un scrupuleux accomplissement de ses devoirs, n'avait pas réussi à plaire. Il est vrai que ce n'était pas pour les mêmes raisons que son prédécesseur. Son prédécesseur, Jonville, était d'une singulière acreté dans ses appréciations sur le gouvernement génois. Cela tenait, pour une bonne part, à des raisons d'ordre général que j'ai expliquées dans mon introduction. De toutes façons, excusable ou non, il avait fini par dépasser la mesure permise. La cour l'avait rappelé et le ministre des affaires étrangères avait pris soin de mettre en garde M. de Guymont, son successeur, contre ce style, par l'avertissement suivant :

Quelque lenteur et quelques difficultés que les Genoisi apportent dans

1. Questo nome è bastantemente conosciuto per dispensarmi di parlare della sua nascita. In quanto alle di lui qualità militari dirò solo ch'egli è tenente generale, che ha servito durante questa guerra tanto in Germania che in Fiandra con approvazione ; che passa per il generale il più esatto, anzi il più rigido di questo servizio per far osservare alla truppa la disciplina militare e buona regola, — che è un uomo disinteressato e nettissimo di mano e pieno delle massime naturali alla sua nascita ; egli è cavaliere dell'ordine dello Spirito Santo, governatore di Fiandra, ajutante generale del Re, statogli sempre personalmente assai accostato, congiunto per stretta parentela, e quanto viè di più scelto in questo paese, e per conseguenza appoggiatissimo in Corte e amico stretto del Sr Maresciallo di Belleisle che di fatto lo ha desiderato e proposto.

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Paris, 12 avril 1747, Archives de Gênes, *ibid.*, 2227-51.)

leur methode de traiter les affaires, l'Envoyé du Roy doit éviter de les indisposer par son impatience et de les aigrir par des propos de mepris et de reproche. Il seroit surtout dangereux d'employer des qualifications odieuses meme dans les relations que l'Envoyé envoie à la Cour.... Il suffit pour regler les resolutions de Sa Majesté et les ordres qu'elle a à donner que ses Ministres luy présentent les objets avec exactitude et precision sans entrer dans des details inutiles et des réflexions trop partiales et passionnées.

(Arch. du quai d'Orsay. Corr. de Gênes, vol. CXX.)

Evidemment c'était à Jonville que pensait le marquis d'Argenson en rédigeant le 22 mars 1746 cette instruction à son successeur et celui-ci se l'était tenu pour dit ! Ses dépêches sont courtoises et modérées invariablement, même et surtout lorsqu'il parle à son ministre du gouvernement auprès duquel il est accrédité, mais il n'évite pas d'autres défauts : il est certainement d'humeur inquiète et craintive, et, de peur d'être accusé de n'avoir pas su prévoir, insiste trop sur les éléments d'inquiétude que comportait nécessairement la situation de Gênes, au dedans et au dehors. Il était donc déprimant pour le cabinet de Versailles, et l'envoyé génois, tout en lui rendant justice à tous autres égards — excellentes intentions, zèle, désintéressement, courtoisie — se plaignait de l'action dissolvante de ses dépêches. Surtout, on sentait bien que l'envoyé de France avait plus de confiance dans le peuple et les paysans que dans le Sénat ! Il était naturel que Pallavicini et tous les patriciens génois en fussent froissés, mais c'était la conséquence du fameux système adopté dans les terribles journées de décembre ! D'autre part, si Guymont était préoccupé de l'anarchie apparente qui régnait dans Gênes, à ce moment encore, ce n'était pas sans raisons, puisque Pallavicini lui-même écrit au Sénat le 6 mai, que les lettres privées qu'on reçoit à Paris de Gênes

accusent presque toutes la grande confusion et la crainte qui règnent depuis quelque temps dans la cité. Quelques-unes assurent que tout le monde commande et que personne n'obéit.

L'envoi d'un très haut personnage comme le duc de Boufflers était donc singulièrement opportun pour rallier autour de lui, grâce à un prestige incontesté, toutes les volontés.

Il ne perdit pas de temps à agir en chef, tout en s'entourant, avec autant de prudence militaire que de sagesse politique, de conseillers génois au courant de tout. Le temps d'ailleurs pressait. Le cercle d'investissement se resserrait. Au moment même où le duc de Boufflers faisait son discours au Sénat, les Autrichiens fermaient le cercle d'investissement à l'ouest de Gênes en enlevant Voltri, après avoir enlevé le piton de la Coronata qui domine le faubourg de San Pier d'Arena. Dès le lendemain, le duc, en parfait accord avec l'état-major allié, décidait qu'il fallait les reprendre, et organisait une vigoureuse sortie.

Cette sortie du 6 mai, parfaitement organisée, et à laquelle prirent part douze mille hommes, fut arrêtée en plein élan par un épouvantable orage et une pluie diluvienne. Contre-ordre fut donné ; et la journée n'eut qu'un demi-résultat. Toutefois, Voltri avait été repris, et le grand spectacle de résolution unanime et de confiance dont chacun avait été témoin ou acteur avait enflammé tous les courages. Mais les Autrichiens, énergiquement et intelligemment commandés par Schulembourg, témoignaient d'une résolution égale. Ils commençaient à recevoir leur artillerie de siège. La Lombardie venait de leur fournir quatre cents chariots pour leurs transports. Ce qui était grave, c'est que leur discorde avec les Piémontais venait de cesser sous la pression de leur intérêt commun. Ils se rendaient compte qu'il fallait en finir d'urgence avec la résistance de Gênes, pour n'être pas écrasés entre l'armée de Provence et les murailles génoises ! Le 15 mai, les Autrichiens reprenaient Voltri après un sanglant combat. En revanche, le même jour une soixantaine de barques, à la faveur de la brume et d'une habile manœuvre, forçaient le blocus anglais et, sans perdre un homme, jetaient dans Gênes un nouveau renfort de 700 Français et 300 Espagnols ! Grande joie. Mais le 16, les Autrichiens recevaient un renfort bien autrement important : douze bataillons piémontais, arrivés de Savone, avec tout un train d'artillerie expédié par la voie de mer. D'autre part, les Anglais prenaient sous leur feu, à l'est, la route de la corniche génoise, et tentaient de débarquer à Nervi, mais ils en furent repoussés. Il fallait de nouveau essayer de donner de l'air à la place : nouvelle

sortie, le 21, pour reprendre le couvent de la Miséricorde pris la veille : elle est sanglante : quatre cents tués ou blessés entre Français, Espagnols et Gênois, et proportionnellement beaucoup d'officiers, parmi lesquels le marquis de Faye, colonel du Royal Comtois. La nuit empêche un succès complet et définitif. Les Autrichiens, dont les pertes avaient été plus lourdes encore, reviennent opiniâtrément à la charge et réoccupent en partie les positions perdues. Suivent une vingtaine de jours de relative accalmie. Rien de nouveau sur le front génois, sinon un coup de main hardi de 250 Français et Gênois qui prennent le château de Torriglia à 300 Autrichiens. Mais cette vaillante petite troupe, sous Lannion et le patricien Agostino Pinelli, s'est trop éloignée des murailles — à une quinzaine de kilomètres dans l'Apennin — et elle sera quelques jours après coupée de Gênes, ce qui la contraindra à se réfugier à Recco. Dans la nuit du 12 au 13 juin, à la faveur d'une attaque simulée à l'ouest, une grosse colonne autrichienne passe du val de la Polcevera, à l'ouest, dans celui du Bisagno à l'est, attaque les Espagnols et les Suisses au service de l'Espagne qui souffrent de lourdes pertes — y compris leur chef le marquis de Taubin —, déferlent sur les hauteurs qui font face à la grande enceinte génoise à l'est, et, par San Francesco d'Albaro vont donner la main aux Anglais à Sturla ! Boufflers, averti et accouru sur les lieux, rétablit, mais péniblement il faut le dire, la situation compromise. Au reste, toute l'ambition est de tenir, car le temps travaille contre l'ennemi. Dès le 25 mai, le maréchal de Belle-Isle, d'après un plan établi par son frère le chevalier, et superbement exécuté par Chevert, enlevait aux Autrichiens les îles de Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, d'où l'ennemi avait réussi jusqu'à ce moment à paralyser l'offensive de l'armée de Provence arrêtée sur le Var ¹. La flotte anglaise qui eût

1. La longue inaction de cette armée, son retard en apparence inexplicable, et qui pouvait devenir funeste, à reprendre sa marche en avant, avaient jeté Pallavicini dans une véritable exaspération. Toute la cour d'ailleurs s'associait dans une large mesure à son irritation et à ses inquiétudes. La maréchale de Belle-Isle alla jusqu'à se plaindre à lui que ses plaintes faisaient le plus grand tort à son mari. Mais il est vrai aussi de dire que le problème militaire à résoudre pour le maréchal de Belle-Isle n'était pas facile : il ne pouvait franchir le Var

pu l'empêcher avait été éloignée par une tempête et avait dû aller chercher refuge dans la rade de Villefranche. Le 3 juin, l'armée de Provence avait franchi le Var, avec de l'eau jusqu'à la ceinture, dans un ordre admirable. Les magistrats de Nice ouvraient d'eux-mêmes leur ville aux alliés. Montalban se rendit le 5 juin, Villefranche le 11, avec toute sa garnison piémontaise, ayant la flotte anglaise comme témoin de sa reddition ! Vintimille se rendit le 1^{er} juillet. On imagine avec quel sentiment de soulagement et d'exultation on suivait à Gênes et à Paris cette marche victorieuse ! Il fallait toutefois qu'elle pût continuer au même rythme, car enfin Gênes était maintenant complètement investie par 70 bataillons autrichiens et 12 Piémontais, sans compter l'escadre anglaise forte d'une quinzaine de vaisseaux. L'artillerie de siège allait être mise en place. Aux assiégeants, Gênes ne pouvait opposer que les sept mille hommes de troupes de France, les 3.500 de troupes d'Espagne, les trois mille de troupes régulières génoise et une dizaine de mille hommes de milices bourgeoises ou paysannes dont la valeur donnait lieu de la part des juges compétents aux appréciations les plus contradictoires. Très bonnes dans les sorties où il fallait de l'élan, elles étaient médiocres dans tout service qui exigeait de la constance, du travail et de la discipline. Sujettes d'ailleurs en rase campagne, la nuit, à de brusques paniques, on était par là toujours exposé à de brusques renversements de situation. Pallavicini, à Paris, qui savait plus ou moins tout ce que contenaient les lettres, officielles ou privées, qui arrivaient continuellement de Gênes, se rendait parfaitement compte de ce qu'il y avait de précaire dans la position de Gênes et suppliait la cour et Belle-Isle de précipiter la marche en avant de l'armée de secours. Le 28 juin, informé de l'effort victorieux des Autrichiens pour encercler complètement la place, il écrivait

en laissant derrière lui les Autrichiens maîtres des îles Sainte-Marguerite, et comment les en déloger quand les Anglais maîtres de la mer interdisaient le passage ! Il fallut attendre qu'une tempête éloignât la flotte anglaise ! Il est vrai que Pallavicini donne une autre raison : une cabale, groupée autour de Maillebois, empêche qu'on ne donne satisfaction à Belle-Isle sur ses demandes pour mettre l'armée de Provence en état d'agir !



Le marquis GIO FRANCESCO BRIGNOLE SALE

COMMANDANT LE CORPS GÉNOIS EN 1745, ÉLU DOGE EN 1746.

Tableau de Jacopo Boni, au Palais Rouge de Gênes.

(Cliché exécuté sur ma demande par les soins
de l'Office des Beaux-Arts et d'Histoire de la Ville de Gênes.)

au marquis de Puyzieulx, le nouveau ministre des affaires étrangères :

Nous sommes au moment le plus critique pour la Cité et la République... L'ennemi pouvant maintenant établir ses batteries à portée de la Ville, celle-ci est à la veille de subir les plus redoutables effets de sa fureur ¹.

Belle-Isle lui faisait toutefois observer que Boufflers, ayant réussi à maintenir la chaîne des postes de l'autre côté du Bisagno, sur les hauteurs, il s'en fallait bien encore que l'ennemi fût en état de tenir sous son feu le corps de la place ! Mais Belle-Isle avait évidemment intérêt à être ou paraître optimiste, puisqu'il était fâcheusement en retard sur son programme ! Ce programme, d'autre part, au lieu de comporter la marche rapide et directe sur Gênes, comme on le croyait généralement, s'alourdissait, semblait-il, et se compliquait à ce moment d'une grosse diversion préalable sur le Piémont. Et c'est qu'en effet si cette idée de marcher au secours de Gênes en poussant tout simplement devant soi l'ennemi le long de la corniche ligure pouvait paraître toute naturelle à l'esprit public à Gênes et à Paris, elle paraissait tout autre aux officiers français compétents. Il est vrai que le marquis de La Mina la prônait, mais c'est précisément parce qu'il savait bien que l'état-major français n'y consentirait pas, et qu'ainsi on ne ferait rien (comme le voulait le nouveau gouvernement de Madrid), le général espagnol étant bien résolu à ne pas se prêter à ce qu'on passât par les Alpes ! Sur l'opposition très nette de l'état-major français au plan espagnol, voir le Mémoire de Bourcet *Sur les moyens d'entrer en Italie par le comlé de Nice le long de la mer et par la rivière de Gênes*, en date du 5 avril 1747. Il y développait cette idée, sur laquelle il n'a jamais varié, que si on avait pu suivre cette route avec succès en 1745 — en s'exposant très sérieusement d'ailleurs

1. *È nel momento il più critico per la città, per la Rep^{ca}, che ho l'onore di scrivere a V. Ecza...*

.... *I nemici avendo in tal modo tutto il comodo di costituire le loro Batterie alla portata della città, questa è in procinto di risentire li ultimi e più temibili effetti del furore de suoi nemici...*

(Pallavicini à Puizieulx, Louvain, 28 juin 1747. C'est la traduction italienne que le ministre génois fait de sa propre lettre en français. Archives de Gênes. Lett. ministri Francia 2227-51.)

— c'était grâce à des circonstances favorables qui ne se retrouvaient plus. En 1745, en effet, la République alliée était maîtresse de tout son territoire et avait toutes ses ressources intactes ; en 1747, elle était réduite aux murailles de sa capitale ! A chaque pas, sur cette étroite corniche ligure, où deux hommes seulement pouvaient passer de front, il faudrait combattre sans jouir d'aucun avantage sur l'ennemi, en offrant au contraire presque sans défense le flanc gauche aux coups d'estoc du roi de Sardaigne, et, tout à fait sans défense, le flanc droit aux coups de canon de la flotte anglaise ! Bourcet concluait dans les termes les plus catégoriques que le projet en question était donc « d'une difficulté insurmontable et devait être regardé comme impossible ». (*Principes*, Annexe 3.) Ce qui ne voulait pas dire, pour Bourcet et pour les Français, qu'il n'y eût rien à faire ! Pour eux c'était en menaçant d'abord Turin qu'il fallait dégager Gênes.

Depuis des mois on discutait les deux plans, et fort aigrement d'ailleurs, entre les deux généraux français et espagnol d'abord, avec renvois aux décisions ou avis des cours respectives. De La Mina ne voulait pas entendre parler de la diversion sur Coni ou Turin. Une fois de plus, par politique, la cour de France s'inclina devant celle d'Espagne¹. Mais entre temps

1. Voir dans de Broglie : *M. de Saxe et le marquis d'Argenson*, ch. vii, la délibération du conseil du roi, au quartier général de Tongres, le 30 juin, sur ce conflit. Au point de vue militaire on fut unanime à juger que Belle-Isle avait raison contre La Mina, mais le duc d'Huescar, l'ambassadeur extraordinaire d'Espagne était là, menaçant de rompre l'alliance si on n'adoptait pas le plan espagnol. Pour ne pas donner ce prétexte de paix séparée à l'Espagne, on décida d'ordonner à Belle-Isle de se conformer au plan de son collègue espagnol, en lui donnant acte qu'on le déchargeait de toute responsabilité sur les conséquences. De Broglie écrit : « Il faut avoir lu de ses propres yeux cette incroyable résolution pour y ajouter foi. » Cette résolution exprimait bien la pensée du conseil, ainsi que le démonstrent d'autres lettres ; cependant à Madrid on ne voulut y voir qu'une reconnaissance de la supériorité du plan espagnol et on n'en sut aucun gré à la France ! Avant que les dépêches du gouvernement français ne fussent arrivées à l'armée franco-espagnole, Belle-Isle avait réussi à arracher à son collègue son adhésion, mais trop tardive, à un effort limité en direction d'Exilles, effort qui se bornerait à une démonstration utile ou amorcerait l'effort principal selon les ordres que l'on recevrait ensuite. Ces ordres arrivèrent alors que les mouvements nécessaires étaient en cours. Belle-Isle, désespéré, dut supplier La Mina de maintenir son adhésion, d'autant plus qu'on venait

Belle-Isle avait à peu près convaincu son collègue espagnol. Tout était en mouvement pour la diversion par les Alpes, en direction d'Exilles et Fenestrelle, lorsque parvint à Belle-Isle l'ordre de se conformer au plan espagnol, c'est-à-dire de renoncer à la diversion ! Mais tout était déjà en train, le maréchal assumait la responsabilité de poursuivre l'exécution de son plan, puisque de La Mina s'y était, somme toute, rallié. Aux raisons militaires supérieures, s'ajoutait le désir de faire briller son frère le chevalier, chargé de commander cette expédition. Malheureusement, le marquis de La Mina, par sa lenteur ordinaire, que sa mauvaise volonté aggravait encore, retarda le coup porté droit au cœur du Piémont et qui, dans la pensée du maréchal de Belle-Isle, devait avoir pour effet de vider la Corniche ligure de toutes les forces piémontaises, ce qui rendrait la marche sur Gênes foudroyante. Mais tandis que se faisaient les préparatifs de cette manœuvre, un coup de théâtre se produisait à Gênes : le 2 juillet, le duc de Boufflers mourait d'une façon presque soudaine, sans même avoir eu le temps de recevoir les sacrements. Il était indisposé depuis quelques jours à la suite du surmenage excessif auquel le contraignaient sa vigilance inquiète et son attention scrupuleuse à tous les détails. Congestion cérébrale contractée sous un soleil ardent pour avoir trop payé de sa personne en animant la défense ? Commencement mal diagnostiqué de quelque maladie, et soigné à contre-sens ? Il est difficile de le dire. Tout cela peut-être réuni. Le même jour, notre ministre à Gênes écrivait à la cour :

La maladie de M. le duc de Boufflers a trompé les médecins et tout le monde après eux. Encore hier au soir, on le regardait comme hors de danger, mais quelques heures après le mal a augmenté si con-

d'apprendre la levée du siège de Gênes et la marche des Piémontais grossis de bataillons autrichiens au secours de la frontière des Alpes. Les dangers de la marche par le littoral étaient donc redoublés et cette marche n'avait plus d'objet, puisque Gênes ne courait plus aucun danger. Il fallait profiter de l'avance prise, attaquer vivement en direction d'Exilles avant l'arrivée des Piémontais et des Autrichiens venus de Gênes. La Mina prit trois jours pour comprendre, et répondre, comme il fallait évidemment répondre ! L'effet de surprise fut manqué. Cette faute n'atténua en rien d'ailleurs celles que commettra le chevalier de Belle-Isle sur le terrain et qui lui coûteront sa réputation naissante et la vie !

sidérablement qu'on n'a plus eu d'espérance et il est expiré ce matin à 11 heures. C'estoit une petite verole mal connue et qui a rentré. Vous jugerés aisement, monseigneur, des conséquences que peut avoir un tel événement dans les circonstances présentes. Nous venons de tenir un conseil de guerre pour remédier à tout, attendu qu'il pourroit se faire que les ennemis avançassent l'attaque qu'ils méditent.

Et Coutlet, le 8 juillet, aux échevins de Marseille :

On ne peut s'imaginer à quel point on a ressenty icy cette perte surtout dans la conjoncture presente ou son zele et sa vigilance estoient plus necessaires que jamais pour le salut de cette République qui avoit en luy une telle confiance qu'elle luy avoit entièrement remis ses interêts et mesme toute son autorité. Ses papiers furent remis cachettés à l'Envoyé du Roy. On tint le mesme matin conseil de guerre, ou M. de Moriae fut reconnu pour Commandant des troupes comme le plus ancien Maréchal de camp en attendant les ordres de M. le M. de Belle-Isle à qui on expédia le soir un courrier pour luy donner part de ce funeste événement.

Le cadavre après avoir esté embaumé fut porté la nuit suivante dans nostre chapelle Nationale de Saint-Louis pour y estre en depost jusqu'à ce que l'on ait sceu les intentions de la famille et s'il doit estre envoyé en France ou inhumé icy avec la decence convenable à son rang.

Cette mort affligea et déconcerta tellement les Genoïs qui regardoient ce seigneur comme leur liberateur — qu'il y eut l'après disnée une procession de penitence ou plus de 6.000 personnes assisterent entre hommes, femmes et enfans pour implorer l'assistance de la Ste-Vierge grande Protectrice de cette ville dans l'oppression ou elle se trouvoit.

Même note dans les lettres de Pallavicini, écrites du quartier général de l'armée française opérant contre la Hollande, et dans celles de Francesco Maria Doria datées de Paris. Ce dernier écrit, le 10 juillet, au Sénat de Gênes :

J'en suis inconsolable et je suis convaincu que le Sénat le sera également et en donnera les plus manifestes témoignages ¹.

L'auteur anonyme de la *Storia*, et qui est certainement

1. *Io ne sono inconsolabile e son persuaso che W. S. S. Ser^{mo} lo saranno egualmente e ne daranno i maggiori contrasegni.*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, 20 juillet 1747, Archives de Gênes, *ibid.*, 2227-51.)

un Doria, parle de l'émotion douloureuse qui s'empara de toute la cité dès qu'on entendit parler du malaise du duc de Boufflers :

La foule envahit les églises pour demander à Dieu la conservation d'une vie si chère, et qui méritait si bien de la République.

Et lorsqu'on sut, aussitôt après, la mort du duc,

si grande fut la douleur, si universelles les larmes, que pour empêcher l'affaissement de l'esprit public on dut avoir recours à des mesures exceptionnelles.

Et c'est qu'en effet, continue-t-il,

toutes les vertus chrétiennes, militaires et civiles qui le distinguaient lui avaient conquis non seulement la confiance et l'estime du gouvernement mais encore le cœur du peuple.

Et Gênes fut prodigue des témoignages de sa gratitude :

Pour éterniser le souvenir de la reconnaissance génoise et des mérites du Défunt, une inscription, destinée à être gravée sur le marbre de son tombeau, lui fut votée par le Sénat; son Fils et tous ses descendants mâles furent inscrits dans le livre d'or de la noblesse génoise, avec le droit de mettre dans leur blason les armes de la République, distinction qui n'avait jamais été accordée à aucun citoyen de Gênes.

Diplôme de ces distinctions fut remis à son fils par les soins du patrice Pallavicini, ministre de la République à Paris ¹.

1. Le jeune duc, à ce moment à l'armée de Hollande, remercia en ces termes le ministre génois :

Monsieur, j'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré pour me faire part de la résolution que votre Sérénissime République a daigné prendre en ma faveur. Je sens trop vivement tout l'honneur d'être agrégé à un corps aussi distingué que l'est à tous égards la Noblesse génoise pour ne pas désirer avec empressement le diplôme que vous avez la bonté de m'annoncer. Je serai très flatté en mon particulier du rapport que ce nouveau titre me donnera avec vous, Monsieur, et je n'aurois pas différé si longtems à vous en assurer si je n'avais été obligé d'attendre les ordres du Roy pour accepter la grâce que votre Sérénissime République a bien voulu me faire. Je prendrai la liberté de lui adresser directement l'hommage de ma respectueuse reconnaissance et je vous prie d'être auprès d'Elle en cette occasion si intéressante pour moy le témoin et le garant de la sincérité de mes sentimens.

J'ai l'honneur d'estre très parfaitement Monsieur, vostre très humble et très obeissant serviteur.

LE DUC DE BOUFFLERS.

A l'armée du Roy, le 2^e 7^e 1747.

(Copie de cette lettre jointe à la dépêche de Pallavicini au Sénat, datée de Tongres, 7 septembre 1747, Archives de Gênes, *ibid.*)

Bien que le jeune duc, fils du défunt, ne fût qu'un adolescent de 17 ans, le roi lui attribua le titre que possédait son père de gouverneur de la Flandre. La duchesse de Boufflers répondit à ces témoignages de gratitude de la façon la plus noble : en laissant à Gênes le corps de son mari, *pour ce motif qu'aucun tombeau ne pouvait faire plus d'honneur au duc que celui qui lui était offert par la gratitude et la générosité du Sénat de Gênes* ¹.

D'après l'auteur de la *Storia*, le cœur aurait été envoyé en France, mais je ne vois aucune confirmation de ce fait ni dans Guymont, ni dans Coutlet, ni dans les dépêches des envoyés génois en France, et tout l'esprit des passages qui se rapportent à cette inhumation, en particulier la lettre de F. Maria Doria, du 18 août 1747, le dément.

L'épithaphe gravée sur le tombeau et qui fut votée par le Sénat mérite bien transcription. On peut encore la lire dans la chapelle de France de l'église de l'Annonciade :

D. O. M.
IOSEPHO DVCI DE BOVFFLERIS
GALLO-BELGII GVBERNATORI
FRANCIAE PARI
QVOD
A LVDOVICO XV REGIAE VOLVNTATIS
ARBITER
GENVAM MISSVS
EXERCITVS DIVTVRNA OBSIDIONE CIVES
CONSILIO FORTITVDINE
CONFIRMAVIT
INGRVNTES TERRA MARIQVE HOSTES
VETERIBVS REFECTIS NOVIS ADIECTIS
PROPVGNACVLIS CONTINVERIT

1. *La duchessa di Boufflers mostrossi sorpresa... assicurandomi avergà da gran tempo ordinato ad Seg^{no} del fu Sig. Duca di esporre il desiderio ch'essa aveva che fosse interrato costì, sul motivo di non poterlo essere più onorevolmente che in Genova e in questa Tomba che dalla gratitudine e Generosità di VV. SS. Ser^{me} gli venisse destinata.*

(Francesco Doria au Sénat de Gênes. Paris, 18 août 1747. Arch. de Gênes, *ibid.*, 2227-51.)

Je rappelle que Doria envoyé à Londres, mais que le gouvernement anglais avait refusé de recevoir, était resté à Paris tandis que le ministre de Gênes auprès de la cour de France était à l'armée de Hollande avec le roi.

REIPVBLICAE LIBERTATEM
IMPENSA INTER LABORES VITA
SVSTINVERIT
PROPVGNATORI AMANTISSIMO
QVAM VITAE NON POTVIT
NOMINIS IMMORTALITATEM
SENATVS
AN. MDCCXXXVII ¹

L'impression produite par la mort soudaine du duc fut d'autant plus profonde que cette fin prématurée coïncidait cependant, et comme par un miracle de la Providence, avec la libération de Gênes. Notre bon Coutlet écrit, en effet, dans la lettre précitée, et aussitôt après avoir parlé de la procession et des prières du peuple de Gênes à la suite de cette mort :

Il faut que leurs prières aient esté exaucées puisque l'on apprit le lendemain matin par des deserteurs que les ennemis qui estoient campés sur les montagnes des Camaldules et le long de la coste du Bisagno ayant receu le soir un courrier avoient commencé aussy tost a plier Bagage et s'estoient mis en marche a environ une heure apres minuit pour retourner par le mesme chemin qu'ils estoient lvenus du costé de la Bocchetta. Cependant comme l'artillerie que es Anglois leur avoient apportée estoit encore à la plage de Sturla

1. La reconnaissance émue de Gênes prit même une forme poétique. Dans un curieux poème épique resté inédit, et qui se trouve dans la section des manuscrits de la bibliothèque de l'Université de Gênes, poème composé une vingtaine d'années après ces événements, l'auteur, un Doria devenu jésuite, nous montre le duc de Boufflers mourant des blessures reçues en combattant. Dans sa préface, il s'excuse de cette liberté prise avec la vérité historique, mais observe qu'elle est moins grave qu'il ne paraît car il n'est pas douteux, dit-il, que les fatigues et les soucis anxieux du commandement suprême de la défense de Gênes, les jours passés à cheval, au soleil sur la ligne de combat, les nuits d'insomnie, ont affaibli la capacité de résistance physique du duc de Boufflers à la maladie qui l'a si brusquement emporté. Cette interprétation poétique et vraie tout ensemble prouve combien le duc s'était rendu cher aux cœurs des Génois, et à ce titre elle mérite d'être rapportée ici. A ce point de vue et à bien d'autres, ce poème mérite bien l'attention de l'historien. Pour le critique littéraire il est évidemment moins attrayant : un goût trop souvent contestable, une imitation trop servile et trop prosaïque des grands modèles épiques italiens, expliquent sans doute que nul critique, à ma connaissance, ne s'en soit encore occupé. Je ne l'ai d'ailleurs vu cité nulle part.

(*Genova liberata, ottave di Girolamo Doria delle Compagnia di Gesu*, mss. G. IV, 14. Biblioteca Universitaria, Genova.)

ils laissèrent un corps considerable de Cravates retranchés dans les Palais d'Albaro pour la couvrir jusqu'à ce quelle fust rembarquée. On fit icy divers arrangements pour les y aller forcer ; mais ils nous prévinrent la nuit du 5 au 6, en gagnant toutes les hauteurs après avoir bruslé leur camp et commis partout des degasts et des cruautés horribles, ayant poussé leur rage jusques à pendre une statue de la S^{te} Vierge parce que, disoient-ils, elle s'estoit declarée en faveur des Rebelles de Gênes. Les Anglois de leur costé mirent aussy tost a la voile au nombre de 13 et 14 vaisseaux de guerre entre gros et petits, outre une grande quantité de Bastiments de transport tirant tous à Ponent...

Dans la quinzaine qui suivit, les troupes qui bloquaient Gênes au nord et à l'ouest levèrent à leur tour le siège.

Coutlet en rendit compte le 22 juillet :

... Nous sommes entièrement délivrés de l'oppression dans laquelle nous tenoient les Autrichiens. Ceux-cy après avoir abandonné la Vallee du Bisagno et le rivage d'Albaro qui estoit cequi donnoit icy le plus d'inquietude par rapport au pretendu bombardement, se mirent aussy en marche pendant la nuit de 18 au 19 pour se retirer de la Polsevera ; ils évacuèrent secretement leurs retranchements de la montagne du Diamant, le fameux poste de la Misericorde et la colline du Coronato, ayant fait alte a Pontedecimo et campo Morone qui sont au pied de la Bocchetta. Ils firent en mesme temps defiler le long de la coste le peu de troupes qu'ils avoient a Sestri, Pegli et Voltri pour se rendre à Savone ou le Roy de Sardaigne fait travailler avec empressement a reparer et mettre la Citadelle en estat de deffense, les Anglois y ayant transporté toute l'artillerie et les munitions de guerre qu'ils avoient débarqués a Albaro pour faire le siège de la Ville ; vous sentez bien Messieurs que tout cela est d'une grande consolation pour les Genoïs a qui il ne reste plus que la douleur de voir leurs biens, terres et maisons de campagne entierement détruites. Il faut que l'Escadre angloise soit passée vers Monaco, n'y ayant plus actuellement qu'un seul vaisseau en veüe de ce Port. Il n'en est pas moins encore arrivé avant hyer environ 800 hommes de nos troupes venues de Corse sur des gondoles de Caprara sous l'escorte de deux galères de la République qui a ordonné pour demain une procession solennelle qui sera suivie d'un *Te Deum* en action de grâces de la délivrance de la Ville.

Cette délivrance, survenant au moment même où la défense de Gênes était brusquement privée de son chef, et alors que les assiégeants resserraient irrésistiblement le cercle de fer autour de la place, au point qu'ils pouvaient espérer pou-

voir bientôt prendre la place elle-même sous le feu de leur grosse artillerie, avait tout l'air d'être un deuxième miracle ! Et c'est ainsi que la considéra l'imagination populaire génoise naturellement mystique ¹. Elle avait cependant, comme nous allons le voir au chapitre suivant, une explication précise et toute militaire. Et j'ajoute toute française. Si le mérite du miracle de décembre 1746 avait appartenu au peuple de Gênes et à lui seul — plus ou moins aidé par le Sénat — le miracle de la délivrance de juillet 1747, rendu possible par la belle résistance des troupes génoises, françaises et espagnoles sous le commandement du duc de Boufflers, appartenait tout entier à une initiative française hardie, du côté des Alpes, et la France, en ce moment même, en payait chèrement le prix ! C'est ce qu'il convient d'expliquer brièvement mais nettement.

1. Bien mieux, cette idée d'une intervention divine apparaît dans l'armée autrichienne elle-même ! Il y a parmi les manuscrits de la Bibliothèque de Gênes une curieuse petite lettre d'un chapelain catholique de l'armée autrichienne aux Dominicains de Gênes. Cette lettre est, bien entendu, en latin, et fait une allusion instructive à la dévastation des lieux saints par la soldatesque autrichienne, fait trop certain, et qui explique l'énergique participation à la lutte de tout le clergé génois régulier et séculier, à moins que cette participation spontanée, due au seul patriotisme, n'ait provoqué un redoublement de la fureur autrichienne et en particulier contre les églises. Notre chapelain ennemi rejette tout le blâme sur ses compatriotes et voit dans la défaite autrichienne un châtement du ciel :

... *Meo sacerdotali judicio subtracta est a nobis manus Dei ; punit nos Dominus ob insonem audaciam nostrorum aliquorum militum ; qui non erubuerunt ipsi etiam nunc ecclesiis violentias inferre manus resque numini dicatas profanare...*

C'est que beaucoup sont des hérétiques :

Heretici erant illi. Nolite proinde illud Catholicis adscribere. Nam si exercitus noster constaret ex puris catholicis, certe non tam crudeliter actum fuisset in Ecclesiis. Deus velit omne damnum resarcire quod passi estis in monasterio S^{ti} Lucae. Deus dei nobis suam pacem.

(Bib. de la ville de Gênes, mss. D bis, 8-5-30.)

CHAPITRE II

L'offensive française contre le Piémont : elle se brise au Col de l'Assiette, mais sauve Gênes (Juin-Juillet 1747).

Nous avons laissé l'armée franco-espagnole de Provence en train de refouler l'armée austro-sarde à travers le comté de Nice vers Vintimille, place frontière génoise, mais dont les Sardes s'étaient depuis longtemps emparés. Le 19 juin, le maréchal de Belle-Isle écrivait au ministre génois à Paris qu'il préparait le siège de cette place, sur laquelle l'artillerie commença à tirer le 26, et qui devait capituler une semaine après. *Ma tête et mon cœur ne sont occupés que du salut de Gênes*, écrivait le maréchal à Pallavicini, le 26 juin. Et Pallavicini écrivait le 9 juillet de Tongres, — j'ai dit qu'il suivait le roi, comme les autres ministres étrangers, dans sa campagne de Hollande — :

La République ne peut tarder à tomber, pour la 2^e fois, aux mains de l'ennemi. Je représente à tout le monde autour de moi quelle honte et quel dommage il en résulterait pour la France ¹.

Or le maréchal de Belle-Isle, qui n'avait pas réussi à faire approuver par les cours de Versailles et de Madrid son plan — qui consistait à marcher droit sur Turin par les cols du Dauphiné ou de la haute Provence — et qui s'était vu imposer, sous la double pression du marquis de La Mina et des appels de détresse de Gênes, la marche par le plus court chemin au

1. *La Rep^{ca} non può tardare a cascare per la seconda volta in mano dei suoi nemici. Faccio loro presente la vergogna e il danno che ne risulterebbe alla Francia.*
(G. F. Pallavicini au Sénat de Gênes, de Tongres, 9 juillet 1747. Archives de Gênes, *ibid.*, 2227-51.)

secours de Gênes — c'est-à-dire par la Corniche ligure — s'était rabattu sur l'idée de tenter du moins d'abord, dès la prise de Vintimille — qui eut lieu le 1^{er} juillet — une puissante diversion vers le cœur même du Piémont. Ainsi, pensait-il, le gouvernement de Turin effrayé rappellerait vers la capitale, tout d'abord et tout au moins, toutes les troupes piémontaises employées au siège de Gênes, ce qui ôterait aux Autrichiens tout espoir de succès. Il était si convaincu de l'excellence de cette idée, au double point de vue de la certitude et de la rapidité du résultat à obtenir, qu'il prit presque sur lui de la réaliser, en usant de ce droit d'initiative que la cour de Versailles laissait, en principe, aux généraux, quand elle leur avait prescrit les objectifs à atteindre. Pour se couvrir, cependant, il avait insisté à nouveau pour la prise en considération de son plan primitif, qui était fortifié de l'opinion favorable de Maillebois et de la sympathie du comte d'Argenson, mais qui continuait à se heurter à l'opposition catégorique des Espagnols et à l'hostilité de l'envoyé génois. En tout cas, sur la simple diversion, mais énergique et en forces, il prenait ses responsabilités et usait de son droit de chef. Le 1^{er} juillet, de son quartier général de Menton, il l'annonçait comme une chose décidée à Pallavicini. Son frère, le chevalier de Belle-Isle, était chargé de la commander et il s'acheminait vers les cols du Dauphiné en appelant à lui tous les bataillons laissés en réserve dans la haute Provence. Il eût voulu que le marquis de La Mina secondât cette diversion, qui n'impliquait nullement l'abandon de la marche par la Corniche et rendrait au contraire ensuite cette marche plus facile. Il eût même voulu que son collègue espagnol prît sur lui de la seconder sans demander de nouvelles instructions à Madrid puisque Versailles laissait faire. Mais La Mina s'emporta contre cette façon de remettre en question une chose déjà réglée, disait-il, et tout en se lamentant sur la perte de temps que ces nouveaux débats entraînaient, en fit perdre au maréchal de Belle-Isle dans l'exécution de cette diversion qui n'était pas une idée à examiner mais un projet déjà en cours d'exécution. Et ces quelques jours de perdus effectivement, alors qu'il ne s'agissait plus de discuter mais de concourir au succès d'une partie importante du plan, devaient

entraîner de lamentables conséquences. Le chevalier de Belle-Isle disposait d'une masse de 40 bataillons pour cette attaque en direction de Turin. Son frère eût voulu que La Mina en détachât vingt autres, des soixante qui se trouvaient dans le comté de Nice, pour que la diversion pût — selon l'événement — devenir l'attaque principale. Le général espagnol s'était obstiné d'abord dans son refus. Quand il finit par entendre raison, il était trop tard. Le roi de Sardaigne alerté avait eu le temps de rappeler tous les bataillons qu'il avait mis à la disposition de Schulembourg pour le siège de Gênes, grossis de quelques bataillons autrichiens. Ces renforts arrivèrent à temps, mais tout juste à temps, pour la bataille — et assurèrent la victoire. — Singulière bataille au reste dans laquelle on vit au col de l'Assiette, le 19 juillet, nos malheureux bataillons essayer d'enlever à l'assaut de formidables retranchements de près de vingt pieds de haut et si épais que même une sérieuse préparation d'artillerie n'aurait eu aucun effet sur eux ! Du haut de ces retranchements revêtus de palissades, l'ennemi tirait à l'aise et à coup sûr. Ce fut un massacre !

Sur cette bataille, lire Bourcet. Dans ses *Principes de la guerre de montagnes*, Exemple II, il décrit la position de l'Assiette, dominant à la fois la route de Briançon à Exilles-Suze, et la route de Briançon à Fenestrelles. Il en montre le fort et le faible dans les diverses hypothèses possibles et indique les fautes commises par le commandement français, en l'espèce le chevalier de Belle-Isle, qui écartant un plan préparé par Bourcet et approuvé par le maréchal pour tourner la position et la faire évacuer sans combat ¹, l'aborda de front

1. Sur ce point Bourcet est catégorique :

Il y avait une manœuvre toute simple à faire qui sans exposer aucune troupe aurait procuré le succès de l'opération, et M. le chevalier de Belle-Isle ne l'ignorait pas, on la lui avait donnée par écrit.

Bourcet donne le texte *in extenso* de ce *Mémoire et observations pour M. le Chevalier de Belle-Isle*, daté du 1^{er} juillet 1747), dix-huit jours donc avant la bataille. Ce plan consistait à immobiliser les défenseurs des retranchements de l'Assiette en déployant face à eux vingt bataillons tandis que les trente autres bataillons de l'armée française auraient coupé la communication de l'Assiette avec Fenestrelle d'où elle tirait ses munitions de bouche et ses munitions de guerre. D'autre part l'Assiette fût devenue tactiquement intenable et eût été évacuée.

en négligeant d'ailleurs les précautions les plus élémentaires. Si incroyable, en effet, que cela puisse paraître, le chevalier de Belle-Isle ne prit aucun soin pour dissimuler la direction de son attaque. Au lieu d'opérer de nuit ses mouvements préliminaires, et d'attaquer à l'aube, il manœuvra en plein jour et fit attaquer au milieu de l'après-midi sans aucune préparation d'artillerie, sans moyens d'escalade, et en obligeant même le colonnel d'Arnaud, malgré ses vives remontrances, à mener l'attaque de sa colonne, celle du centre, sous les feux croisés d'un angle rentrant ! Foudroyées à bout portant par un ennemi puissamment retranché, et inaccessible, les malheureuses colonnes d'assaut françaises, dépourvues d'échelles, de fascines et de claies, ployèrent successivement malgré le furieux élan avec lequel, officiers en tête, elles se portaient et se reportaient à l'attaque.

Jamais, dit le comte de Priocca, commandant le bataillon de Casal, et dont le rapport constitue la meilleure source piémontaise pour la bataille, jamais on n'a pu voir une intrépidité égale à celle que montrèrent les officiers et les soldats dans cette attaque. Messieurs les généraux marchaient en tête, des rangs entiers d'officiers les suivaient montrant à leurs soldats le chemin de la victoire ou de la mort... Ils arrivèrent jusqu'au pied de nos retranchements et commencerent à arracher nos fascines avec leurs mains, tandis que d'autres avec leurs outils essayaient de démolir nos fondations. Beaucoup, au pied de nos retranchements, échappaient au feu de notre mousqueterie. On fit rouler sur eux des rochers.

Vers le soir, M. de Villemur, chargé d'un mouvement tournant, attaqua, avec sa colonne composée de douze bataillons, sur les vingt-neuf qui prenaient part à la bataille, une ligne qui dominait l'ensemble des positions piémontaises. Malgré la vigueur de son attaque, reprise trois fois, il dut finalement se retirer.

Si le chevalier de Belle-Isle s'était montré chef téméraire, et, en cette occasion du moins, incapable, il sut mourir en

L'opération de M. le chevalier de Belle-Isle se serait faite sans tirer un coup de fusil.

Le rapport du comte de Mailly, successeur de Belle-Isle, n'est pas moins accablant, mais comme il a été évidemment inspiré, et peut-être même rédigé, par Bourcet lui-même, il n'y a pas lieu d'y insister.

soldat. Désespéré en voyant la tournure sinistre que prenait l'affaire, il avait saisi un drapeau et s'était élancé en tête de la colonne qu'il voulait ramener au combat. Il périt alors qu'il essayait d'arracher des palissades. Avant lui était déjà tombé le colonel d'Arnaud qui, par un rapport trop optimiste sur la valeur des retranchements de l'Assiette, avait encouru pour sa part de lourdes responsabilités en déterminant ainsi le plan, ou plutôt l'absence de plan, de Belle-Isle. Près de cinq cents officiers, de notre côté, étaient morts ou blessés, et près de cinq mille hommes. L'ennemi, parfaitement abrité, n'avait subi que des pertes insignifiantes, moins de trois cents tués ou blessés. Si terriblement éprouvée que fût l'armée française, elle garda dans sa défaite fière contenance, et le lendemain matin fit sa retraite sur Briançon en bon ordre sans que l'ennemi osât la poursuivre ¹.

Si malheureuse que fût l'affaire au point de vue tactique, et moralement, elle avait au point de vue stratégique atteint son but et Bourcet le dit nettement :

Cette diversion a néanmoins été avantageuse : 1^o parce qu'on parvint à faire lever le siège de Gênes ; 2^o parce qu'elle occupa les troupes du Roi de Sardaigne et en dégagea non seulement Gênes mais encore le Comté de Nice que l'armée combinée occupait.

1. Je suis surtout Spenser Wilkinson, *Defence of Piedmont*, p. 303-314, évidemment impartial entre Français et Austro-Piémontais. (Notons que dans les rangs piémontais figurent 3 bataillons suisses qui se conduisirent, dit le comte de Priocca, « avec leur bravoure ordinaire »). S'il n'y a pas eu de préparation d'artillerie, les Français, au cours de l'attaque, utilisèrent une demi-douzaine de canons. Les Austro-Piémontais ne semblent pas avoir eu d'artillerie, ou fort peu. Wilkinson donne comme pertes : Du côté français : 94 officiers tués, 337 blessés ; hommes de troupe : 4.553 tués et blessés ; Austro-Piémontais : 219 tués et blessés.

Il s'abstient de juger durement le chevalier de Belle-Isle, sans doute par respect pour son malheur et son courage. Cependant, il met en relief les adjurations de prudence du maréchal, son conseil pressant de suivre le plan de Bourcet pour tourner les positions. Il croit que s'il s'est décidé à attaquer, c'est par peur de paraître avoir peur, étant venu jusque-là ; et que s'il n'a pas du moins différé l'attaque jusqu'au lendemain à l'aube, c'est par crainte que de nouveaux renforts n'arrivassent à l'ennemi.

Disons, nous, pour conclure, qu'il y a eu là, une fois de plus, la manifestation du grand vice français en matière militaire : la foi naïve dans la toute-puissance miraculeuse de la charge à la baïonnette !... Cela commençait déjà avec les Gaulois qui mettaient leur orgueil à charger poitrine nue... Et cela durait encore en août 1914...

Si à Gênes la levée du siège, au moment où l'ennemi venait précisément de resserrer son étreinte, parut miraculeuse, car c'était un effet dont on ne voyait pas la cause, Francesco Doria à Paris ne s'y trompa pas. Dès sa lettre du 31 juillet il signale la présence parmi les troupes qui garnissaient les retranchements de l'Assiette des douze bataillons piémontais partis de Gênes et qui étaient arrivés la veille, après avoir fait en un seul jour une marche forcée de quatorze lieues ¹.

L'impéritie du chevalier de Belle-Isle, si cruellement expiée, n'avait pas empêché du moins la grande pensée stratégique du maréchal de Belle-Isle de porter ses fruits ². Mais on ne vit d'abord que le coup terrible porté à notre prestige, le deuil de l'armée et de la nation. Lorsque la nouvelle du désastre arriva, dix jours après, au quartier général du roi de France, au milieu de son armée de Hollande victorieuse, elle y provoqua, dit Pallavicini, non seulement de la stupeur, mais une véritable consternation :

Depuis quelque temps, écrivait-il dans sa dépêche du 28 juillet

1. Dans cette même lettre, il donne ce cruel détail que les défenseurs de l'Assiette ont usé, outre le canon et le feu de mousqueterie, « de longues faux avec lesquelles on coupait les bras des soldats français qui tentaient l'escalade ». Et rappelons que par une triste ironie des fictions diplomatiques, la France et le Piémont n'étaient même pas, officiellement, en état de guerre ! La France n'est que l'*auxiliaire* de l'Espagne, seule en guerre officiellement avec le roi de Sardaigne, et l'Espagne ne figure même pas à cette bataille... Elle n'y figure pas, et, par les délais que nous a imposés son général, elle contribue à nous la faire perdre !

2. Il me semble voir une analogie assez frappante entre la conception du maréchal de Belle-Isle, dans cette grande manœuvre stratégique, et celle de Bonaparte dans la campagne de Marengo. L'échelle de la seconde est prodigieusement plus grande, mais le principe est le même, le parallélisme visible. Bonaparte réussit magnifiquement, où Belle-Isle échoue d'une façon en apparence lamentable, non seulement sans doute parce que Bonaparte est Bonaparte et conduit l'affaire en personne, mais encore parce qu'il n'a heureusement pas à compter avec un marquis de La Mina !!!!! Imaginons le maréchal de Belle-Isle seul, disposant de toute l'armée de Provence, et n'ayant pas à discuter avec deux cours à la fois, et nous avons, grâce au secret, à la rapidité, à l'effet de masse et à l'unité de commandement, le même triomphe ! Il est curieux d'observer que dans les deux cas Gênes fut sauvée : reconquise sans combat au lendemain de sa reddition, grâce à Marengo, délivrée du siège par anticipation, grâce à la bataille de l'Assiette ! Mais il ne faut pas demander une exacte justice à une opinion publique pleine de passion et mal informée : elle ne vit que les circonstances immédiates.

au Sénat, les Français sont si habitués à vaincre que ce coup a été complètement inattendu !

Ce coup était particulièrement dur pour le maréchal de Belle-Isle, atteint à la fois dans son prestige de chef et dans son affection, réelle et profonde, pour son frère ! On eut beau jeu à la cour pour s'élever —fort injustement —contre l'idée même de cette expédition, dont on alla jusqu'à dire que le maréchal ne l'avait conçue que pour donner à son frère un grand commandement séparé et une chance de gloire. Le roi lui-même, dit Pallavicini, parlant du chevalier alla jusqu'à dire : « L'ambition l'a perdu ¹. »

Du moins, tant de sang généreux n'avait pas été répandu en vain : l'héroïque chevalier de Belle-Isle et ses compagnons d'armes, tous Français, en contraignant à accourir au-devant d'eux, pour leur barrer la route de Turin, la plus grande partie de l'armée piémontaise, et une partie de l'armée autrichienne, de Ligurie, avaient sauvé Gênes ! La dette de la Provence était acquittée !

1. Le journal de Barbier écrit sur cette affaire, en parlant de la stupide témérité avec laquelle elle fut engagée :

On dit que des mousquetaires sortant de table, et étant gris, n'auraient pas tenté une pareille entreprise.

Cette action montre bien le mépris que tout homme sensé doit avoir pour le public en général. Jusqu'ici on avait déifié le chevalier ou comte de Belle-Isle. C'était, disait-on, un homme supérieur en tout, soit pour la guerre, soit pour le cabinet, au maréchal son frère. C'était un homme d'un esprit profond et d'une prudence consommée. Son frère était un homme entreprenant, trop vif, qui ne faisait rien et ne pouvait rien faire que par les sages conseils du chevalier. Ces discours étaient généraux dans Paris, dans le grand monde comme dans le bourgeois. Cependant le chevalier de Belle-Isle n'avait jamais rien fait. Mais c'était une prévention du public, sans examen et sans connaissance de cause, comme cela arrive presque toujours.

Le maréchal de Belle-Isle tint tête orgueilleusement à ses détracteurs, rappela, avec raison, qu'il n'en avait pas moins délivré la Provence, reconquis le comté de Nice, sauvé Gênes par sa diversion et conservé une armée à la France. Mais il eut tort cependant de paraître compter pour peu de chose la perte de tant de braves et dans le deuil public de ne voir que le sien !

Voir page 120, dans ma bibliographie critique, ma note sur la monographie de V. Dabormida. *La Battaglia dell' Assietta*, Roma, 1877.

CHAPITRE III

Temps d'arrêt. Le duc de Richelieu succède au duc de Boufflers à Gênes. La troisième offensive de l'Autriche contre Gênes : elle est repoussée. L'armistice.

(Juillet 1747-Juin 1748.)

Dès le milieu de juillet 1747, c'est-à-dire dès que l'armée austro-sarde avait eu levé le siège de Gênes, la République s'était empressée d'envoyer un ambassadeur extraordinaire au roi de France, pour le remercier du concours qu'il avait donné à cette délivrance, concours au reste dont le Sénat ignorait encore toute l'étendue, et au prix de quel sacrifice la France venait de le donner ¹. L'ambassadeur génois Marcello Durazzo — dans son allocution au roi, s'était exprimé en ces termes ² :

Sire, les secours qu'il a plu à Votre Majesté d'accorder si généreusement à notre République seront toujours l'objet de notre plus parfaite et plus respectueuse gratitude.

Mais il se rendait parfaitement compte que tout n'était pas fini là et que le concours de la France, en particulier, devait continuer, pour que le salut de la République fût définitivement assuré :

1. Même ambassade à Madrid, évidemment moins justifiée — et même à Naples, évidemment *pro forma* !

2. Durazzo, dans sa dépêche du 23 juillet, donne le texte de son allocution en italien, mais avertit qu'il a, naturellement, parlé en français, de sorte que je retraduis ici, ne garantissant que la substance. Pour la lettre du roi, il la donne en français, dans sa dépêche du 31 juillet-3 août. Il s'abstient de traduire le précieux autographe, et je n'ai donc qu'à le transcrire.

La République espère que Votre Majesté voudra mener à bout une aussi grande entreprise, qui a commencé avec tant de gloire. Nos besoins se font toujours plus grands.

Durazzo repartait aussitôt après pour Gênes, porteur d'une lettre autographe du roi pour le Sénat conçue en ces termes :

Très chers et grands amis. Le véritable intérêt que nous prenons à tout ce qui vous regarde doit être pour votre République un sûr garant de la satisfaction avec laquelle nous avons appris que nos ennemis communs avaient été obligés de lever le blocus qu'ils avaient mis devant votre ville capitale. Cet événement est une époque glorieuse pour votre gouvernement et pour vos peuples ; mais il est nécessaire, pour rendre votre délivrance complète que vous ne vous ralentissiez point sur les mesures de courage et de vigueur, et nous y contribuerons de notre côté avec affection et persévérance.

Signé : Louis.

Cette lettre était datée du 29 juillet 1747. C'était le jour où arrivait la funeste nouvelle du désastre du col de l'Assiette, survenu dix jours auparavant. Les Génois se rendirent parfaitement compte aussitôt de ce qui avait déterminé la brusque levée du siège de Gênes. Francesco Maria Doria, écrivant de Paris le 31 juillet, signale, en effet, que parmi les 21 bataillons piémontais qui garnissaient les retranchements du col alpestre, il y avait les 12 bataillons qui se trouvaient auparavant à Gênes et qui étaient arrivés la veille. Il voit d'autre part cette relation de cause à effet dans toute son étendue en liant le départ en masse de toute l'armée autrichienne et la puissante, quoique malheureuse diversion alpestre. Mais en même temps, sachant depuis quelques jours la désastreuse issue de cette diversion, il craint naturellement le reflux rapide et violent de l'armée austro-sarde vers Gênes !

Pallavicini partage, aussi vivement, la même crainte anxieuse. Il va au plus pressé, adjure la cour de Versailles de donner sans retard un successeur au duc de Boufflers, car le marquis de Bissy qui a pris le commandement des forces franco-hispano-génoises ne peut être qu'un intérimaire. Et d'autant plus que, malgré ses qualités de soldat, incontestables, et bien qu'il réussisse aussitôt à conquérir les sym-

pathies génoises, il est assez mal vu à la cour. Avec Puyzieulx et le comte d'Argenson, l'envoyé génois cherche autour de lui un grand chef capable de succéder à Boufflers. Dès la fin juillet, unanimement, on pense au duc de Richelieu. Ce serait un choix idéal, écrit aussitôt — le 2 août — Pallavicini :

C'est un ami du maréchal de Belle-Isle — qualité pour nous qui a, aussi, grande importance — et lié à lui d'une manière plus étroite encore que ne l'était Boufflers. Il fait même beaucoup plus grande figure que Boufflers tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire : égal en courage, supérieur en résolution, plus prompt et plus fécond en ressources. Comme défauts : un peu de morgue, un tempérament impétueux ; mais, en les connaissant, on peut s'en garder ¹.

Dès le 12 août, il écrit que sa nomination est acquise et qu'il va partir d'ici trois ou quatre jours. Il recommande « de le faire bien entourer », car « tout dépend de la manière dont il prendra les choses ». Lui-même, il l'a mis en garde contre quelques influences qu'il juge pernicieuses à la bonne entente franco-génoise, et notamment celle du secrétaire de la légation de France à Gênes, un certain Du Pont, ou Dupont qui fait du ministre de France Guy-mont un peu trop ce qu'il veut et qui est mal disposé pour Gênes ². Le duc de Richelieu apportera à la cause franco-

1. *Nel Duca di Richelieu averebbero W. SS. Ser^{me} un amico del Maresciallo di Belleisle, qualità anch'essa per noi desiderabile, e legato con esso in una maniera men subalterna del Deffonto ; considerabilmente più estesa si è la di lui capacità tanto nel Politico, che nel Militare, uguale il coraggio, mag^{re} la risoluzione e più pronta assai e più moltiplici le risorse. Un poco d'alterigia e di ardore sono i suoi difetti che conosciuti son men dannosi.*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Tongres, 2 août 1747. Archives de Gênes, *ibid.*, 2227-51.)

2. C'est-à-dire pour le Sénat et l'aristocratie génoise. Ses accointances suspectes avec certains meneurs populaires ne vont pas tarder à le faire disgracier. J.-J. Rousseau parle de lui dans ses *Confessions*, II, livre VII, à propos de sa mésaventure personnelle à Gênes, en juillet-août 1743. Dupont avait abrégé la quarantaine, au Lazaret, qu'il avait dû subir et lui avait fait les honneurs de Gênes. Notre philosophe, à ce moment secrétaire de notre légation à Venise, et qui rejoignait son poste, était en somme le collègue de Dupont et il écrit de lui :

C'était un bon garçon qui me mena, tant à Gênes qu'à la campagne, dans plusieurs maisons où on s'amusait assez ; et je liai avec lui connaissance et correspondance que nous entretenmes fort longtemps.

Est-ce à cette influence de Rousseau qu'il faut attribuer l'orientation ultérieure des sympathies de Dupont et sa disgrâce en janvier 1748 ?

génoise l'appui de son immense influence à la cour ; ses lettres seront remises directement au roi, « privilège que n'ont jamais, ou bien rarement, ceux qui sont en mission à l'étranger » (Lettre du 14 août).

Il arrivera de plus avec des ressources financières considérables, car on a mis à sa disposition un secours extraordinaire d'un demi-million de livres, outre le subside mensuel de la France à Gênes, de 250.000 livres, qui est toujours ponctuellement payé d'avance et que le duc va faire porter à 350.000. Ponctualité et générosité d'autant plus précieuses et méritoires que l'Espagne, dès le début de l'alliance, n'a jamais tenu ses engagements en matière de subsides !! Les doléances génoises et françaises à cet égard encomrent toute cette correspondance diplomatique, mais rien n'y fait, pas même le concert énergique des doléances génoises et françaises à Madrid, et nous savons pourquoi !

En attendant que le nouveau commandant en chef de la défense de Gênes ait rejoint son poste, après une rapide inspection de ce qui se passe en Languedoc, dont il est le gouverneur, revenons à l'armée franco-espagnole de Provence.

La funeste bataille de l'Assiette a naturellement porté un coup terrible au prestige du maréchal de Belle-Isle. Dans le premier moment d'irritation, on le remplacerait, si on pouvait, mais on ne trouve personne pour lui succéder ! Au reste, lorsque le premier moment est passé, on est bien forcé de se rendre compte que ce n'est pas la conception qui avait été mauvaise mais l'exécution : qu'un simple retard dans la marche de rassemblement des corps a causé ce désastre et que ce retard n'est imputable qu'à la mauvaise volonté du marquis de La Mina ! Francesco Maria Doria écrit de Paris, le 14 août, que la clameur est universelle contre La Mina, qu'on rend responsable du désastre. Par suite, non seulement le maréchal de Belle-Isle n'est pas remplacé, mais encore on obtient à Madrid que le marquis de La Mina lui soit nettement subordonné ! Comme toujours, bien entendu, les instructions de Madrid sont pour la galerie ; elles ne changeront rien à l'attitude du général espagnol !!! Au reste, les rapports franco-espagnols sont aussi tendus que possible, entre diplomates, ou politiques, aussi bien qu'entre militaires ! Il y a de véri-

tables altercations à Paris entre le comte d'Argenson, ministre de la guerre, et le duc d'Huescar, l'ambassadeur extraordinaire d'Espagne ; en Provence, entre le maréchal de Belle-Isle et La Mina ; bientôt à Gênes, entre le duc de Richelieu et le commandant du corps espagnol, d'Ahumada ! Partout l'élan français à secourir Gênes, se heurte à l'inertie calculée de l'Espagne. Les Génois s'en rendent compte parfaitement. Le 26 août, de Tongres, la petite ville du Limbourg d'où il suit la campagne des Français contre la Hollande, Pallavicini écrit à Gênes :

J'ai reçu hier une lettre de notre Envoyé extraordinaire à Madrid, datée du 6, dans laquelle il m'informe que le gouvernement espagnol continue à repousser nos trop justes demandes. Ma stupeur devient tous les jours plus grande devant une pareille froideur, qui équivaut presque à un complet abandon, et je me demande comment l'intelligence et l'honnêteté des ministres de Sa Majesté Catholique peuvent la concilier avec les intérêts et avec l'honneur de ce Monarque ¹ !

Mais on estimait évidemment à Madrid que, tenant la Savoie et le Comté de Nice comme gage, on avait — puisque la France n'y prétendait rien ! — de quoi obtenir en Italie un établissement décent pour l'infant, cause à laquelle l'Espagne elle-même n'avait aucun intérêt national ! Et politiquement comme militairement c'était fort bien raisonner ! Quant à sauver Gênes d'un troisième et inévitable retour offensif de l'Autriche, c'était là un mobile purement chevaleresque qui faisait bien vibrer la France mais qui laissait parfaitement froids Ferdinand VI et ses ministres, peu soucieux de ressembler à Don Quichotte ! Et le marquis de La Mina, fidèle interprète de

1. *Ieri ricevetti una lettera del loro Inviato straordinario a Madrid in data de' 6, nella quale mi faceva l'onore di ragguagliarmi la continuazione delle ripulse di quel ministero sulle peraltro giustissime di lui domande. Si discusso sempre di vantaggio alla vista di una tal freddezza, che equivale quasi ad un perfetto abbandono e non so come la intelligenza e l'onestà del ministero di Sua Maestà cattolica la combinino con gli interessi, ne con l'onore di quel monarca.*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Tongres, 26 août 1747, Arch. de Gênes, *ibid.*)

Dans cette lettre le ministre génois à Madrid se plaignait que son collègue français ne le secondât pas avec assez de chaleur. Pallavicini obtint aussitôt une lettre énergique du gouvernement français pour lui rappeler qu'il devait donner à son collègue génois l'appui de toute son autorité.

la résolution secrète de sa cour, n'est pas davantage disposé à jouer ce rôle ! On vient de le subordonner expressément à Belle-Isle, mais c'est son plan d'attaque par la Corniche ligure qui l'a emporté, et Belle-Isle, depuis l'effondrement de son propre plan, est naturellement résigné à s'y conformer ! On devrait donc marcher ! Pas du tout. La Mina déclare alors — « sèchement », rapporte Pallavicini le 28 août — que le moment favorable est passé ; qu'il suivra Belle-Isle par ce chemin s'il en décide ainsi, puisque sa cour lui prescrit de le suivre, mais que c'est aller à un désastre !!! Or c'est précisément ce qu'a toujours pensé Belle-Isle qui s'est exténué à dire tout l'hiver que vouloir faire avancer une grosse armée à la file indienne sur ce mauvais sentier, de 150 kilomètres de longueur, où il faudrait combattre à chaque pas, tout en ayant à droite à subir le feu de l'escadre anglaise, et à gauche celui des Austro-Sardes maîtres des crêtes, était tout simplement insensé, et qu'il ne pouvait prendre la responsabilité d'une marche aussi absurde et aussi dangereuse ! Or, c'est précisément cette responsabilité que La Mina — auteur de ce plan ! — voudrait maintenant lui faire prendre !!! Résultat, facile à prévoir, on ne bougera pas ! malgré tous les cris d'appel qui viennent de Gênes. Mais ce qu'il y a de plus fort, La Mina entend aller prendre ses quartiers d'hiver — on n'est encore qu'en septembre !... — en Languedoc !!! Et c'est le moment où le général autrichien Nadasti, au pied de la Bocchetta, — car les Autrichiens sont naturellement revenus vers Gênes ! — vient de lancer une proclamation (19 août) annonciatrice du châtiement que Gênes a mérité par sa « rébellion », et qui ne sera pas perdu pour avoir été différé ! Ajoutons que la Corse est soulevée, que le chef corse Rivarolo, soutenu par les Anglais et les Sardes, étreint Bastia, qu'on désespère à Paris comme à Gênes de pouvoir sauver !

Pallavicini, toujours à Tongres, d'où il suit le siège et l'assaut victorieux de Berg-op Zoom par les Français, et qui souligne amèrement le changement inattendu d'attitude du marquis de La Mina ¹, supplie du moins, le 19 septembre,

1. On pourrait ne pas le croire tant il est inouï : qu'on lise donc dans ma traduction et dans le texte :

que l'armée franco-espagnole passe l'hiver dans le Comté de Nice, pour intimider du moins par sa proximité relative l'armée austro-sarde qui se concentre devant Gênes. Pour couvrir ce nouveau siège et interdire à l'armée de Provence toute tentative de marche par la côte, les Austro-Sardes firent un violent effort pour s'emparer de Vintimille. La vaillante petite place, investie et affamée, allait succomber. Ce scandale eût été trop grand ! Belle-Isle, tiré de son abattement par les adjurations de Bourcet, trouva le moyen de faire rougir le marquis de La Mina et de le décider au moins à un effort partiel. Vintimille perdue c'était le comté de Nice à nouveau perdu, et le comté de Nice était un gage de l'Espagne. Au reste, Belle-Isle avertit son collègue espagnol que si les Espagnols ne marchaient pas les Français marcheraient seuls ! Mais tous marchèrent, cette fois du moins ! Cette manœuvre de grande envergure qui mit en mouvement et en action 46 bataillons français et 28 espagnols contre une soixantaine piémontais et autrichiens, rejeta l'ennemi sur la rive gauche de la Roya et débloqua Vintimille ¹. Mais il ne fallait pas en demander davantage au marquis de La Mina, et vers la fin d'octobre presque tous les corps qui dépendaient de lui prirent successivement la route du Languedoc, cette province lui ayant paru excellente pour passer l'hiver !! Les Français restèrent seuls, ou à peu près seuls, à monter la garde dans le comté de Nice face à l'armée piémontaise.

Si le marquis de La Mina jugeait contraire aux plus saines

Le marquis de La Mina, d'autre part, qui au commencement de la campagne regardait la Riviera comme l'unique voie d'accès — et d'ailleurs facile — de l'Italie, pour y réaliser les intentions des deux couronnes, proteste maintenant hautement que les circonstances sont tellement changées que ce premier projet n'est plus exécutable !

(Dépêche de Pallavicini, du 19 septembre 1747.)

Texte :

Il Sr Marchese della Mina poi che al principio delle campagna riguardava la Riviera come l'unica via e non difficile di penetrare in Italia, e di eseguirvi le intenzioni delle due Corone ; protesta adesso altamente essere talmente mutate le circostanze che non è più eseguibile quel primo progetto.

Comme Belle-Isle n'avait pas et ne pouvait pas avoir changé d'opinion, pour la première fois les deux généraux se trouvaient d'accord, mais pour ne plus bouger !

1. 17 et 18 octobre 1747. Voir les détails dans Bourcet, *op. cit.*, Exemple VIII, marche sur Vintimille, octobre 1747.

traditions de faire la guerre en hiver, même quand il s'agissait de l'hiver méditerranéen, le duc de Richelieu, arrivé à Gênes le 27 septembre, n'en jugeait pas ainsi ¹ ! A peine arrivé, il voulut montrer à l'armée autrichienne, qui se rassemblait de l'autre côté de l'Apennin, que les troupes chargées de défendre Gênes gardaient non seulement leur moral élevé mais même leur esprit offensif ! Il y tenait d'autant plus qu'à cette époque de l'année les corps auxiliaires de paysans de l'Apennin si utiles pour la défense, étaient en quelque sorte dissous par la nécessité de procéder à la récolte de châtaignes ! Cette récolte était cette année d'une abondance prodigieuse et il fallait bien se garder de la laisser perdre, si on voulait passer l'hiver sans risque de famine. Sans doute, Gênes était maintenant largement ravitaillée par la mer, mais le blocus anglais, qui avait presque cessé depuis la mi-juillet, recommençait à se faire rigoureux. On avait dans l'intervalle rempli tous les magasins privés et publics, mais les risques affrontés pour le ravitaillement par les petits caboteurs ligures faisaient que ces vivres demeuraient chers. D'où la grande dispersion des paysans sous leurs châtaigniers, dans leurs montagnes vides encore pour le moment d'ennemis. La sortie, ou plutôt l'expédition, organisée et commandée par le duc de Richelieu, eut un succès sinon tout à fait complet au point de vue militaire, du moins assez brillant pour maintenir la confiance et exalter les courages. Elle est racontée dans un rapport de neuf pages dû

1. Au moment où il arrivait à Gênes, celui qu'il venait y remplacer, le marquis de Bissy, maréchal de camp, qui avait assumé l'intérim du commandement depuis la mort du duc de Boufflers, venait de rendre à Gênes le grand service de sauver Bastia de l'étreinte de Rivarola. Le 1^{er} septembre il avait expédié cinq cents hommes d'élite commandés par le colonel Choiseul-Beaupré au secours de la capitale corse. Ces cinq cents hommes (100 Français, 100 Espagnols, 300 Gênois) partis sur trois galères génoises, escortées par une galiotte française, étaient arrivés à Bastia le 5 à l'aube et avaient aussitôt renversé la situation. Ils ne purent cependant reprendre Saint-Florent. Choiseul-Beaupré, revenu à Gênes le 8 octobre fut fait brigadier. Le Sénat avait chargé Pallavicini de recommander ce brillant officier à la faveur royale. Quant au marquis de Bissy, organisateur de l'expédition, et qui terminait ainsi brillamment ses trois mois de commandement en chef, le Sénat lui décernera en témoignage de gratitude une épée d'honneur.

(Pour les détails de cette reprise de Bastia, voir bien entendu Le Glay, *La Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche*.)

à l'un des brillants seconds du duc de Richelieu. Le ministre génois à Paris en obtint copie et l'envoya au Sénat avec sa propre dépêche du 3 novembre. L'objectif de l'expédition était Campofreddo (maintenant Campoligure), au sommet de l'Apennin, et dont l'ennemi avait fait un poste très fort d'où il menaçait Voltri. Le duc de Richelieu voulut essayer de l'enlever et d'intimider en même temps les corps autrichiens dispersés au bas du revers nord de l'Apennin autour d'Ovada. Par une démonstration vigoureuse au col de la Bocchetta, il fixa le gros des forces autrichiennes et les obligea à se rassembler hâtivement au bas du col. Pendant ce temps, manœuvrant avec deux grosses colonnes, il tenta d'envelopper Campofreddo tout en attaquant les postes autrichiens dispersés dans la vallée d'Ovada. Malheureusement il ne put amener à temps l'artillerie de gros calibre qui lui eût été nécessaire, et l'inspection directe des lieux lui fit trouver moins désirable l'objectif principal qu'il s'était assigné. Il y renonça donc, se contentant de l'effet moral produit et qui était considérable. Cette expédition, qui dura quatre jours (15-18 octobre), dans laquelle les troupes génoises se distinguèrent, et qui ne coûta qu'une centaine de blessés ou tués, eut un effet de prestige certain, que le rapport marque en ces termes :

M. de Reding, brigadier, des hauteurs de la Bocchetta, a tellement imposé à M. de Nadasti que ce général n'a osé faire aucun mouvement : Il attendoit que les troupes qu'il avoit mandé de tous côtés fussent rassemblées pour tenter le secours de Campofreddo. Cette expédition qui n'a duré que quatre jours, et où les troupes ont marqué le plus grande volenté, doit prouver à M. de Nadasti qu'il s'en faut bien que Gènes soit bloquée comme il a l'air de s'en flatter, et il doit en inférer qu'une garnison qui peut executer aussi lestement des projets d'offensive est bien sûre de sa défense ¹.

1. Pallavicini commentant ce rapport dans sa dépêche me paraît témoigner une sensibilité et une susceptibilité un peu excessives à l'occasion d'une critique de détail faite par le duc de Richelieu : si brillant qu'eût été le succès, il l'eût été plus encore si on avait pu obtenir, avec la célérité désirable, que certains chemins eussent été mis en état de servir pour le passage de l'artillerie. Mais des 4.000 travailleurs demandés et nécessaires, il n'avait pu en obtenir que 800, les paysans génois étant occupés à ce moment à la récolte des châtaignes. Pallavicini dit que, sur les informations qu'il a reçues du Sénat, et au cas où les ministres français reprendraient cette critique à leur compte, il répliquerait par des contre-critiques : le duc a changé

S'il y avait à Gênes un pareil esprit de confiance, il ne faut pas s'étonner qu'à la cour il y eût même optimisme ! A Pallavicini, qui le harcelait de ses instances pour que Belle-Isle poussât au moins jusqu'à Finale, le comte d'Argenson, impatienté, répondait qu'il avait déjà fait ce qui dépendait de lui pour que le maréchal répondit à ce désir, mais qu'il ne convenait pas au ministre de la guerre d'imposer ses propres vues au général commandant sur les lieux et plus à portée de juger du possible et de l'impossible, et des divers degrés de l'opportun et de l'urgent ! Que d'ailleurs l'expérience venait de prouver combien l'investissement de Gênes était difficile, qu'il était peu probable que les Autrichiens l'entreprissent à nouveau sérieusement, et que s'ils s'y risquaient encore, on aurait le plaisir, une fois encore, de constater leur échec ! Mais Pallavicini, talonné par ses instructions et ses craintes personnelles, ne partageait nullement cet optimisme. Il ne pouvait douter, disait-il, que le siège ne fût repris — on rassemblait 3.000 mulets à Milan — avec une coopération plus étroite cette fois des Autrichiens, des Sardes et des Anglais, et en utilisant précisément toutes les leçons de l'expérience. Cette fois, l'effort de l'ennemi se porterait, assurait-on, du côté du levant de Gênes. Il y avait là trente-trois lieues de côtes à peu près sans défense ; sinon par les paysans qu'on n'arriverait plus à rassembler de nouveau en corps francs parce que la République ne pouvait plus, faute d'argent, ni les armer ni les payer. Le général espagnol de Ahumada, prié d'envoyer un corps à la Spezia, avait refusé, ce corps pouvant être considéré comme perdu d'avance, en cas d'attaque, par suite de l'éloignement. L'envoyé génois eut une scène véhémement avec Puyzieulx, puis, après un long silence, dû à son épuisement, il reprit :

ses ordres plusieurs fois, et a négligé de se concerter suffisamment avec le gouvernement génois. Outre les inconvénients militaires de cette procédure, il y a des inconvénients d'ordre politique et moral. On ne saurait admettre que le général français en usé avec Gênes comme peut en user le maréchal de Saxe avec un conseil communal de village flamand ! Mais ces petits froissements n'allèrent pas plus loin. Au reste, Pallavicini se révèle plus susceptible que le Sénat qui se bornait à alléguer l'impossibilité matérielle où on s'était trouvé de satisfaire aux demandes du duc. C'est que le Sénat voyait les choses de près et Pallavicini de loin !

Monsieur, le malheur de la République ne saurait être ni plus grand ni plus immérité, mais je ne puis encore me persuader que le Roi, le ministère, ou vous-même, vous vouliez la laisser périr ¹ !

Il s'offrit à faire un nouveau mémoire justificatif de ses instances. Puyzieulx lui répondit que c'était absolument inutile, le roi ne pouvant faire plus qu'il ne faisait et ce mémoire ne pouvant que répéter des choses cent fois dites ! Bissy, qui avait fait l'interim de Boufflers à Richelieu et qui arrivait de Gênes, déclarait que tout allait bien là-bas, que Gênes était inexpugnable !

L'hiver prouva que c'était l'optimisme des Français qui était fondé. Le duc de Richelieu, par son élégante bravoure, son entrain, inspirait une confiance universelle ². Il maintenait l'ascendant qu'il avait su prendre, dès le début, sur l'ennemi, activait les travaux de défense sur toute la côte, et allait les inspecter et stimuler en personne, jusqu'à la Spezia. Il envoya même des secours en Corse, acheva de faire dégager Bastia, fit prendre à Bonifacio sur des pinques génoises, la belle artillerie espagnole qui y avait été envoyée en dépôt, dans l'été de 1743, pour satisfaire aux exigences anglaises. Les pinques génoises revinrent heureusement avec toute cette artillerie, ayant réussi à éviter la croisière anglaise ! Au reste, de Provence, la France, et même, dans une certaine mesure, l'Espagne, continuaient à faire parvenir à Gênes des renforts, par petits paquets multipliés, sur de simples barques, ou par petits convois formés de petits bâtiments à marche rapide. Coutlet, le 9 décembre, signale une de ces arrivées :

1.... *Signoré, la disgrazia della Rep^a non può essere ne più grande ne men meritata, ma non so ancora persuadermi che ne il Re, ne voi, ne il ministero vogliate lasciarla perire...*

(Pallavicini au Sénat. Fontainebleau, 14 novembre 1747. Arch. de Gênes, *ibid.*, 2227-51.)

2. Ajoutons que son tact diplomatique et mondain n'est pas la moindre, et la moins précieuse, de ses qualités, dans ce milieu surchauffé, irritable, où s'affrontent les susceptibilités civiles, militaires et aristocratiques de trois nations ! En janvier, par exemple, il arrange un conflit où se trouvent la plupart de ces éléments et que compliquent encore des susceptibilités féminines ! Cela faillit devenir grave. Le général d'Ahumada menaça de tirer l'épée contre Gênes elle-même, par chevalerie pour de beaux yeux ! C'est trop compliqué bien entendu pour que j'explique. Voir la lettre de 18 pages du duc de Richelieu à Puyzieulx le 8 janvier 1748 (Archives des Affaires étran-

Le petit convoi qui avoit relasché à Toulon d'où il estoit reparty le 15 du mois dernier est enfin arrivé heureusement sur les gondoles de Caprara, partie icy et partie à la Spezia, sans qu'il se soit perdu aucun bastiment, ce qui n'est pas peu par rapport à la quantité de vaisseaux de guerre anglois qui croisent de tous les costez. Il a apporté environ 1.400 hommes, c'est-à-dire deux Bataillons du Régiment de Vigier et des recrues pour celui de Salis et autres.

A la fin février, le duc de Richelieu disposera de 24 bataillons français et de 8 espagnols, et en juin, à la fin du siège, de 32 bataillons français et de 10 espagnols (ces chiffres, par époque, *passim* dans tous les documents, et, méthodiquement, dans Pajol). Ces bataillons d'environ 700 hommes.

En décembre, une nouvelle querelle éclate entre Français et Espagnols. Le duc de Richelieu, voulant de nouveau employer les Espagnols à la défense de la Riviera du levant, se heurte à un veto que lui montre le général espagnol d'Ahumada et qui vient du marquis de La Mina en train d'hiverner en Languedoc ! C'en est trop ! Le duc de Richelieu, au comble de la fureur, écrit au marquis deux lettres rédigées en style de défi et en appelle à Louis XV pour mettre fin à cette intervention grotesque ! Il réclame le commandement pur et simple de toutes les troupes espagnoles de Gênes sans restriction ni réserve. Louis XV, ému lui-même, écrit de sa propre main dans le même sens à Ferdinand VI. Le marquis de La Mina vole à Madrid ! Le duc d'Huescar, de Paris, intervient dans la querelle pour soutenir le marquis de La Mina ! Comme si ce n'était pas assez, le maréchal de Belle-Isle arrive à ce moment à Paris, en principe pour discuter le plan de la campagne prochaine et, furieux et dégoûté, refuse d'en discuter avec le duc d'Huescar ! L'esprit de querelle se propage : le gouvernement français déclare à Gênes qu'il est fatigué de payer pour le logement de ses troupes à Gênes, que c'est à la République à assumer cette charge, comme cela se fait partout ailleurs ; — elle peut le faire d'ailleurs plus facilement et à moins de frais

gênes, Paris, *Correspondance de Gênes*, vol. CXXIV). C'est une histoire à la fois très espagnole, très génoise et très française ! Puyzieulx complimentera le duc de Richelieu d'avoir réussi à arranger cette affaire « avec vostre dextérité et vostre prudence ordinaire ».

(Puyzieulx à Richelieu, 23 janvier.)

que la France ; qu'un bataillon français à Gênes coûte au trésor trois fois plus que s'il était en Provence et quatre fois plus que s'il était en Flandre ! Que si le Sénat se refuse à cette demande raisonnable, la France sera obligée de déduire de son subside mensuel de 350.000 livres (c'est le nouveau chiffre depuis l'arrivée du duc de Richelieu), ces frais de logement ! A cela, Pallavicini répond qu'il ne saurait être question de loger le soldat chez l'habitant, c'est contraire à la tradition de Gênes et le tenter serait provoquer les plus graves désordres et même les plus dangereuses résistances ; que toute autre solution est trop coûteuse pour l'état lamentable des finances de la République. La France cède, se contentera de simples emplacements, si on peut les trouver ; continuera à supporter cette lourde charge, contrairement à ses habitudes partout ailleurs. Les autres questions traînent, s'éternisent sans trouver de solution. La lassitude est partout et éteint les irritations qui s'allument. D'ailleurs, on parle enfin sérieusement de négociations pour la paix, séparées et générales. Les conversations de Breda d'abord limitées aux Anglais, aux Hollandais et aux Français se généralisent et tendent vers un congrès qui se tiendrait à Aix-la-Chapelle. Il n'est bruit que de procédures préliminaires, et de passeports pour se rendre au congrès. Dans cette atmosphère nouvelle, les problèmes de guerre tombent un à un dans le vide. Cependant là-bas à Gênes, loin du foyer où les nouvelles intrigues se nouent, où les nouveaux problèmes se posent, les esprits demeurent tournés vers la guerre. Le 6 février, le duc de Richelieu adresse au gouvernement un long mémoire sur les opérations à prévoir pour la reprise de la campagne. Il demeure convaincu que c'est à l'est de Gênes que l'ennemi attaquera et il expose son système pour parer le coup :

La diversion qu'on pourrait faire, et qui pourrait servir aussy essentiellement au salut de la Riviere du levant, est de porter toutes ses forces dans le Ponant si l'ennemy porte les siennes dans le levant. Gavy, la clef de l'Etat de Nice, sont des objets assés interessants et pour les ennemis et pour nous, pour les engager à tout quitter pour courir à leur deffense si on étoit en situation de leur donner à cet égard des craintes fondées, ou à nous donner un ample dedommagement de ce que nous perdriens ailleurs, mais pour donner quel-

que poids à cette diversion il faut supposer un mouvement dans l'armée de Provence... Sans ce concert avec l'armée de Provence toute diversion de la part de Gênes deviendrait inutile et dangereuse ¹.

Le mois de février se passe tranquillement. Guymont, qui vient de passer deux mois à Paris ², rentre à son poste le 13 février et écrit le 15 : « Tout est icy dans la plus grande tranquillité. » Il en profite pour tenter de sortir de ce cercle d'isolement, d'ignorance et d'impuissance, où le protocole génois enferme les ministres étrangers et d'où le ministre de France lui-même n'a pu sortir, même dans le tumulte dramatique des événements récents ! Le 11 mars, il écrit à Puyzieux qu'il est allé complimenter, en audience rituelle de retour, le doge de Gênes, qui a donné le soir une « conversation », c'est-à-dire une réception. Et il ajoute en chiffres :

Le cérémonial ne me permet pas d'aller chez luy à ces sortes d'assemblées, cependant si on pouvoit trouver ce qu'on appelle icy un *mezzo termine* qui sans déroger à ce qui est dû au caractère puisse mettre l'Envoyé à portée de voir ce Prince, il en résulteroit un grand bien pour le service en ce que nous ne passerions que rarement par le canal d'un secrétaire... De quelle utilité ne seroit-il pas de s'adresser directement au chef ?

Sur cette idée il demande des instructions et espère l'appui du duc de Richelieu. Mais celui-ci allait avoir bien autre chose à faire ! Au milieu de mars, en effet, le duc de Richelieu croit décidément la grande offensive autrichienne prochaine, et il réclame de nouveaux renforts. Belle-Isle les promet d'abord puis les refuse, ayant besoin, dit-il, pour lui-même, de toutes ses troupes. Tout ce que l'armée de Provence pourra faire, ce sera de remplacer à Gênes ce qui de Gênes serait

1. Archives des Affaires étrangères, Paris, *ibid.*, vol. CXXIV.

2. Il était parti de Paris le 27 janvier. Le 26, Pallavicini dans sa dépêche au Sénat, lui consacre un long paragraphe. Il est très bien intentionné et a toujours parlé de Gênes dans les termes les plus propres à lui gagner des sympathies. Il a même essayé de faire augmenter les subsides de la France à la République mais y a complètement échoué.

Dans cette même lettre, le ministre génois parle du rappel de Dupont, disgracié pour relations occultes avec des agitateurs populaires. Voir plus haut.

envoyé en Corse où la menace anglaise, de nouveau, se précise, car, dit avec raison Belle-Isle, ce qu'on peut perdre sur le continent, on peut le regagner, mais si les Anglais prennent Calvi, ils le garderont et personne ne pourra plus les en chasser ¹ ! On espérait que Naples consentirait à faire un effort pour la cause commune, ne fût-ce que pour faire honneur à sa signature sur le traité d'Aranjuez, mais Naples, en fait, dépend de Madrid et par suite reste parfaitement inerte ! Il ne fallait pas compter beaucoup plus sur l'armée de Provence, paralysée elle aussi par le dissentiment franco-espagnol ². Le duc de Richelieu se décida donc à agir seul. Pour bousculer les plans probables de l'ennemi d'attaque par le Levant et essayer d'écraser dans l'œuf l'expédition anglo-austro-sarde préparée à Savone pour la Corse, le duc de Richelieu tente le 26 mars sur Savone, que tiennent toujours solidement les troupes piémontaises, une attaque brusquée, avec transport nocturne par mer des troupes chargées de cette attaque. Mais ces troupes débarquées beaucoup trop tard, et loin de Savone, échouent dans l'entreprise ! Ce qui console un peu le Sénat de cet échec, c'est que la population au milieu de laquelle le corps expéditionnaire a débarqué, lui a fait un accueil enthousiaste et a spontanément prêté son concours. Pallavicini informe aussitôt de cette circonstance le ministre français des affaires étrangères, par lettre du 13 avril :

La façon dont les troupes employées à la dernière tentative sur Savone ont été regues et secondées dans toute la route a été

1. Cité par Pallavicini le 17 mars : *nessuno potrà mai scacciarveli*.

2. On vient d'en avoir une nouvelle illustration dans la première quinzaine de février : le marquis de Mirepoix, commandant l'armée de Provence en l'absence du maréchal de Belle-Isle, qui est à Paris, a voulu attaquer le long de la Riviera, c'est-à-dire conformément au plan tenacement défendu par les Espagnols, et d'ailleurs après avoir obtenu l'approbation de la Cour de Versailles. Il s'est heurté au refus d'obéir du marquis de Savailles, le commandant des troupes espagnoles, qui a prétendu devoir d'abord en référer à sa cour ! Vaines protestations à Versailles, le commandant espagnol étant aux ordres du marquis de Mirepoix. Huescar, l'ambassade extraordinaire d'Espagne à Versailles, donne raison à Savailles, et continue d'ailleurs à soutenir que d'Ahumada à Gênes n'est pas aux ordres du duc de Richelieu ! ! On voit le peu d'effet de la lettre autographe de Louis XV à Ferdinand VI en décembre !

(Voir Pallavicini au Sénat de Gênes, dépêche du 17 février 1748.)

pour le République un témoignage bien flatteur de l'amour de ses peuples et peut servir d'un nouveau garant aux généraux de l'armée combinée de l'accueil et des ressources qu'ils trouveront le long des Etats de la République dans le zèle et dans la bravoure des habitants, surtout s'ils seront en état de leur fournir les armes que les Piémontais ont eu soin de leur arracher ¹.

(En copie aux arch. de Gênes, L.-M. Francia, 2229-53.)

Dans le courant d'avril, le duc de Richelieu présume que l'offensive autrichienne aura lieu en direction de Chiavari, et abordera Gênes par l'est et le nord. A ce moment, les généraux autrichiens Braun et Nadasti disposent d'une soixantaine de bataillons, sans parler de la cavalerie démontée et de nombreuses troupes irrégulières. Il y en a à peu près autant, et toute l'armée piémontaise, pour empêcher le maréchal de Belle-Isle d'accourir de Provence au secours de Gênes. Evidemment, le duc de Richelieu n'a pas des forces très inférieures, mais il ne peut les masser, comme l'ennemi, sur un point éloigné de Gênes : d'avance il avertit qu'il ne pourra probablement résister qu'à partir de Rapallo : c'est laisser la presque totalité de la République, à l'est de Gênes, exposée sans défense à l'irruption autrichienne. Le 30 avril, à Aix-la-Chapelle, la France et l'Angleterre signent des préliminaires de paix, en invitant tous les belligérants à y adhérer, sous peine d'en perdre le bénéfice : la suspension des hostilités est immédiate en Flandre et aux Pays-Bas, mais en Italie, elle n'est stipulée, — s'il y a adhésion, — que pour le 15 juin.

Les ministres génois, à Aix-la-Chapelle et à Paris, déjà fort peu satisfaits du texte de ces préliminaires, et qui ignorent si le Sénat y adhérera, poussent des cris de détresse : au cours de ces six semaines l'offensive autrichienne prévue, si elle est rapide et brutale, peut entraîner pour la République d'immenses pertes, que la paix ne réparera pas. La défense risque d'ailleurs d'être complètement compromise par le refus possible de combattre, ou même la défection, des troupes espagnoles, car les ministres espagnols à Aix-la-Chapelle et à Paris sont violemment déçus des conditions faites à l'Espagne et il

1. Texte en français. Je crois utile de rappeler que c'est toujours en français que les envoyés génois écrivent aux ministres français, et toujours en italien qu'ils correspondent avec Gênes.

est impossible de prévoir la réaction de Madrid ¹ ! Le roi de Sardaigne, libre de ses mouvements, comme la cour de Vienne, peut d'ailleurs trouver opportun de se joindre à l'offensive autrichienne ! Les trois alliés de Worms sont d'ailleurs déjà engagés ensemble et à fond dans une nouvelle tentative pour conquérir la Corse. L'expédition anglo-austro-sarde est partie de Savone le 19 avril et a pris terre à Saint-Florent. Le 16 mai, elle attaque Bastia. Mais la capitale corse supporte stoïquement, animée par Spinola, le bombardement des Anglais, et repousse tous les assauts des Austro-Sardes. Le 17, une sortie victorieuse des assiégés contraint les assiégeants à la retraite. L'arrivée d'un petit corps de secours de 400 hommes, envoyé de Gênes, sous le commandement du marquis de Cursay, met la victoire hors de conteste. On est au 29 mai : ce même jour arrive à Gênes un nouveau renfort français de treize cents hommes. Pendant tout le mois de mai, on a armé fiévreusement bourgeois et paysans ². Il ne s'agit plus de tenir que quinze jours encore ! Mais la situation morale et juridique, au lendemain de la signature des préliminaires, a sur l'esprit des chefs de dangereuses incidences. On s'en rend compte en lisant cette lettre du duc de Richelieu au marquis de Puysieulx le 31 mai :

Il est bien bisare qu'avec des Préliminaires signés et ratifiés des deux Roys, le 10 de May, les hostilités soient plus fortes que jamais icy, mais ce que j'y trouve de plus fâcheux c'est d'avoir M. de Braun

1. Sur place, à Gênes, ce passage d'une lettre du duc de Richelieu à Puyzieulx, en date du 15 avril, donnera une idée des rapports entre les deux états-majors français et espagnol. Il était question de remplacer La Humada absolument ingouvernable, et le duc écrit :

Mais M. de Lamina ne souffrira jamais qu'un homme qui hait les Français autant que luy cesse d'être à portée de les faire enrager.

(Arch. des Aff. Etr., Paris, *ibid.*, vol. CXXIV.)

2. Le 8 mai, proclamation imprimée du duc de Richelieu aux paysans, en italien :

Noi Luigi Francesco Armando Duplessis Duca di Richelieu e di Fronsac, Pari di Francia... Luogo tenente generale delle Armate del Re, e Comandante in capite delle truppe di Francia, e Spagna, al soccorso della Serenissima Repubblica di Genova..., etc.

Par cette proclamation il promet solde, ration, et soins dans les hôpitaux du roi, aux paysans qui prendront les armes aux ordres d'officiers génois.

(Exemplaire aux Archives du quai d'Orsay, *ibid.*, vol. CXXIV.)

aussy près de moy et d'avoir lieu de croire qu'il va venir m'attaquer sans scavoir positivement si je dois l'attendre et le combattre, pour deffendre le Pays que le Roy m'a envoyé pour conserver, ou bien si je dois me retirer.

(Arch. des Aff. étr., Paris, *ibid*, vol. CXXIV.)

Mais fort heureusement, tout en avouant son incertitude sur ses droits et devoirs de belligérant, alors qu'on ne savait plus au juste si on était en paix ou en guerre, il faisait son métier de soldat et se gardait. Ayant chargé Chauvelin de se porter à la Bocchetta et de couvrir Gênes jusqu'à Arenzano, à 25 kilomètres à l'ouest de Gênes, il avait lui-même établi son quartier général à Casarza à cinquante kilomètres à l'est de Gênes et tenait tout le cours de la Vara parallèle sur une longueur de soixante kilomètres à la frontière orientale de la République. Pour tenir cette ligne, il disposait de 24 bataillons français, 6 Espagnols et 8.000 paysans armés. Chauvelin couvrait Gênes d'Arenzano à la Bocchetta avec 8 bataillons français, 4 Espagnols et 4.000 paysans ¹. Les forces de l'ennemi étaient bien supérieures en nombre et autrement homogènes ! Le 7 juin, à 6 heures du soir, l'offensive autrichienne se déclenche sur tout le front du duc de Richelieu, et avec une égale violence sur tous les points. A la gauche de notre ligne de défense, les Espagnols perdent Borzonasco et Bocco et les Autrichiens s'avancent dans la direction de Chiavari pour couper la communication du duc de Richelieu avec Gênes. Mais à ce moment décisif, la vieille, l'éternelle querelle qui séparait depuis plus de deux ans Espagnols et Français s'oublie dans l'élan de la sainte camaraderie du combat. Toutes les passions mesquines se purifient soudain à la grande flamme de l'honneur militaire. M. de Crussol, envoyé en toute hâte par le duc de Richelieu, pour se rendre compte de la situation, signale l'urgence d'un envoi de renforts, et à minuit le duc de Richelieu envoie à son collègue espagnol le régiment de Bourgogne et celui de Périgord. Mais le marquis de La Humada ne veut pas laisser

1. Ces chiffres dans un état des troupes annexé à la dépêche du 9 juin adressée par le duc de Richelieu au comte d'Argenson (Archives du ministère de la guerre, Paris, vol. 3.291. Italie, avril-mai-juin 1748).

aux Français l'honneur de rétablir la situation compromise et ramène ses troupes à la charge ! Elles reprennent toutes les positions perdues ! Les Autrichiens ne passeront pas ! Les Français avaient au reste assez à faire sur leur propre front : les Autrichiens tentent de franchir la Vara... San-Pietro, Cembrano et Salino tombent entre leurs mains, mais les Français les reprennent et l'ennemi est rejeté définitivement au nord de la Vara. Mais, écrit le duc de Richelieu dans sa lettre du 9 juin au comte d'Argenson à laquelle j'emprunte ces détails :

Dans le peu de temps que les Ennemis ont été à St-Pietro di Vara, à Cembrano et à Salino, ils y ont fait éprouver toutes les horreurs de la guerre la plus cruelle, ils ont brûlé ce qu'ils ont pu et pillé tout et ces lieux sont à présent un objet de desolation et de pitié.

(Archives de la Guerre, Paris, vol. 3.291. Italie, 1748)

Pendant que l'offensive autrichienne se développait ainsi sur la ligne de la Vara, Chauvelin, inquiet pour sa communication avec le duc de Richelieu, rappelait ses troupes postées à l'ouest de la Bocchetta — vers Arenzano — pour s'étendre au contraire à l'est le long de la Scrivia jusqu'à Torrighia. A Gênes l'inquiétude était à son comble. Allait-on ainsi, au dernier moment, perdre le résultat de quatre ans de ténacité et d'héroïsme ! Le Sénat fit partir d'urgence comme envoyé extraordinaire au maréchal de Belle-Isle M. de Palavicini, adjudant général et frère du ministre de Gênes à Paris,

pour lui exposer le péril manifeste où sont tous les Etats de la République d'être saccagés et détruits par les troupes autrichiennes dont les généraux affichent cette cruelle résolution qu'ils ont déjà commencé d'exécuter à St-Pietro di Vara et à Salino ¹.

Mais l'armée de Provence aurait-elle le temps, à supposer qu'elle en eût les moyens, d'envoyer les renforts si anxieusement demandés ?

1. Lettre de Chauvelin au comte d'Argenson, Gênes, 10 juin 1748, Archives du ministère de la guerre, Paris, vol. 3.291. Il écrit au moment où la délibération vient d'être prise. Il était venu à Gênes pour rassurer les esprits, dire qu'on tiendrait. Mais les amers souvenirs de septembre 1746 revenaient dans toutes les mémoires et le Sénat crut indispensable de pousser ce cri d'appel vers l'armée de Provence.

Le même jour, 10 juin, le Sénat recevait avis du duc de Richelieu que la reine de Hongrie avait accédé aux préliminaires ! Le duc avait aussitôt envoyé un tambour au général Braun pour lui demander ses intentions. Il y avait lieu évidemment de poser la question, l'acte d'accession de la reine de Hongrie ne prévoyant la fin des hostilités que pour le 15 juin et ne faisant aucune mention des Génois ! L'amiral anglais Byng, d'autre part, venait d'informer le duc de Richelieu qu'il ne cesserait les hostilités que le 23 juillet, conformément aux termes des préliminaires en ce qui le concernait. Le 12 juin, cependant, le général Braun faisait connaître au duc de Richelieu qu'il acceptait d'avance sa date pour la suspension d'armes. Le duc lui envoya aussitôt M. de Crussol, maréchal de camp, pour en régler les détails. Or, dans la nuit du 12 au 13, M. de Nadasti attaqua la Bocchetta ! Un parti de Croates pénétra jusqu'à Ponte-Decimo à deux lieues de Gênes ! Chauvelin en bataille sur la ligne de la Bocchetta au col de la Scoffera à l'est, était hors d'état de défendre le secteur de l'ouest. Tout ce qu'il put faire, ce fut de jeter 500 hommes et quelques compagnies franches à Voltri, sous le commandement de M. de Roquépine, avec ordre de se replier sur Gênes par mer si Voltri était cernée. Pendant ce temps M. de Crussol envoyé à San-Pietro di Vara pour régler la suspension d'armes n'y trouvait qu'un officier autrichien sans pouvoirs pour conclure et venu seulement pour écouter ! Pendant qu'ils discutaient, les Autrichiens déclenchèrent une deuxième attaque sur les lignes espagnoles ! Les Espagnols commandés sur ce point par le marquis de Moya, réagirent avec autant de vigueur qu'ils l'avaient fait quatre jours auparavant, et furent aussitôt soutenus par les grenadiers de Bourgogne, du Périgord et du Royal Bavière. Les Autrichiens eurent trois cents tués, cent quarante prisonniers et durent se replier ¹. Dans le même temps, Chauvelin, sur ses lignes de la Bocchetta à la Scoffera, décourageait Nadasti de prolonger son attaque. La discussion continua sur l'armistice. Il y avait difficulté pour les Espagnols, car le roi d'Espagne

1. Rapport du duc de Richelieu au comte d'Argenson, camp de Gasarza, 18 juin 1748 (Arch. de la guerre, Paris, vol. 3.291). Ce rapport a dix-neuf pages et constitue un document du plus haut intérêt.

n'ayant pas accédé aux préliminaires, les Autrichiens refusaient de les comprendre dans la suspension d'armes. On décida qu'ils se retireraient à Rapallo, perdant ainsi contact avec les Autrichiens, et cependant à portée, le cas échéant, de soutenir les Français. Leur général, La Humada, passant d'une animosité violente à une camaraderie enthousiaste, déclara au duc de Richelieu que si les Autrichiens violaient l'armistice, les ordres du roi d'Espagne lui-même ne l'empêcheraient pas d'accourir au secours des Français dès le premier coup de feu ! Et le duc de Richelieu, dans cette lettre du 18 juin au comte d'Argenson d'où je tire ces détails, ajoute à ce propos en parlant de son collègue espagnol :

Je ne puis vous dire toutes les protestations qu'il me fit comme si nous n'avions jamais eu la moindre dispute, et je vous prie de marquer à M. le duc d'Huescar combien je me loue de luy dans l'affaire du 12, des Espagnols, et du marquis de Moya, en particulier, comme effectivement ils méritent tous de grandes louanges ¹.

Mais si le redoublement des périls, et la victoire, avaient opéré le miracle de rétablir plus belle que jamais la fraternité militaire franco-espagnole des premiers temps de la guerre, les mêmes circonstances avaient provoqué dans l'armée autrichienne un redoublement de mauvaise foi et de fureur. Au cours de ces derniers jours d'hostilité ils redoublent leurs exactions, et abusent de l'incendie et du pillage. De la seule ville génoise de Gavi, qu'ils occupent sur le revers nord

1. Variante intéressante dans la lettre du même jour au marquis de Puyzieulx :

Vous verrez, Monsieur, que je n'ay jamais eu de satisfaction des Espagnols que dans le temps que le plus raisonnablement j'en devois tout craindre. La victoire nous a réunis, M. de la Humada et moi, et nous sommes dans la plus étroite union, dont j'ay fait à la vérité tous les frais et les avances mais où il a répondu à merveille. Je vous demande en grace de vouloir bien marquer à M. le duc d'Huescar combien je m'en loue, et à quel point M. le M^{re} de Moya mérite d'applaudissements et de récompense pour l'action brillante qu'il a faite.
(Archives des Affaires étrangères, Paris, Correspondance politique de Gênes, vol. CXXIV.)

Il y a d'ailleurs émulation parmi les Français à louer dignement cette belle rentrée en scène des Espagnols. Chauvelin, dans sa lettre du 14 juin au comte d'Argenson faisant allusion à la reprise de la position de Borzonasco le 7, écrit, d'après le rapport qu'il vient de recevoir du duc de Richelieu :

Tout l'honneur et tout le succès ont été pour les troupes espagnoles.
(Archives de la Guerre, Paris, *ibid.*)

de l'Apennin, il sort les 11 et 12 juin cent soixante chariots remplis de butin ! Ce n'est que le 14 au soir, que les militaires échangent les signatures du règlement d'application pour la cessation des hostilités, et ce n'est que le 15 à midi que cette cessation est à la fois proclamée et effective ¹ !

A Versailles, les ministres français informés de la grande attaque du 7 juin, et stupéfaits de voir l'esprit des préliminaires si outrageusement violé, alors que la guerre avait effectivement cessé en Flandre et aux Pays-Bas depuis plus d'un mois, manifestaient à grands cris leur indignation. Puyzieulx écrivait à Pallavicini le 18 juin :

Le Roy a envoyé hier ordre à M. le Maréchal de Belle-Isle de demander aux généraux du Roy de Sardaigne le passage pour aller à votre secours et de le prendre de force si on luy refuse, de sorte que malgré l'accession de ce Prince et notre acceptation, les hostilités continueront contre lui si elles ne cessent pas contre vous ².

Mais enfin, au moment où cette lettre justement indignée et vigoureuse, était écrite, les hostilités avaient cessé, même contre Gênes ! Elles avaient duré de la part de l'Autriche jusqu'à la dernière minute, dans la pensée, comme le disait fort bien Pallavicini le 17 juin,

de s'établir jusqu'à la conclusion du traité définitif dans les territoires au levant de Gênes, pour les faire servir, en quelque manière, de contrepoids à la Flandre autrichienne, dont les Français étaient les maîtres ³.

1. Même alors, le duc ne se rassure pas ! L'expérience qu'il vient de faire le met en garde contre la façon de l'Autriche d'observer les conventions. Trois jours après en effet il écrit au marquis de Puyzieulx :

La mauvaise foi de la Cour de Vienne a été poussée icy au dernier degré...

Je pense que trente Bataillons qui passeroient icy avec la diligence la plus rapide suffiroient à peine pour ôter la tentation et les moyens que l'Imperatrice pourroit avoir de s'emparer de la Rivière du Levant et du golfe de la Spezzia et barrer le chemin de l'Infant à la première querelle d'Allemand qu'elle trouvera facilement moyen de faire quand ses arrangemens seront pris...

(Le duc de Richelieu au marquis de Puizieux, au camp de la Gasarza, 18 juillet 1848, Archives des affaires étrangères, Paris, *ibid.*, vol. CXXIV.)

Toutefois ses craintes, cette fois, ne se vérifièrent pas.

2. Aux archives de Gênes, *ibid.*, jointe à la dépêche de Pallavicini du 20 juin 1748.

3. ... e ciò in vista di stabilirsi fino alla conclusione del trattato definitivo nella Riviera di Levante, destinandola a servire in qualche modo di compenso alla Fiandra di cui li Francesi sono in possesso.

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Paris, 17 juin 1748. Archives de Gênes, *ibid.*, 2229-53.)

Ce calcul était heureusement déjoué, grâce à la vigilance du duc de Richelieu et à la vigueur dont venaient de faire preuve tous les défenseurs de Gênes ! La guerre avait fait large mesure à la vaillante République et à ses alliés ! Il ne nous reste plus qu'à voir, dans le chapitre suivant, et dernier, si la paix qui s'apprêtait, et qu'annonçaient les préliminaires d'Aix-la-Chapelle, allait leur rendre justice !

CHAPITRE IV

Les préliminaires, et la paix d'Aix-la-Chapelle. Conclusion. (Avril-Octobre 1748.)

On avait commencé à parler de paix dès septembre 1746. Les Hollandais en avaient pris l'initiative, et des plénipotentiaires hollandais, anglais et français s'étaient réunis à Breda ; mais ces négociations n'ayant été qu'une tentative d'encerclement diplomatique de la France, et un effort pour l'empêcher de suivre le cours de ses victoires, il avait bien fallu les rompre, en avril 1747 ¹. Mais désormais l'idée de paix était en marche et, sous la pression de l'opinion dans tous les pays belligérants, las et accablés par les charges financières de la guerre, — car « aucun des deux partis, écrivait Pallavicini le 3 octobre 1747, ne voulait se donner le tort aux yeux de l'Europe de refuser ou d'éviter la paix » ² — on se

1. Il faut les compléter par d'autres poursuivies en même temps à Lisbonne, toutes d'ailleurs extrêmement confuses et dénuées de sincérité. Du point de vue génois, elles n'offrent quelque intérêt que par l'idée de doter Don Philippe, sans ennuyer personne, en lui donnant... la Corse !! Sir Richard Lodge prétend, mais ne prouve pas, que c'est au point de départ une *insinuation* espagnole, datant de novembre 1746. Ce serait honteux si c'était vrai (Gênes, l'alliée de l'Espagne étant à ce moment sous le talon de l'Autriche), mais ce n'est pas du tout établi ! D'après Lodge, la France y met immédiatement son veto :

But France, very creditably refused to allow Genoa to suffer more than it had done already.

(*Studies*, p. 211.)

Mais les Anglais, malgré les répugnances sardes et autrichiennes, insistent sur cette idée, *leur* idée. Et alors Macanaz, le négociateur espagnol, dit non, catégoriquement, pour les mêmes raisons de convenance morale, et aussi d'ailleurs, parce que la Corse, même avec le titre de roi, n'était pas un établissement suffisant pour le frère d'un roi d'Espagne et le gendre d'un roi de France (*ibid.*, p. 237.)

2. *Mi si dice... che ni uno de due partiti volendo avere nanti l'Europa il torto di rifiutare, od evitare la Pace, si darà generalmente la mano alla riapertura in Aix-la-Chapelle delle conferenze di Breda.*

(Gian Francesco Pallavicini au Sénat de Gênes, Paris, 3 octobre 1747. Arch. de Gênes, *ibid.*, 2227-51.)

mit d'accord pour reprendre à Aix-la-Chapelle les conférences interrompues de Breda. La façon dont elles allaient se présenter pour la République de Gênes fut indiquée fort nettement par Puyzieulx à Pallavicini dès les premiers jours d'octobre 1747 : Au point de vue procédure, Gênes serait, bien entendu, tenue au courant des pourparlers en vue de l'ouverture de ces conférences, et représentée par un plénipotentiaire si les alliés de l'Angleterre l'étaient eux-mêmes. Au point de vue des stipulations à exiger : si la France était fermement résolue à exiger le rétablissement de la République dans son état territorial d'avant-guerre — ce qui impliquait l'annulation, en ce qui concernait Gênes, du traité de Worms, contre lequel elle s'était si justement dressée — il fallait renoncer, la situation militaire étant ce qu'elle était en Italie, et tout le territoire génois à l'ouest de Gênes, sauf Vintimille assiégée, étant occupé par les armées piémontaise et autrichienne, à exiger les agrandissements prévus au traité d'Aranjuez. La France, malgré sa conquête de tous les Pays-Bas autrichiens et d'une partie de la Hollande, ne demanderait pas pour elle un pouce de territoire de plus qu'elle n'avait avant la guerre, se contentant de la restitution de Louisbourg, dans l'îlot de Cap-Breton, à l'embouchure du Saint-Laurent, que les Anglais lui avaient pris en juin 1745. C'était donc en rendant ses propres conquêtes que la France se proposait d'obtenir ce rétablissement du *statu quo ante bellum* pour ses alliés malheureux — Gênes en première ligne, — et son désintéressement, qu'elle donnait comme exemple, pour la restauration de la paix générale, lui donnait bien le droit d'espérer que ses alliés lui épargneraient au moins des récriminations ! Le marquis de Saint-Séverin, que tout le monde donnait comme devant être le plénipotentiaire français aux futures conférences ¹, tint

1. Et qui le fut en effet. Pallavicini dit de lui, le 12 octobre 1747 :

Il passe non sans raison pour un des hommes les plus altiers et les plus indociles qu'il y ait en France, mais en même temps, pour l'un des plus intelligents et des mieux informés.

Il se faisait prier pour accepter cette mission, et disait qu'il ne l'accepterait qu'à une condition : que la France n'eût pas l'air au congrès de mendier la paix, alors que ses ennemis en avaient encore plus besoin qu'elle, et alors que ses éclatantes victoires et ses conquêtes lui permettaient d'y parler si haut !

naturellement le même langage à Pallavicini, qui s'était empressé d'aller plaider auprès de lui, comme il venait de le faire auprès du ministre des affaires étrangères, la thèse génoise. Cette thèse, le ministre génois la développait avec autant d'intelligence et de justesse que de chaleureuse énergie : thèse fort simple d'ailleurs. Les deux couronnes de France et d'Espagne, maîtresses de gages de valeur immense : toute la Flandre, — cette Flandre si fabuleusement riche, fertile, peuplée et si merveilleusement placée pour la paix et pour la guerre ! — toute la Savoie, et tout le comté de Nice, avaient bien le droit et les moyens de dicter la paix et d'exiger un règlement avantageux et pour elles-mêmes et pour leurs alliés !

— Vous oubliez, répliqua Saint-Séverin, l'établissement de l'Infant en Italie, qui exige aussi un vaste territoire, tout entier en ce moment aux mains des Austro-Sardes ! — Rien qu'avec la Flandre, rétorqua Pallavicini, vous faites contre-poids à tout, et l'Espagne, qui a le premier intérêt, moral tout au moins et de prestige, à l'établissement de l'Infant, peut bien y mettre un peu du sien en acquérant l'appui des Anglais par quelques concessions opportunes de commerce dans ses vastes colonies !

Là-dessus, le comte de Saint-Séverin eut une nouvelle réplique, dont le caractère étrange fit s'exclamer son interlocuteur génois, et qui peut bien, à près de deux siècles de distance, nous faire exclamer à notre tour :

que le Roi de France, ayant à plusieurs reprises et spontanément offert de rendre ses conquêtes de Flandre, les ennemis en étaient presque venus à considérer qu'ils avaient comme un droit à réclamer cette restitution sans rien donner en échange¹ ! — Oui, peut-être, répliquait de nouveau Pallavicini, si les ennemis avaient aussitôt accepté cette offre de paix, mais, depuis, les hostilités ont continué et la France, par conséquent, a repris tout son droit sur ses conquêtes ! D'ailleurs, depuis cette offre, elle a conquis encore

1. *Il Sig. Conte mi motivò che avendo il Re più volte spontaneamente offerto di rendere le sue conquiste di Fiandra, gli Alleati venivano ad averne quasi acquistato un jus di ripeterle senza altro compenso.*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Paris, 14 octobre 1747. Arch. de Gênes, *ibid.*)

Je condense dans ce dialogue entre Pallavicini et Saint-Séverin plusieurs dépêches du ministre génois, et en mettant au style direct ce qui s'y trouve le plus souvent en style indirect, mais toutes les formules essentielles sont littéralement traduites.

toute la Flandre hollandaise, pris Berg-op-Zoom, clef de la Zélande, et tous les ports de l'Escaut !

Et en ce qui concernait la pleine et juste satisfaction de Gênes, c'est-à-dire l'exécution du traité d'Aranjuez, il s'agissait de peu de chose au fond, la reprise et la garantie de ces fiefs impériaux en bordure ou même en enclave sur toute sa frontière nord, garantie indispensable de sa sécurité ultérieure.

— Précisément, parce que c'est peu de chose au fond, on ne pourra en faire dépendre la paix, dit impatienté Saint-Séverin ! — Et pour la même raison donc, les ennemis ne voudront pas, pour si peu, continuer la guerre, reprit le Génois. La France manquerait à son honneur et à son devoir à l'égard d'une alliée qui a tant souffert, et si hautement mérité de la cause commune, si elle mettait moins d'énergie à lui faire obtenir satisfaction, dans des demandes légitimes, stipulées par traité, que les alliés du Roi de Sardaigne n'en mettront à le soutenir dans des prétentions si notoirement injustes !

Mais les ministres génois n'obtiendront pas l'engagement de soutenir à fond, jusqu'à la rupture inclusivement, l'agrandissement de la République stipulé au traité d'Aranjuez. On estimera à Versailles que rétablir dans son intégrité de 1740 le territoire génois constitue tout ce que la France pourra obtenir et ce qu'elle se doit à elle-même, à tout prix, d'obtenir pour son alliée, dont le territoire est pour moitié aux mains de l'ennemi. La France est financièrement exténuée ; les expédients auxquels elle doit avoir recours pour faire face à ses charges ne le révèlent que trop aux yeux de toute l'Europe ; son commerce maritime est détruit par les corsaires anglais ¹ ; elle a perdu non seulement la précieuse forteresse de Louisbourg, son Dunkerque canadien, mais elle a failli perdre encore Madras aux Indes, elle est menacée de perdre Pondichéry, et l'opinion réclame la paix à tout prix, quitte natu-

1. Il est vrai que le commerce anglais ne souffre pas moins des corsaires français et espagnols : ensemble, les corsaires des deux nations ont enlevé, au cours de cette guerre, 3.127 navires anglais ! Nous en perdons 2.185 et les Espagnols 1.360.

(D'après J. Tramond, *Manuel d'Histoire maritime de la France*, Paris, Challamel, 1916.)

rellement à protester violemment, *après*, si on achète cette paix trop cher ! La dépression de l'esprit public en France fut aggravée dans la deuxième quinzaine de novembre (1747) lorsqu'on apprit le combat naval que venait de livrer au large du cap Finisterre, le 25 octobre, le chef d'escadre L'Etanduère, avec 8 vaisseaux contre l'escadre anglaise de Hawke, forte de 14 vaisseaux. Après un combat de près de dix heures, nous avions perdu six de nos vaisseaux, mais du moins le convoi de près de trois cents voiles que L'Etanduère était chargé d'escorter et de conduire des Antilles en France avait-il pu s'échapper et arriver dans nos ports. Malgré cette raison de se consoler un peu, la consternation est grande à Paris et dans nos ports. On n'oublie pas que les Anglais ont poussé l'audace un an avant jusqu'à jeter huit mille hommes dans une baie bretonne et ont failli incendier Lorient avec les énormes richesses qu'il contient ! C'est cette guerre anglaise sur mer, en Amérique et dans l'Inde, aggravée du désastre final de l'entreprise de restauration des Stuarts, un an avant, qui met l'opinion française hors d'elle-même et l'empêche d'apprécier les énormes gages continentaux conquis, à leur juste valeur, immensément supérieure ! Les envoyés génois, qui n'ont pas nos nerfs, se rendent mieux compte des valeurs comparées de nos pertes et de nos gains et s'étonnent et s'affligent — inquiets pour eux-mêmes — de cette facilité aux abandons qui caractérise notre état d'esprit, en haut comme en bas, au moment où les négociations définitives vont commencer.

A ces négociations, il fut bientôt décidé que tous les belligérants prendraient part directe, par plénipotentiaires, et on se mit à travailler aux désignations, et à l'établissement des passe-ports. Gênes avait maintenu à Paris, nous l'avons vu, Francesco Maria Doria, qu'elle avait voulu envoyer en janvier comme ambassadeur extraordinaire à Londres, pour essayer de s'expliquer, et que Londres n'avait pas voulu recevoir, Gênes ayant déjà dans cette capitale un ministre, malgré la guerre menée à outrance, mais non déclarée ! Ce patriote disponible, réservé pour la première mission qui se présenterait, elle le désigna naturellement comme son plénipotentiaire à Aix-la-Chapelle. Il fallait pour s'y rendre, bien entendu, un passeport autrichien, et Vienne eut l'air d'abord de le

refuser pour une raison inouïe qui vaut bien d'être dite, pour montrer jusqu'où pouvait aller, dans le mépris du droit, cette cour que des historiens trop complaisants ont représentée dans cette guerre comme une irréprochable victime ! Pallavicini en rend compte dans sa dépêche à Gênes du 12 décembre 1747 :

M. le Marquis de Puyzieulx m'a dit que la cour de Vienne, si absurde que ce soit, n'en a pas moins grande envie de faire passer les Génois pour une nation qu'elle a subjuguée et qui s'est mise ensuite en état de rébellion... J'ai répondu que, pour soutenir une pareille théorie, il faudrait que Gênes eût, à un moment quelconque, reconnu, par acte formel, la souveraineté de l'Autriche ; qu'elle eût prêté un serment de fidélité, ou tout au moins procédé à cette reconnaissance par une acclamation publique ; qu'en fin de compte, à l'époque même où des étranges choses et tant d'odieuses violences se passaient à Gênes, les ministres et les officiers de l'Impératrice, bien loin de regarder les Génois comme des sujets de leur souveraine, avaient sans interruption traité la République comme un Etat libre, et cela tant dans leurs paroles que dans leurs écrits ; et l'Envoyé de la République avait continué à exercer à Vienne son ministère sans la moindre contradiction ¹ !

La prétention autrichienne était, en effet, véritablement énorme, et on pourrait croire qu'il n'y avait là qu'un accès de mauvaise humeur inintelligente, si nous n'avions pas la preuve que c'était au contraire la suprême et vaine manifestation d'un dessein depuis longtemps arrêté. Et en effet, pendant les

1. *Mi disse che la Corte di Vienna, per quanto fosse ciò assurdo pure aveva una gran voglia di far passare i Genovesi come una Nazione da lei soggiogata, e poi ribellata... Risposi... sarebbe stato indispensabile un formale riconoscimento di Sovranità, una prestazione di giuramento di fedeltà o almeno una pubblica acclamazione in Sovrano ; che non vi era neppur l'ombra di alcuna di queste cose... che finalmente, nel tempo stesso in cui si strane cose e si odiose violenze si passavano in Genova, i ministri ed ufficiali della imperatrice ben lontani dal riguardare i Genovesi come sudditi della loro Sovrana, avevano senza interruzione trattato la Rep^a come uno Stato libero, tanto in voce quanto in iscritto, ed ildi lei Inviato aveva continuato di esercitare in Vienna doveri del suo ministero senza la minima contraddizione.*

(G. F. Pallavicini au Sénat de Gênes, Paris, 12 décembre 1747. Archives de Gênes, *ibid.*, 2227-51.)

Ce dernier point vise le fait que le ministre de Gênes continua, en effet, de résider à Vienne, en cette qualité, pendant toute la durée de l'occupation de Gênes par les Autrichiens. Ce n'est qu'à la fin décembre 1746, que la légation génoise reçut du gouvernement autrichien l'ordre de quitter Vienne. Le raisonnement de Pallavicini est irréprochable.

longues années de la lutte, et en vue de soutenir ses prétentions lorsqu'on traiterait, la cour de Vienne avait suscité un effroyable in-folio d'un millier de pages, en latin, pour y soutenir la thèse, qu'en droit, la République de Gênes tout entière, et tout ce qui dépendait d'elle, était terre d'empire ! Cette monstrueuse dissertation dont la préface est datée de Vérone, le 28 février 1748, était au moment des négociations d'Aix-la-Chapelle, en cours d'impression à Hanovre. Je l'ai parcourue dans l'exemplaire qu'en possède la bibliothèque de la ville de Gênes. Qu'il me suffise d'en donner le titre assez significatif : *Imperii Germanici jus ac Possessio in Genua Ligustica ejusque ditionibus a primis originibus usque huc repetita ac vindicata fide monimenlorum tum impressorum tum anecdolorum*, etc.

Et pour plus de clarté, voici les titres des chapitres ix et x où se résument les conclusions :

IX. *Cuncta quae Genua in civitate et extra illam habet sunt imperii Romano-Germanici, omnia hinc regalia, omnesque provenlus.*

X. *Genua et quicquid ei subditum est Imperio asserla.*

Evidemment, ces beaux titres eussent été produits par les négociateurs autrichiens d'Aix-la-Chapelle si l'armée autrichienne avait réussi à se maintenir à Gênes, ou à la reprendre, et si les Français n'avaient pas triomphé dans les Flandres ! Mais la guerre ayant tourné comme elle l'avait fait, il n'y eut plus qu'à laisser retomber cet in-folio dans son néant ¹ !

Vienne n'insista donc pas sur sa prétention de traiter la République de Gênes comme une province rebelle, à exclusion du congrès de la paix, mais ne renonçant qu'à regret, et le plus lentement possible, aux procédés blessants, elle affecta d'abord de ne vouloir envoyer de formule de passeports que pour le plénipotentiaire de la France, laissant tomber dans le vide la demande, présentée par la France, de passeports pour les plénipotentiaires de l'Espagne, de Gênes et du duc de Modène. Sur les *qualités* mêmes proposées pour les plénipotentiaires

1. Il mérite d'en sortir un instant, ici, comme témoignage des plus basses besognes que le cynisme politique exige parfois de la pseudo-histoire ! Et on a tenté parfois, assez souvent même, d'idéaliser la diplomatie de Marie-Thérèse !

français et autrichien il y avait difficulté : le ministère français n'entendait reconnaître comme qualité au plénipotentiaire de Vienne que celle de *plénipotentiaire de la cour de Vienne*, pour n'avoir pas à reconnaître, avant toute discussion, le titre impérial qui faisait précisément au début, pour la France, toute la raison de la guerre. A quoi, Vienne répondit qu'elle voulait bien mais que, de son côté, elle ne donnerait à l'envoyé français, dans son passeport, que la qualité de *plénipotentiaire de la cour de Versailles*. Cette prétention fut aussitôt rejetée à Versailles pour cette raison évidente que la reine de Hongrie n'avait pris le titre d'impératrice qu'*après la déclaration de guerre*, tandis que le roi de France avait bien le droit d'exiger qu'il reçût tous les titres que la cour de Vienne lui avait donnés dans la déclaration de guerre elle-même ! Finalement, cette difficulté entre Versailles et Vienne fut tournée par l'expédient suivant : les plénipotentiaires français et autrichien se contenteraient, l'un et l'autre, de leur passeport hollandais ! Entre temps, l'Autriche s'était résignée à envoyer des passeports pour le représentant de la République de Gênes au congrès, et pour celui du duc de Modène. Mais une autre difficulté se présenta : dans le passeport du plénipotentiaire génois, la République était nommée tout sèchement sans son titre, c'est-à-dire sans son titre de *Sérénissime*, qui était par contre donné sans droit au duc de Modène ! Doria refusait de partir, trouvant l'omission irrégulière et blessante en fait, et peut-être par l'intention. Puyzieulx lui conseilla de partir tout de même, et de faire rectifier à Aix-la-Chapelle. Lui-même avait signalé cette irrégularité à Lord Sandwich, le plénipotentiaire anglais, ce qui équivalait à une protestation. Mais cela ne pouvait suffire à calmer la fière susceptibilité d'un Génois et d'un Doria ! Le ministère français des affaires étrangères demanda donc à Vienne un passeport qui fût établi dans toutes les règles. Un second fut en effet envoyé, daté de Vienne le 22 janvier 1748. Mais on jouait de malheur : si dans le premier, le titre essentiel de la République de Gênes ne paraissait pas, dans le second *on en avoit totalement supprimé le nom*... Et, en effet, dans la copie de ce passeport, jointe à la dépêche de l'envoyé génois demandant là-dessus des instructions à son gouvernement, j'ai vainement cherché

le nom de Gênes ! En revanche, aucun des titres de Marie-Thérèse n'est omis : il y en a vingt et un ! Le marquis Doria est nommé avec ses titres personnels, mais on ne voit pas qui il vient représenter à Aix-la-Chapelle ! La pièce, au reste, est curieuse ¹, fort longue, et en un latin assez décent, où la langue de Cicéron s'adapte aux choses les plus modernes. On sait d'ailleurs que le latin restera la langue de la chancellerie impériale jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Mais enfin toutes ces difficultés préliminaires de procédure furent aplanies : il se trouva que Vienne avait pris le parti, dans la rédaction de tous ses passeports, de ne nommer que le plénipotentiaire lui-même sans désigner le prince représenté.

Entre temps le plénipotentiaire français était enfin nommé : c'était bien le comte de Saint-Séverin, comme on l'avait fait pressentir. Pallavicini disait beaucoup de bien — nous l'avons vu plus haut — de son intelligence et de l'étendue de ses connaissances. Il ne louait pas son caractère, très hautain assurait-il, mais cela même, en l'espèce, était un éloge de plus, car

1. Je ne résiste pas à la tentation d'en donner quelques extraits :

Maria Theresia, divina favente clementiâ, Romanorum Imperatrix, Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae et Slavoniae Regina, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae et Carnioliae, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis Goritiae et Gradiscae et Dux Lotharingiae et Barri, Magna Dux Hebrutiae, Universis et singulis Generali nostro Locum tenenti, Campi mareschallis, Generalibus Equitatus, Supremis rei Tormentariae Praefectis, Campi Mareschalli locum tenentibus, Supremis Vigiliarum Praefectis, Capitaneis eorumque locum tenentibus, Vexilliferis et aliis quocumque militari officio fungentibus cujuscumque Nationis, Status, Gradus, Ordinis, Dignitatis et Praeeminentiae existant, praesentes Nostras visuris, lecturis, aut legi audituris, Gratiam nostram Caesareo-Regiam et omne bonum ; —

Cum inter Europae Potentias praesenti bello implicatas convenerit ut pertractendis Pacis universalis articulis conferentiae in Civitate Imperiali Aquisgrani instituantur ; Nosque requisitae fuerimus quo Patentes Nostras liberi itineris litteras pro D^o Marchese D'Oria, etc., etc., expediri jubeamus, etc., volumus, disertim mandamus, ac vobis hisce injungimus... ut sinant, permittant ac patiantur eosdem per quoscumque Pagos, civitates aut loca praenominatam civitatem Aquisgranum adire, in eodem permanere, ac inde revertere quotiescumque iisdem liberit. ... exhibendo illis quaecumque amicitiae et urbanitatis, Benevolentiaeque genera ; (Dabantur in Civitate nostra Viennae, Die 22 Mensis Januarius, anno 1748.)

Evidemment on est un peu surpris, dans la liste des titres de Marie-Thérèse, de trouver encore *Dux Burgundiae*, et même *Dux Lotharingiae*, mais on sait que les chancelleries sont très conservatrices et conservent longtemps sur le papier ce qui a été perdu en réalité. On sait que le roi d'Angleterre prenait encore, officiellement, le titre de *Roi de France*, et ne cessera de le prendre qu'à partir du jour où le Premier Consul Bonaparte, à la paix d'Amiens, lui fera remarquer l'impropriété de ce titre !

il fallait de la fermeté dans cette longue et difficile négociation. Et en eut-il assez ?

Au moment où se posait la question des instructions définitives à rédiger pour le plénipotentiaire français, le ministre des affaires étrangères fit un nouveau sondage auprès de Pallavicini et de Doria, pour se rendre un compte plus précis de ce que voulait absolument la République et de ce sur quoi elle pourrait se résigner à n'être pas tout à fait satisfaite. Le principe de Gênes, nous l'avons vu, était net : demander l'exécution pure et simple des promesses d'Aranjuez. Elle estimait que la situation militaire présente franco-hispano-génoise, et les services rendus à l'alliance par Gênes, lui permettaient cette insistance. Au moment de la signature du traité d'Aranjuez, l'Italie était fermée, purement et simplement, aux armées franco-espagnoles : c'est Gênes qui avait rendu possible la merveilleuse campagne de 1745, la conquête de Milan, Parme et Plaisance. Si on avait reperdu tout cela, si Gênes avait été occupée, et presque tout le territoire de la République envahi, ce n'était certainement pas sa faute ! Si ensuite, abandonnée par ses alliés, elle s'était redressée si miraculeusement, et avait reconquis sa capitale et sa liberté, c'était bien à elle seule qu'elle le devait ! Si ensuite, l'armée de secours hispano-française (française aux trois quarts et espagnole pour un quart) lui avait permis de ne pas retomber sous le joug de l'Autriche, et de sauver la moitié de son territoire, elle avait contribué elle-même courageusement, tenacement, à cette troisième phase de la lutte, sans jamais connaître la moindre défaillance. Elle avait donc le droit de compter, dans la phase des négociations, sur le concours énergique et intransigeant des cours de Versailles et de Madrid ! Ses demandes se résumaient à trois : 1^o restitution de *tout* son territoire de 1740, c'est-à-dire avec le marquisat de Finale ; 2^o restitution de ces cinq terres, que par une véritable fraude, et l'inadvertance des négociateurs, aux préliminaires de la paix de Vienne en 1735 — après une guerre où elle n'était pour rien ! — le roi de Sardaigne s'était fait donner par l'Autriche. Ces *cinq terres* étaient les unes des biens immémoriaux de la République, en toute souveraineté ; les autres, il est vrai, fiefs impériaux, mais sur lesquels la souveraineté pratique de la République était égale-

ment immémoriale ; 3^o acquisition, à titre de compensation du dommage subi, dans une guerre qu'elle n'avait provoquée à aucun degré, et à titre également de garantie de sécurité pour l'avenir, de certaines terres, d'ailleurs contestées, fiefs impériaux, entre Gênes et ses voisins, au nord et nord-est de sa frontière, toutes en bordure ou en enclave le long de cette frontière. Et c'est là, il faut bien le dire, que le ministre des affaires étrangères et le plénipotentiaire français ne voyaient plus clair parce que — il faut bien le reconnaître — les Gênois eux-mêmes n'arrivaient plus à s'exprimer très clairement, tellement la question juridique, dont les origines se perdaient dans la nuit féodale, était obscure ! Pallavicini et Doria s'y perdaient eux-mêmes ¹ et réclamaient d'urgence au Sénat des textes, des documents et des arguments susceptibles d'inspirer au plénipotentiaire français l'énergique résolution de tenir bon. L'attitude de Versailles se résumait en effet ainsi : sur le premier point, oui, catégoriquement, jusqu'au bout, jusqu'à la rupture des négociations s'il le fallait ; et ce point constituait les 9/10 des intérêts de Gênes ; — sur le 2^e point, oui, sérieusement, mais la chose se compliquerait de la remise en question d'un traité antérieur à 1740, et c'était délicat, puisque toute la base du futur traité était le retour au *statu quo* de 1740 ; et enfin, sur le troisième point, les Français hochaient la tête, ne comprenant pas, ne pouvant même pas obtenir de bonnes cartes pour voir de quoi il était question dans cet enchevêtrement de l'Apennin, et se perdant dans un maquis de thèses juridiques médiévales, dont la France avait perdu jusqu'au souvenir, par suite de son affranchissement

1. Pour qu'on ne s'imagine pas que je leur fais tort en disant cela, qu'on lise la réponse embarrassée, et même si complètement évasive de Pallavicini à Puysieulx qui lui demandait une définition de « Langhe », terme qui revenait toujours dans la querelle juridique entre Gênes et Turin au sujet de ces terres contestées :

ho risposto che questa denominazione è antichissima in Italia, suscettibile di varie deffinitioni, e che varii autori ne abbiano asseguito variamente i limiti secondo le varie oppinioni o passioni loro.

(Lettre de Pallavicini au Sénat de Gênes, Versailles, 2 mars 1748.)

Puysieulx ne put naturellement que répondre qu'il appartenait à la République de fournir la démonstration de son droit sur lesdites terres, Versailles et Madrid étant évidemment sans compétence pour trancher des questions si étrangères à leurs propres conceptions juridiques !

total, depuis plusieurs siècles, de toutes les prétentions, sur son territoire à elle, du Saint-Empire romain de la nation germanique ! Et dans sa dépêche du 2 mars 1748 au Sénat, Pallavicini avertissait qu'il ne fallait pas compter que, sur ce 3^e point, la France voulût mettre à défendre la thèse génoise beaucoup de chaleur ! Ce n'était pas que les forces militaires lui manquassent pour parler haut : en mars 1748, elle avait en campagne 446 bataillons faisant 348.000 hommes d'infanterie, et 408 escadrons, faisant 60.000 cavaliers, mais elle était résolue à prendre pour règles, dans toutes ces négociations, le désintéressement et la bonne foi. Le comte de Saint-Séverin arriva à Aix-la-Chapelle à la fin mars. Dès les premiers jours d'avril, il eut quelques prises de contact officieuses avec les plénipotentiaires ennemis. Lord Sandwich, qui représentait l'Angleterre, déclarait avec hauteur qu'il n'accepterait pas l'établissement de l'infant en Italie ! Saint-Séverin lui répliqua aussitôt que, pour afficher la prétention de refuser cet établissement, il faudrait d'abord que les adversaires de la France prissent deux fois plus de places qu'elle n'en avait pris et gagnassent deux fois plus de victoires qu'elle n'en avait gagné ! L'Anglais n'insista pas. Du côté autrichien, on apprit que Marie-Thérèse, entre autres choses, entendait garder tout l'argent déposé par les Génois à la banque de Vienne, ou autres banques allemandes, et cela, disait-elle, à titre d'indemnité pour le préjudice que lui avait causé le soulèvement de Gênes et ses suites, au mépris de la capitulation signée par le gouvernement génois le 6 septembre 1746 !!! D'ailleurs cet argent confisqué avait été dépensé et il était naturellement impossible de le rendre !!! Comme on le voit, le congrès s'annonçait bien pour les intérêts de Gênes ! ! Au reste, les plénipotentiaires ennemis déclarèrent qu'ils n'admettraient la présence du plénipotentiaire génois qu'aux conférences où les intérêts de la République seraient en question. Saint-Séverin, n'ayant pas reçu d'instructions sur ce point, se déroba, consulta Versailles. Puyzieulx vit Pallavicini et sonda ses dispositions sur cette question de procédure, faisant d'ailleurs entendre que ce principe lui paraissait *juste et naturel*, mais le ministre de Gênes se cabra, déclarant le procédé *injuste et odieux* !

Cependant, insista Puyzieulx, remarquez que c'est toujours ainsi que l'on en a usé dans les Congrès antérieurs, pour les Envoyés de la République de Gênes. — Mais que l'on me cite un Congrès, répliqua Pallavicini, justement indigné, qui ait terminé une guerre où la République ait eu une telle part ¹ ! ... A moins, ajouta-t-il, qu'on ne fasse de cette règle une règle générale, et qui s'applique, en particulier, entre autres, au Roi de Sardaigne ! — Le Roi de Sardaigne ne saurait évidemment admettre la parité avec vous, répondit Puyzieulx. — Mais pas davantage, alors, il ne saurait la réclamer avec la France et l'Espagne ! rétorqua Pallavicini. — Eh bien, dit alors le ministre français, le marquis Doria plaidera sa cause. — C'est intervertir les rôles, répliqua vivement Pallavicini. Cette question doit se trancher ici à Versailles et non à Aix-la-Chapelle ! Et il est juste que tout ce que fait et tout ce qu'a souffert la République lui fasse gagner de la considération et non en perdre !

Pallavicini rendait compte de cet incident de procédure dans sa dépêche du 15 avril. Aussitôt après, il se mit à fouiller dans les archives de sa légation, à la recherche de précédents pour justifier sa thèse, et triomphalement, quelques jours après, il mettait sous les yeux du ministre français des affaires étrangères cette dépêche du ministre de Gênes au congrès d'Utrecht, du 22 avril 1712 :

A l'égard de la qualité dont sont revêtus les ministres, ce qu'on peut dire c'est que ceux des Princes qui sont actuellement en guerre la prennent tous de Plénipotentiaires et entrent en effet dans le Congrès. Les autres, jusqu'à présent, en sont exclus. Peu espèrent d'y être admis et ils se qualifient d'Envoyez ou Résidents. Ceux qui sont neutres ne traitent d'affaire que séparément avec les Plénipotentiaires, et en manière de visites. C'est ainsi qu'on m'assure que le pratiquent l'ambassadeur de Venise, les Envoyez de Modène, de Parme et de Florence, les ministres du Pape et de Guastalla, et quelques autres d'Allemagne ².

Et Pallavicini ajoutait, comme commentaire :

1. *Ho risposto che bisognava citare un esempio in termini, cioè conferenze che avessero succeduto ad una guerra in cui la Rep^{ca} avesse avuta parte come in questa !* (Pallavicini au Sénat de Gênes, Versailles, 15 avril 1748, Arch. de Gênes, *ibid.*, 2228-52.)

Comme on le voit, si je mets en style direct toute cette discussion si intéressante rapportée en style indirect, je n'en traduis pas moins littéralement les répliques.

2. Pallavicini donne ce texte en français : c'est sans doute sa traduction de l'original italien qu'il ne donne pas.

Il est à observer que dans la suite des mémoires de ce ministre, on ne voit pas que aucun de ceux des Princes alors en guerre ait jamais été exclu du Congrès dans aucun tems ni sous aucun prétexte.

Comme il montrait triomphalement ce texte à Puyzieulx, celui-ci, l'interrompant, lui demanda

si vraiment il lui paraissait naturel, et dû, que les ministres de la République de Gênes et du duc de Modène fussent rendus témoins perpétuels des intentions et des dispositions des quatre principales puissances de l'Europe délibérant sur le sort de l'Europe ?

Le ministre génois lui répondit que, outre ces quatre principales puissances — qu'il supposait être la France, l'Espagne, la cour de Vienne et l'Angleterre — il y avait à Aix-la-Chapelle les plénipotentiaires d'autres princes ou Etats que Gênes et Modène, et qu'alors il ne voyait pas pourquoi l'exclusion en question devrait se limiter à ces deux Etats. Puyzieulx, embarrassé, fit observer à son fier et tenace contradicteur que la Hollande et le roi de Sardaigne, à qui il faisait allusion, faisaient en Europe une autre figure que Gênes et Modène ! « Le plus et le moins ne changent pas l'espèce », répliqua Pallavicini. Pour éviter ces difficultés et froissements, le comte de Saint-Séverin se proposait d'éviter, autant que possible, les réunions en forme et de recourir aux tractations séparées. Gênes, au dire des Français, ne pouvait que gagner à cette méthode, qui écarterait les Anglais de la discussion, car Lord Sandwich s'était révélé défenseur obstiné et intransigeant des thèses sardes et ne voulait même pas entendre raison sur la question du marquisat de Finale ! D'autre part, il y avait discorde croissante entre Turin et Vienne et on pourrait, dans des tractations séparées, en tirer parti au profit de la République. A travers toutes ces difficultés de procédure, et d'autres de cérémonial, sur lesquelles je passe, les thèses s'affrontaient violemment à Aix-la-Chapelle. Le plénipotentiaire génois, dont l'arrivée à Aix-la-Chapelle avait été retardée, informait, fin avril, Pallavicini que Saint-Séverin avertissait nettement lord Sandwich que la France exigeait pour Gênes non seulement toutes les restitutions auxquelles elle avait droit des territoires qu'on lui avait pris *avant comme*

après 1740, mais en outre une indemnité. Et Sandwich avait répliqué que si le roi de Sardaigne ne gardait pas le marquisat de Finale, il était impossible de traiter ! « Eh bien, alors, inutile de rester plus longtemps à Aix-la-Chapelle ! » avait énergiquement répondu le plénipotentiaire français. Jusqu'à ce moment, le congrès s'était limité à ces escarmouches préliminaires. Seuls, lord Sandwich et Kaunitz — le négociateur de Marie-Thérèse — avaient eu des conversations avec Saint-Séverin. Les Hollandais et le négociateur sarde n'avaient pas encore ouvert la bouche. Au reste, la France pouvait d'autant plus être ferme que le congrès s'ouvrait au bruit du canon de Maestricht, à quatre lieues de là, et que la puissante place, clef de la Hollande, allait certainement tomber aux mains du roi de France, dont les conquêtes, pour employer l'expression qui revient constamment dans les dépêches génoises, étaient déjà *grandioses*. Doria, mis au courant par Saint-Séverin de la résistance violente, opposée par les plénipotentiaires anglais et autrichien, même à la restauration du *statu quo* de 1740 pour la République ¹, insista pour qu'on donnât à l'armée française le temps de prendre la place, ce qui rendrait l'adversaire plus souple ! Sans doute, répliqua Saint-Séverin, mais nous nous exposons d'autre part à apprendre quelque malheur en Italie !

S'il y avait un maréchal de Saxe à Vintimille et un Löwendal à Gênes, je serais plus tranquille, mais ce n'est pas le cas !

La réflexion était impertinente pour le maréchal de Belle-Isle et pour le duc de Richelieu, mais le danger que courait toujours la République n'était un mystère pour personne. Anglais et Sardes résistaient toujours tenacement sur la question de Finale et proposaient maintenant des expédients ou des moyens termes : ou bien ils suggéraient un équivalent à rendre à Gênes, en remplacement de ce marquisat, ou bien ils acceptaient la restitution de Finale et de Savone mais à la

1. *Milord Sandwich ha strepitato, il Conte Caonitz lo stesso, ed ambidue han mostrato una somma alterigia ed alienazione riguardo alla Republica.*

(Doria au Sénat de Gênes, Aix-la-Chapelle, 30 avril 1748. Archives de Gênes. *Corrispondenza col M^o Maria Francesco Doria circa il trattato di Acquisgrana*, 1748, n. g. 2272.)

condition que la République cédât au roi de Sardaigne un équivalent à sa convenance à lui — toute la côte de Loano à Vintimille — qu'il paierait à la République au prix où elle-même avait payé Finale. Mais Saint-Séverin, défenseur des intérêts de Gênes, demeura inflexible.

Il leur répliqua continuellement, écrit Doria au Sénat, que le Roi de France ne demande pas pour lui la valeur d'une prise de tabac, mais qu'il veut qu'on donne satisfaction à ses alliés, sans quoi il n'y aura point de paix ¹.

Et le représentant de Gênes avait remercié le plénipotentiaire français de sa fermeté et de son zèle à défendre les intérêts de Gênes, mais il avait ajouté que cette restitution intégrale du territoire génois de 1740 ne pouvait suffire, qu'il fallait les agrandissements promis par la France et l'Espagne au traité d'Aranjuez. Mais sur ce point Saint-Séverin n'avait pu donner aucun espoir, ce qui troublait Doria et lui faisait écrire aussitôt à Gênes pour solliciter des instructions plus claires, avec démarcation nette entre ce qu'il devait absolument exiger et ce qu'il pouvait abandonner dans l'intérêt de la paix. Mais il n'était plus temps. Cette conversation avait lieu le 29 avril et Doria en rendait compte le 30 dans la journée. Le même jour à minuit les négociateurs français, anglais et hollandais signaient le texte des préliminaires en le proposant à l'adhésion de toutes les puissances en guerre ². Doria ne l'apprend que le 4 mai. A l'irritation de n'avoir pas été consulté à nouveau avant la signature, se joint la douleur, dit-il, de voir que la République n'obtient que la restauration intégrale de son territoire de 1740, sans les agrandissements

1. *Ripete loro continuamente che il Re non vuole per se una presa di tabacco ma vuol la soddisfazione de suoi Alleati, e che senza di questa non vi sarà pace.* (Doria au Sénat de Gênes, Aix-la-Chapelle, 30 avril 1748, *ibid.*)

2. Et en effet, jusqu'à la signature décisive des Préliminaires, inclusivement, le congrès et les négociations d'Aix-la-Chapelle se réduisent à un dialogue entre le plénipotentiaire français d'une part, au nom de la France et de ses alliés, et les plénipotentiaires anglais et autrichien. Saint-Séverin consulte les représentants alliés, mais il est seul à parler ; Lord Sandwich et le comte Kaunitz en font autant de leur côté. Les deux principaux négociateurs prendront la responsabilité de brusquer la signature des Préliminaires et de mettre leurs collègues devant le fait accompli. Le lettre de Doria du 30 avril montre tout cela parfaitement.

d'Aranjuez. Pendant deux heures et demie, il se débat, dit-il, avec le plénipotentiaire français, qui essaie de le calmer ¹, de le convaincre que ce qu'il a obtenu était le maximum de ce qu'on pouvait obtenir, et que cela même a retardé de six mois la fin de la guerre, tant l'adversaire a mis de l'acharnement à s'y opposer ² ! Le moindre petit succès aux Indes rendait d'autre part les Anglais intraitables, et en Italie, il ne fallait pas se lasser de se le dire, on pouvait à tout instant s'attendre à quelque nouveau malheur ! Mais Doria ne pouvait se consoler. Et son collègue à Paris allait éprouver la même émotion pénible. Le 6 mai, Pallavicini a de grandes nouvelles à annoncer : un secrétaire de légation vient d'arriver à Versailles, d'Aix-la-Chapelle. Pallavicini vient de voir l'ambassadeur d'Espagne, Huescar, qui, dans le plus grand secret, lui a révélé ce qui vient de se passer là-haut : des préliminaires viennent d'être signés mais entre la France et les puissances maritimes seulement ; les plénipotentiaires des cours de Madrid, Vienne et Turin n'ont pas été admis à cette négociation précipitée et décisive. Huescar furieux a dit que le plénipotentiaire espagnol, Sotto Major, aurait dû enfoncer la porte de la salle où se tramait, et où s'est accompli ce geste qui dominera évidemment la suite des événements ; malheureusement il ne l'a pas fait, il s'est borné à refuser ensuite de signer, et avec lui ont refusé de signer les autres plénipotentiaires ; lui-même, Huescar, a refusé d'en entendre seulement la lecture lorsque Puyzieulx est venu lui apporter ce texte, auquel le plénipotentiaire espagnol n'avait pas concouru ; et il avait volé aussitôt à Choisy où se trouvait le roi pour faire éclater son indignation. Le roi en avait paru ému, lui avait donné pour le ministre des affaires étrangères une lettre énergique entièrement écrite de sa main et dans laquelle il avait repris exactement tout ce que Huescar lui avait dit ! Triomphalement, armé de cette lettre, Huescar avait couru à Versailles retrouver Puyzieulx. Malheureusement, cette

1. ... due ore e mezza mi son dibattuto col plenipotenziario francese, procurando egli di calmare il mio dolore e le mie lamente ed io non potendone rinvenire...
(Doria au Sénat de Gênes, Aix-la-Chapelle, 4 mai 1748, Archives de Gênes, *ibid.*)

2. Che da sei mesi sarebbe fatta la Pace se la restituzione de Stati della Repubblica non avesse formato un'ostacolo insormontabile.
(*Id.*, *ibid.*)

lettre du roi n'avait pas paru produire le moindre effet (*il menomo effetto*) sur l'esprit du ministre !! Le ministre, en effet, s'était borné à répondre à l'ambassadeur espagnol, après avoir lu la lettre, qu'il en reparlerait au roi, mais qu'il n'était plus possible ni décent de revenir sur ce qui venait d'être fait ! Tout ce que le ministre génois avait pu comprendre de la substance de ces préliminaires, comme ils apparaissaient à travers le récit passionné de son collègue espagnol, c'était que l'infant don Philippe recevait un établissement en Italie, et que la République de Gênes récupérait tout ce qu'elle avait perdu dans cette guerre. Huescar allait se terrer, en attendant les ordres de sa cour ; — toutefois, plus sage et plus modéré en écrivant qu'en parlant, il allait conseiller à sa cour de ne pas se rebeller ouvertement, de se tirer de cette affaire le moins mal qu'elle pourrait, et de la regarder comme une leçon de ne plus rien avoir affaire dorénavant avec la France ! Pallavicini vit ensuite Puyzieulx, qui le reçut au milieu de ses commis et se borna à lui donner les grandes lignes des préliminaires, en lui promettant le texte pour plus tard : — Oui, la République récupérait *absolument tout ce qu'elle avait perdu depuis 1740* — c'est-à-dire la moitié de son territoire et même le marquisat de Finale ; — sur ce point, la France avait été, comme elle l'avait promis, intransigeante, menaçant de tout rompre si elle n'obtenait pas satisfaction sur ce point capital, pour son alliée, mais sur la restitution des cinq terres, escamotées par la Sardaigne à l'Autriche, aux dépens de Gênes en 1735, il y avait un point d'interrogation. L'Autriche s'y prêtait, mais le roi de Sardaigne, comme il était naturel, et appuyé énergiquement par Londres, refusait d'en entendre parler. Quant au 3^e point, l'indemnité, l'agrandissement, on n'en disait rien. Et Pallavicini, très sensible, comme Doria, à cette déception, que les gages immenses détenus par la France, auraient dû — disait-il — éviter à Gênes, en rendait compte amèrement au Sénat, en espérant toutefois qu'au cours des négociations pour le texte définitif de la paix, la République réussirait à obtenir satisfaction absolument totale. La générosité de la France qui, sans rien acquérir, après d'immenses conquêtes, n'usait de ses conquêtes que pour faire dédommager ses alliés malheureux, ne lui paraissait que faiblesse et duperie. *Les Français,*

assurait-il, *manquent à leurs alliés en ne les soutenant pas assez énergiquement*, — et sur ce point il n'était pas juste comme on l'a vu plus haut, car le faible manque à gagner de la République n'était rien à côté de sa restauration totale — *mais*, ajoutait-il avec plus de justesse, *ils se trahissent eux-mêmes en ne tirant pas parti de leur supériorité militaire*.

Le 7 mai, Pallavicini pouvait enfin donner des précisions et des textes : l'infant avait un établissement honnête — et même *très honnête*, comme le duc d'Huescar un peu calmé était obligé lui-même d'en convenir, tout en ajoutant que si l'infant avait lieu d'être content des préliminaires, l'Espagne n'en avait pas les mêmes raisons ! Quant à Gênes, l'article VI des Préliminaires portait textuellement :

On rendra à la Sérénissime République de Gênes tout ce dont elle était en possession avant la présente guerre, avec les mêmes droits, privilèges et prérogatives dont elle jouissoit en l'année 1740.

Et elle avait également satisfaction sur la question des biens et rentes de particuliers génois à l'étranger, puisque l'article XXI stipulait :

Il y aura un oubli général de tout ce qui aura pu être fait ou commis pendant la présente guerre et chacun, au jour de l'accession de toutes les parties, sera conservé ou remis en possession de tous les biens, dignitez, bénéfices ecclésiastiques, honneurs, rentes dont il jouissoit ou devoit jouir au commencement de la guerre, nonobstant toutes dépossessions, saisies ou confiscations occasionnées par la présente guerre.

Au total, on eut tellement et si justement l'impression, à Paris, que la République sortait triomphante des préliminaires, que le ministre génois fut complimenté partout dans les salons. Mais lui, inconsolable de n'avoir pas obtenu satisfaction absolument totale, se laissait aller dans ses dépêches à des mots outrés « ... Compliments stupides... Mépris des intérêts d'un allié pour s'assurer le honteux avantage d'une paix déshonorante ¹. » En réalité, la France dans ce traité n'avait

1. *Complimenti sciocchi... Niun caso che si fa degli interessi di un Alleato di rimpetto al vergognoso vantaggio di una Pace disonorante.*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Versailles, 11 mai 1748, Archives de Gênes, *ibid.*, 2229-53.)

méprisé que ses intérêts à elle et avait sacrifié tout le gain de ses victoires, une vaste et fertile région qui assurait sa sécurité au Nord, pour racheter les pertes de ses alliés, et en première ligne de la République de Gênes ! L'injustice de Pallavicini était si visible et si choquante que le marquis de Puyzieulx à qui on rapporta ses propos publics, cependant atténués, en écrivit en ces termes au duc de Richelieu :

La République de Gênes auroit grand tort de se plaindre des conditions stipulées en sa faveur dans les articles préliminaires et c'est à elle principalement à bénir le jour de leur signature. Le S^r Gastaldi qui a vu les choses de plus près à Londres que les autres ministres de Gênes s'est livré à une joie peut-être immodérée lorsqu'il a appris cet événement mais le marquis D'Oria à Aix la Chapelle, le S^r Villavecchia à la Haye, et peut-être le marquis Pallavicini à Paris ont tenu des propos bien différents ¹.

Le Sénat de Gênes qui voyait les choses de plus près encore et qui, on l'a vu, jusqu'à la dernière minute dut se rendre compte des immenses dangers qui planaient toujours sur la République, donna au duc de Richelieu l'assurance qu'il désavouait les propos de ces deux envoyés sur les préliminaires, puisque le duc de Richelieu put écrire au marquis de Puyzieulx le 18 juin :

M. Doria a eu les plus grands reproches sur les discours dont vous vous êtes plaint et je ne doute pas qu'il n'ait changé furieusement de ton, et que M. de Pallavicini n'ait pris celui qui convenoit ².

Mais, après tout, les préliminaires concertés entre Paris, Londres et la Haye seraient-ils ratifiés à Vienne, Turin et Madrid ? Et Gênes même ne ferait-elle pas quelque difficulté ? Le 18 mai, Pallavicini rend compte que Puyzieulx vient de lui faire lire, et même relire, mais sans lui en laisser prendre copie, une lettre qu'il vient de recevoir de Saint-Séverin :

1. Puyzieulx au duc de Richelieu, Versailles, 4 juin 1748, Archives des aff. étrangères, Paris, *Correspondance politique de Gênes*, vol. CXXIV.

2. Le duc de Richelieu au marquis de Puyzieulx, camp de la Casarza, 18 juin 1748, *ibid.*

le roi de Sardaigne ne veut accéder aux préliminaires que si Gênes lui cède cette portion de son rivage qui va d'Oneglia (la vieille enclave piémontaise) jusqu'à Loano, avec continuité jusqu'à la frontière au sommet de l'Apennin, soit *grosso modo* un rectangle de près de dix lieues de façade sur la mer et six ou sept de profondeur continentale ! En échange, il se déclarait prêt à renoncer à ses vieilles prétentions sur diverses parties des territoires de la République, notamment sur Vintimille, et à restituer les fiefs impériaux enclavés ou en bordure sur la frontière nord de Gênes du côté de Bobbio et de Tortone. En outre, Gênes pourrait recevoir une indemnité de 300.000 écus, qui lui serait payée, suggérait-il, par l'Angleterre et la France ! C'eût été sectionner en deux tronçons le territoire de la République et se donner le moyen de créer à Albenga un port capable de tuer celui de Gênes en monopolisant tout le commerce avec l'Italie du Nord ! Pallavicini poussa des cris de stupeur indignée et Puyzieulx n'insista pas. Il avoua même que Gênes avait dans le roi de Sardaigne un bien périlleux voisin, qui gagnait du terrain à chaque guerre et qui évidemment aspirait à *englouir la République*, à quoi il finirait bien par parvenir !

Entre temps, toutefois, les prétentions du roi de Sardaigne cessaient de devenir dangereuses pour Gênes, car Vienne adhérait aux préliminaires, et jouait de plus à Turin le mauvais tour de reconnaître que c'était, en effet, fort injustement que Gênes avait perdu, en 1735, les cinq terres cédées par Vienne au roi de Sardaigne par suite de la simple inadvertance de Charles VI qui les avait crues siennes ! Puyzieulx suggérait que Gênes, pour obtenir satisfaction, s'adressât à l'empire et à l'empereur — restés hors du conflit — avec l'appui diplomatique de la France, et même de l'Autriche, puisqu'elle reconnaissait qu'il y avait eu erreur. On pouvait d'ailleurs avoir recours à cette procédure pour toute cette question des fiefs impériaux où la France ne comprenait rien. Il réconfortait Pallavicini en lui assurant que Gênes aurait vite fait, ayant récupéré son indépendance et tout son territoire, de se refaire des dommages soufferts. Mais le ministre génois protesta avec véhémence contre cette vue trop optimiste :

Les vignes, les arbres fruitiers, les oliviers coupés ou arrachés, les maisons démolies ou brûlées, les villages saccagés, la Banque de Saint-Georges à peu près ruinée, les diverses industries réduites à néant par suite de la dispersion de leurs ouvriers, les patrimoines particuliers ruinés ou épuisés et tous les malheurs privés qui constituaient la désolation publique, tout cela n'était pas susceptible de prompt réparation ¹ ! (3 juin.)

Il se proposait d'ailleurs d'en faire un mémoire destiné à éclairer l'opinion publique en Europe et citait la *Gazette d'Utrecht* qui venait d'évaluer à cent millions les pertes de la République au cours de la guerre !

Le 4 juin, il rendit compte de l'accession du roi de Sardaigne aux préliminaires. Puyzieulx insistait pour que Gênes ne différât plus la sienne ; ce délai pouvant d'ailleurs exposer la République, militairement, aux plus graves conséquences ; en quoi Puyzieulx ne se trompait pas, car les Autrichiens y trouvèrent une justification de forme à leur suprême offensive, qui se déchaîna en ce moment même ! Gênes, en réalité, n'hésitait pas, ne pouvait pas hésiter à accéder aux préliminaires, et le fit connaître, mais un vice de forme dans la rédaction des pouvoirs donnés à Doria en avait retardé la formalité ! Le 8 juin, Pallavicini écrivit à Puyzieulx pour l'informer de la décision du Sénat, et le ministre français l'en remercia aussitôt. Cependant, dans sa déclaration le Sénat avait inséré une réserve, de pure forme, au sujet des cinq terres, comme l'avait d'ailleurs suggéré Puyzieulx. Or, Saint-Séverin, revenu d'Aix-la-Chapelle et ayant pris connaissance de la déclaration d'accession de Gênes, protesta contre cette réserve disant que personne n'en avait fait, pour ne pas infirmer la valeur pacificatrice de l'accord, et que la République devait suivre cet exemple. Puyzieulx était présent. Pallavicini se retrancha derrière l'avis favorable qu'il en avait reçu à cet égard, observant sur le fond que si Gênes se taisait sur ce point, sa position à cet égard serait compromise

1. *Le vigne, gli alberi fruttiferi e particolarmente li olivi sveltì e recisi, le case diroccate o arse, i villaggi saccheggiati, la casa di San Giorgio poco meno che rovinata le manifatture disperse cogli artigiani, li averi di particolari rovinati o esauriti, e tutte le particolari calamità che costituiscono la pubblica desolazione non sono in alcun modo suscettibili di così pronto riparo.*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Versailles, 3 juin 1748, Archives de Gênes, *ibid.*)

et qu'elle entendait réserver l'avenir. Saint-Séverin répéta que Gênes ne pouvait pas se permettre ce que tout le monde s'était interdit, et qu'elle était libre de ne pas accéder, s'il lui plaisait, mais que, si elle accédait, elle devait le faire purement et simplement ! Toutefois, il ne fit pas d'objection à une *déclaration* distincte de l'acte d'accession, et réservant les droits de Gênes antérieurs à la guerre. Pallavicini voulait continuer à plaider la cause des fiefs, mais Saint-Séverin excédé se leva brusquement et sortit, ce que Pallavicini interpréta surtout comme un désaveu de la patience excessive de Puyzieulx à écouter les doléances génoises ! Au reste Puyzieulx, ennuyé d'avoir été ainsi mis en fâcheuse posture, dit avec humeur à Pallavicini qu'il n'avait pas donné avis favorable à l'insertion de la déclaration dans le texte même de l'acte d'accession, ce que le ministre génois ne put nier.

Pallavicini alla informer Huescar de l'accession de la République, donnant comme raison qu'il fallait sauver Gênes menacée dangereusement à nouveau par la 3^e offensive autrichienne. Huescar l'écouta froidement, en silence. Au reste, l'Espagne elle-même se résignait à son tour à adhérer. Il fallait bien qu'elle se résignât à ne pas récupérer Gibraltar et Minorque, qu'elle se promettait, au traité de Fontainebleau, en 1743, de reconquérir avec l'aide de la France, puisqu'on ne les avait pas reconquis ! Et en vérité, quand on voit combien avait été médiocre son effort militaire et financier depuis l'avènement du nouveau roi, comment pouvait-elle s'étonner de ne pas se voir mieux servie à la paix ! De toutes façons, les négociations allaient continuer pour la paix définitive et Saint-Séverin repartit pour Aix-la-Chapelle. Mais, écrivait Pallavicini le 17 juin, il paraît que les négociations continueront, sur le désir des Anglais, sans formes solennelles, par entrevues partielles.

Par cette méthode, observait le ministre génois, Français et Anglais annoncent, à ce qu'il me semble, leur intention de se faire les arbitres des autres Princes, dans la rédaction du traité définitif comme ils l'ont fait dans la rédaction des préliminaires ¹.

1. *Parmi che questo metodo annuncij che gli Francesi ed Inglesi vogliano rendersi nella negoziazione del trattato deffinitivo gli arbitri degl'Affari degli altri Principi come lo sono stati, in quella degl' articoli preliminari.*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Paris, 17 juin 1748, Archives de Gênes, *ibid.*)

Du moins sur terre, les hostilités avaient peu à peu cessé partout ¹, et même, mais à la dernière minute seulement, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, de la part des Autrichiens contre Gênes ! Le ministre génois à cette occasion écrivit à Puyzieulx, le 25 juin, la lettre suivante (en français, bien entendu) :

...La satisfaction que m'inspire cet événement est très grande ; ce qui y met le comble cependant, Monsieur, c'est d'imaginer que la valeur dont mes compatriotes ont donné des preuves signalées dans le cours de cette guerre, la déférence qu'ils ont eue aux avis des géné-

1. En principe, un délai de 6 semaines, sur terre, avait été prévu après la date des Préliminaires. D'après Pallavicini, ce délai avait été voulu par les Français pour se donner le temps de prendre Maestricht. Comme Maestricht allait succomber, les Hollandais préférèrent capituler tout de suite, à la condition que les hostilités s'arrêteraient, en fait, aussitôt, ce à quoi la France consentit. En fait, les hostilités s'arrêtèrent, presque partout, aussitôt après les Préliminaires auxquelles tout le monde accéda dans le délai de six semaines. Toutefois les Autrichiens, nous l'avons vu, usèrent contre Gênes du droit de combattre jusqu'au 15 juin, la République ayant d'ailleurs perdu beaucoup de temps, à dessein ou non, à déclarer son accession en forme.

Sur mer, d'autre part, cette question de la date de cessation des hostilités souleva des difficultés inattendues. Dans l'esprit des négociateurs, les divers délais fixés pour la cessation des hostilités devaient s'entendre après la signature des Préliminaires, donc avec le 30 avril comme point de départ. Or sur mer, ces délais étaient de 12 jours pour les mers du Nord et la Manche, 6 semaines de la Manche jusqu'au Cap St.-Vincent, 12 semaines en Méditerranée, etc.,. Cela aurait dû mettre cette fin des hostilités sur mer, pour Gênes, au 24 juillet. Mais l'amirauté anglaise, tout en adoptant cette date à l'égard des navires français en Méditerranée, la refusa à l'égard des navires génois et espagnols, déclarant par une interprétation inattendue, quoique défendable au fond, que les délais prévus ne partaient, pour chaque belligérant, qu'à partir de son accession aux Préliminaires, en vertu du principe que les obligations doivent être réciproques, et que la réciprocité ne commençait qu'à la date du jour de l'accession par les intéressés et non à la date du 30 avril, jour où seuls les Français, les Anglais et les Hollandais avaient signé, en se bornant à proposer leur texte à l'adhésion des autres belligérants. Saint-Séverin protesta contre cette interprétation qui était contraire à l'esprit de l'acte. Il eut gain de cause à Londres, et Pallavicini, dans la dépêche du 16 juillet, de Compiègne, put enfin informer le Sénat que le cabinet de Londres venait d'envoyer ordre catégorique à ses escadres en Méditerranée de cesser toutes hostilités non seulement contre les Français mais aussi contre les Génois et les Espagnols. Toutefois, je vois par une lettre de Coutlet, du 20 juillet, que les Génois s'attendent à ne pas bénéficier de la date du 24 juillet et tâchent de se prémunir en se faisant donner licence de naviguer sous pavillon français. Le duc de Richelieu a délivré ces licences par centaines, les Génois y tenant d'autant plus que, déclare le vieux Coutlet, furieux, *les Anglais continuent à exercer leurs pirateries*. — On le voit, sur mer comme sur terre, c'est contre Gênes que la guerre épuise rageusement ses dernières fureurs !

raux du Roy et la confiance aveugle qu'ils ont mise dans Sa Majesté, en les rendant dignes de l'assistance d'un si grand monarque l'engageront à s'intéresser dorénavant avec le même succès à la conservation et à la prospérité de la République. Personne n'est plus propre que votre Excellence à entretenir de pareils sentiments dans Sa Majesté : La République vous en aura une obligation éternelle...

C'était se recommander à la fermeté française dans la rédaction du traité définitif de paix. La signature n'en fut pas aussi rapide qu'on l'avait espéré. Les rapports, à Aix-la-Chapelle, entre Saint-Séverin et Doria, étaient devenus pénibles. Doria faisait un suprême effort pour obtenir dans la rédaction du texte final les suprêmes satisfactions que les préliminaires avaient rendues incertaines, ou refusées par omission. Saint-Séverin, hautain, cassant, lui avait dit une bonne fois pour toutes — estimait-il — que l'intérêt de Gênes c'était de ne plus bouger ; car remettre en question, pour elle, c'était s'exposer à perdre sur ce que les préliminaires lui avaient garanti, et qui constituait les neuf dixièmes de ses demandes ! Un nouveau danger, en effet, apparaissait à l'horizon : les Russes, qui dans cette guerre étaient toujours restés à l'arrière-plan, grâce en partie à la Suède, notre alliée, qui les avait occupés, menaçaient d'apparaître au premier plan comme alliés de l'Autriche et à la solde anglaise. Ils étaient en marche, ils approchaient tous les jours et allaient déboucher en Franconie ! Ce n'était donc pas le moment d'irriter les alliés de Worms ! Pallavicini lui-même à Paris, se le tenait pour dit et ne bougeait plus, sachant bien d'ailleurs que c'était Saint-Séverin qui menait tout et non Puyzieulx, son ministre ! Gênes d'ailleurs avait d'autres doléances pressantes : Autrichiens et Sardes, malgré la signature des préliminaires, levaient des contributions dans les territoires qu'ils occupaient de la République. On en poussait des cris de détresse à Gênes, cris qui se répercutèrent à Versailles et à Aix-la-Chapelle. Puyzieulx était scandalisé ; et de plus inquiet du tour que pouvait prendre cette nouvelle affaire, car Gênes demandait que, par représailles, et en garantie de dédommagement, les Français et les Espagnols en fissent autant en Savoie et dans le comté de Nice ! Mais Turin prétendait précisément que c'étaient les Espagnols qui avaient commencé ce genre d'exaction en Sa-

voie ! D'autre part, les négociations étaient accrochées entre Turin et Vienne sur la réversibilité des duchés cédés à l'infant et surtout sur les cessions de l'Autriche au roi de Sardaigne prévues au traité de Worms et qu'il s'agissait d'incorporer au traité ; accrochées aussi entre Madrid et Londres sur la question du vaisseau de permission et surtout de ce droit de visite sur les navires anglais auquel prétendait l'Espagne dans les mers de ses possessions aux Antilles, et qui avait précisément fait éclater la guerre entre les deux pays dès 1739 ! Difficultés encore, en ce qui concernait Gênes, sur la question de l'amnistie aux rebelles corses. Turin, Vienne et Londres voulaient les couvrir par une amnistie générale, celle qui est de style dans tous les traités de paix, et ils voulaient que cette amnistie commençât dès les préliminaires. Pallavicini, au nom des droits de souveraineté de Gênes, s'opposait à ce que les Corses fussent nommés dans le traité. Puyzieulx avait promis qu'ils ne le seraient pas, et disait que c'était chose réglée, mais aux instances de Doria sur ce point, Saint-Séverin, à Aix-la-Chapelle, opposait le plus profond silence. Puis de nouveau à l'annonce de nouvelles contributions exigées par les Autrichiens et les Sardes en territoire génois occupé, nouvelles clameurs de Gênes ! Pallavicini eut l'idée de demander à la France des représailles en Flandre pour l'indemnité de Gênes, mais Puyzieulx répondit, naturellement, que bien loin d'ajouter aux charges de la Flandre foulée par sept ans de guerre sous les masses énormes des armées française, anglaise, autrichienne et hollandaise, on était occupé à les alléger. D'ailleurs l'évacuation commençait comme contre-partie de l'arrêt de la marche des Russes ! Français et Anglais menaient tout à Aix-la-Chapelle par-dessus la tête des autres négociateurs, mais comment l'empêcher, observait Pallavicini lui-même, alors que *c'est la France qui dispose de tous les équivalents, surabondants, de ce qu'on demande aux autres* ¹. Et d'autre part, la maîtrise des mers par les Anglais était un fait incontestable et incontesté ! A travers le marécage des conflits partiels, et de nouveaux

¹. *La Francia che ha in mano li esuberanti equivalenti di ciò che si dimanda alli altri.*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Paris, 7 septembre 1748 ; Archives de Gênes, *ibid.*)

incidents de procédure pour l'acte final, le *driving power* des plénipotentiaires français et anglais finit par aboutir à cette paix si universellement désirée, et qui fut signée à Aix-la-Chapelle le 18 octobre. A peu de chose près, elle reproduisait les stipulations des préliminaires. Pour Gênes, rien n'y était changé. Pallavicini ne se consolait pas de n'avoir obtenu que la quasi-totalité des demandes de sa République, et depuis quelque temps, sous sa politesse glaciale à l'égard de Puyzieulx, celui-ci sentait une telle irritation qu'il ne put, impatienté, s'empêcher d'en dire son sentiment : le ministre de Gênes avait tort de prendre une pareille mine ! Il n'ignorait pas les risques que courait sa République en cas de reprise de la guerre. Elle sortait absolument intacte, territorialement, de cette terrible guerre, alors que l'armistice trouvait les Piémontais maîtres de ses 150 kilomètres de côtes de Vintimille jusqu'aux abords de sa capitale, les Autrichiens maîtres d'envahir, s'ils le voulaient, les 150 autres de Gênes à la Spezia, et les Anglo-Austro-Sardes solidement installés en Corse dans la baie de Saint-Florent ! Sa petite déception sur la question des fiefs impériaux était insignifiante à côté de ces immenses résultats. Si le léger dommage qu'elle avait éprouvé, en 1735, de la part des Austro-Sardes n'avait pu être réparé, ce n'était évidemment pas la faute de la France, et d'ailleurs, par la déclaration faite à ce sujet, Gênes avait réservé l'avenir ; le sentiment que le ministre génois paraissait éprouver était donc injuste, et son air de récrimination tout à fait impolitique, car il ne pouvait qu'indisposer pour l'avenir, un gouvernement dont l'amitié était certainement une force pour sa République !

La vérité est que l'envoyé génois était tombé dans un état de fatigue malade qui le rendait particulièrement irritable. Six ans de services continus à l'étranger l'avaient mis physiquement et moralement à dure épreuve. Depuis quelque temps il ne cessait de supplier le Sénat de l'autoriser à rentrer dans sa patrie, de le remplacer par quelqu'un de plus propre à se concilier les sympathies de cette cour. Il alléguait sa santé, ses affaires laissées en souffrance, et la médiocrité même des résultats qu'il avait obtenus dans sa mission, et qu'il imputait humblement à son manque de capacité. Au dernier moment, il avait eu, sur une question de procédure, une

cuisante piqure d'amour-propre, dont sa fierté gènoise faisait une humiliation véritable : le duc de Modène, dans l'acte de la signature du traité d'Aix-la-Chapelle, avait eu préséance sur la République, et il ne s'en consolait pas, trouvant révoltant — avec raison — que la République de Gènes, après les services immenses qu'elle avait rendus à la cause commune, après tant d'héroïsme de souffrances, dût céder le pas à ce prince, sans doute — c'est du moins mon hypothèse — parce qu'il avait épousé une princesse d'Orléans ! Cependant, Puyzieulx avait essayé d'apaiser sa fierté irritée en déclarant publiquement que l'ordre dans lequel les Etats avaient été nommés dans le traité n'impliquait aucune *affectation* et qu'on n'avait pas ainsi entendu *décider du rang des puissances contractantes*. Il ajouta même qu'il avait été le premier surpris de la chose, qui ne s'était ainsi passée que contre ses instructions formelles, mais Saint-Séverin, une fois de plus, avait passé outre ! Ajoutons pour montrer la bonne volonté de la France à l'égard de Gènes, qu'elle aurait pu cesser ses subsides au 30 avril, date de la signature des préliminaires, et qu'elle les continua cependant jusqu'au 1^{er} octobre, *sans traite, sans obligation, avec une exactitude* — écrivait Puyzieulx le 27 octobre — *qui aura peu d'exemples*. La cour de Madrid n'avait jamais payé ceux qu'elle avait formellement promis au traité d'Aranjuez !

Le Sénat avait aussitôt ratifié le traité d'Aix-la-Chapelle. Dès le 21 octobre, le ministre de Gènes s'était rendu auprès du ministre français des affaires étrangères pour lui présenter ses félicitations à l'occasion de la conclusion de la paix :

Je le priai expressément, dit-il, de rendre compte au Roi des sentiments de reconnaissance du Sénat à l'égard de Sa Majesté, en l'assurant du souvenir éternel que la République conserverait de tout ce qu'il avait bien voulu faire pour la secourir et l'assister dans la guerre comme dans la paix.

Et il avait terminé ses paroles en parlant

de la gloire incomparable dont Sa Majesté s'était couverte en procurant, bien plus en donnant si généreusement la paix à l'Europe¹.

1. *Lo pregai espressamente di render conto al Re de' sentimenti di riconoscenza di VV. SS. Ser^{me} per la Maestà Sua e della eterna loro memoria di quanto si è degna*

La gratitude de Gênes se manifesta d'autre part, et avec éclat, dans les récompenses et autres témoignages accordés à ses défenseurs français et espagnols. Nous avons vu ce qu'elle avait fait pour la mémoire du duc de Boufflers, et j'ai signalé l'épée d'honneur accordée au marquis de Bissy. Elle fit les choses avec plus d'éclat encore pour le duc de Richelieu : en séance du Grand Conseil, c'est-à-dire de toute la noblesse génoise, le 17 octobre 1748, la qualité de membre de la noblesse génoise lui fut conférée; à titre héréditaire, transmissible à perpétuité à ses descendants mâles. De plus, une statue de marbre lui fut votée avec l'inscription suivante :

LVDOVICO FRANCISCO ARMANDO
DVCI RICHELIO
FRANCIAE PARI
ET POLEMARCHO
QVOD
POTENTISSIMORVM REGVM AVSPICIIS MILITANS
GENVENSEM LIBERTATEM
AB HOSTIBVS EMINVS COMINVS OPPVGNATAM
VIGILANTIA CONSILIO VIRTUTE
TVTAM FECERIT
HEROEM ANIMO AMORE CIVEM
EXPERTA
RESPVBLICA INTER CIVES
AC HEROES SVOS
IMMORTALITATI
AN. MDCCL ¹

D'autre part, la noblesse génoise héréditaire fut conférée également aux brillants seconds du duc de Richelieu : les ducs d'Aiguillon et d'Agénois, et au commandant des troupes espagnoles, don Agostino d'Ahumada. Il reste encore au grand soleil, sur l'Apennin ligure, un imposant témoignage de la re-

di operare per assistere la Rep^{ca} così nella guerra che nella Pace, e di portare insieme al Re le rispettose congratulazioni delle Sig^{te} Loro Ser^{me} al soggetto della gloria incomparabile di cui Sua Maestà si è coperta procurando anzi dando generosamente la Pace all'Europa.

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Fontainebleau, 22 octobre 1748. Archives de Gênes, *ibid.*)

1. Sur cette statue et cette inscription, voir mes *Pages françaises sur Gênes-la-Superbe*, p. 68.

Louis XV, de son côté, récompensa le duc de Richelieu d'une façon non moins éclatante en lui donnant le bâton de maréchal de France.

connaissance génoise : le nom de Richelieu que porte toujours un des forts de Gênes. Ce fort fait d'ailleurs partie de la chaîne de ces ouvrages avancés de la défense de Gênes qui furent construits aussitôt après le siège en s'inspirant des suggestions faites par les généraux français : forts du Diamant, de Quezzi, Richelieu, Tecla, etc.

Jamais gratitude ne se manifesta donc avec plus d'éclat ! Mais jamais également elle ne fut plus justifiée. Jamais alliée ne poussa plus loin, et même aussi loin, la fidélité chevaleresque sur les champs de bataille et dans les négociations pour la paix. Au mépris même de ses propres intérêts ! Bonamici, dont nous avons vu si souvent la liberté de jugement, surtout à l'égard des Français, écrit au sujet de la générosité du roi de France au traité d'Aix-la-Chapelle :

... Regem ipsum in medio rerum cursu, rara inter regnantes moderatione, victoriae temperasse suae, ut communi saluti consularet ; eoque fuit eius mirabilior moderatio, quo tot expugnatis in Belgio arcibus, perterritis Batavis, invicto exercitu, quaecumque alibi accepisset bello damna, sarcire facile posse videbatur, et peritissimi erant duces qui victoriâ uti suaderent. At Rex quietam Europam, quam suam maluit.

(B. I., l. III, p. II.)

Relativement aux intérêts de Gênes, il ne formule aucune critique et se borne à dire que la République fut rétablie dans tous ses droits. La générosité de la France avait éclaté avec une telle magnificence que l'historien italien Carlo Botta, écrivant trois quarts de siècle après, ne pourra s'empêcher de lui rendre un égal hommage :

Que louange soit donnée en cette occasion à la France qui d'une âme désintéressée protégea les faibles et ne garda rien pour elle.

Mêmes hommages, et combien impartiaux, chez les deux historiens anglais les plus récents, et les plus distingués de cette guerre : Sir Richard Lodge observe qu'aux négociations d'Aix-la-Chapelle, la France « ne voulut pas permettre que Gênes perdît un pouce de son territoire ² ». Or la plus grande partie du territoire de la République était alors occupée par ses ennemis !

1. *Ma la lode sia data alla Francia, che, con animo disinteressato, protesse i deboli e nulla serbò per se.*

(Carlo Botta. *Storia d'Italia dal 1534 al 1789*, libro XLV.)

2. *France... would not allow an inch of territory to be taken from Genoa.*

(Sir Richard Lodge. *Studies in 18th. century diplomacy, 1740-1748*, p. 402.)

Spenser Wilkinson trouve que Gênes fut bien traitée à la paix d'Aix-la-Chapelle, puisqu'elle recouvrait absolument tout son territoire,

grâce surtout, dit-il, à la ferme résolution de Louis XV de ne pas tolérer qu'elle eût à souffrir pour tous les sacrifices qu'elle avait faits à la cause de ses alliés.

Et il ajoute que la France ne retira *aucune espèce d'avantage* pour tous ses sacrifices au cours de ces sept ans de guerre ¹.

Quant à la République de Gênes, son héroïsme et sa ténacité dans cette longue lutte lui rendirent aux yeux de l'Europe tout le lustre de son ancienne gloire. Dans le cœur de tous les Italiens eux-mêmes, si divisés qu'ils fussent, politiquement et moralement, cette vaillance génoise réveillait d'antiques fiertés assoupies. Qu'on lise par exemple la préface du Florentin Mecatti à son *Diario della guerra di Genova*. Et n'était-ce pas un Lucquois, Castruccio Bonamici qui, avec sa double autorité d'historien et de soldat, soulignait la haute portée morale et nationale de la belle conduite de Gênes pendant toute la guerre :

Genuenses denique recuperata defensione Patria satis magnifice ostenderunt vetus illud in Italia animorum robur sopiri interdum temporibus, extinguere nunquam posse.

Dans cette belle finale, il y avait tout ensemble un écho de Pétrarque patriote et comme un frémissement avant-coureur du Risorgimento !

1. *Genoa retained her territories exactly as they were before she entered into the war as the ally of France and Spain. That she had successfully defended herself and retained her possessions was due chiefly to the determination of Louis XV, chivalrous for once, not to allow her to suffer for the sacrifices she had made in the cause of her allies.*

Louis XV obtained for France in return for the lives and treasure expended during seven years no advantage whatever.

(Spenser Wilkinson, *The Defence of Piedmont*, 1742-1748, p. 328.)

Au reste, cette abnégation totale, cette immolation volontaire des intérêts de la France aux intérêts de ses alliés — puisque c'est elle qui avait tous les gages, toutes les rançons en sa main ! provoquera, comme tout le monde sait, de violents murmures dans l'opinion française. On dira *bête comme la paix*. Cependant cette même opinion n'avait rien réclamé ni avant ni pendant les négociations. Cette générosité fut le fait de tous. Nous avons vu à quel point elle caractérise le marquis d'Argenson. Mais sur ce point il ne diffère guère des autres ministres et de l'esprit public. A la réflexion, cependant, et après coup, pareil oubli de soi parut excessif. Pallavicini signale cette réaction de l'esprit public en France, dès sa lettre du 8 juillet.

APPENDICE GÉNÉRAL

- I. De l'utilité de ce travail.
 - II. Glanes finales.
 - III. Des partis qui s'offraient à la France dans la question de la succession d'Autriche.
-

I

DE L'UTILITÉ DE CE TRAVAIL

J'ai observé, dans mon introduction, que le rôle, d'abord passif puis si actif, de la République de Gênes dans la guerre de la succession d'Autriche est tout au plus l'objet d'un petit paragraphe ou d'une courte parenthèse dans les grandes synthèses d'histoire générale, et même dans de gros ouvrages spécialement consacrés à cette guerre. Et si encore ce paragraphe ou cette parenthèse étaient riches de substance et justes de ton ! Mais c'est loin d'être le cas ! Qu'il me soit permis d'en donner au moins quelques exemples typiques, d'autant plus probants qu'ils sont tirés d'ouvrages de premier ordre.

La *Cambridge modern History*, vol. VI, *The Eighteenth Century*, dans le chapitre de 50 pages qu'elle consacre à la guerre de la succession d'Autriche, ne donne que cinq lignes au traité de Worms, sans même nommer Gênes, et quelques pages plus loin signale *the adhesion of Genoa to the Bourbons* sans en indiquer la cause ! Dans le même chapitre, aucune mention des brutalités de l'Autriche à l'égard de Gênes ni même de l'envoi, par mer, du corps français et espagnol au secours de Gênes (32 bataillons français et 10 espagnols !), après le soulèvement de décembre 1746, au cours de 1747 et 1748.

Dans son exposé des termes de la paix d'Aix-la-Chapelle, la même *Cambridge modern History*, VI, ch. VIII, ne fait même pas à Gênes l'honneur de la nommer ! Dans le paragraphe qui précède, au sujet des négociations, se trouve cette incidente : *Unwilling as Charles Emmanuel was to resign Finale to Genoa...* c'est la seule mention de Finale dans tout le chapitre — de 50 pages — et on voit qu'il en

est parlé comme d'un *abandon* de Charles-Emmanuel alors qu'il s'agit en réalité d'une restitution.

* * *

Comme je ne voudrais pas être accusé de ne prendre d'exemple que hors de France, j'en signale un autre que je trouve dans le meilleur historien français de la guerre de succession d'Autriche : De Broglie, *Marie-Thérèse impératrice* (1744-1746). Voici en quels termes il encadre le traité d'Aranjuez (1^{er} mai 1745) :

Pressé par les armées réunies de France et d'Espagne, le général autrichien Lobkowitz abandonnait les côtes de la Méditerranée pour se retirer dans le Milanais, et la République de Gênes, jusque-là engagée dans la cause de Marie-Thérèse, se trouvant sans défense, faisait sa soumission aux deux maisons royales de Bourbon par un traité signé à Aranjuez le 4 juin, quinze jours après Fontenoy et le jour même de Friedberg. (Ch. III, II.)

Or : 1^o l'armée qui contraint à ce moment le général autrichien Lobkowitz à battre en retraite, des frontières de Naples vers le Milanais, est exclusivement espagnole et napolitaine, la France n'y est représentée à aucun degré ; 2^o la République de Gênes n'était nullement *engagée dans la cause de Marie-Thérèse*, elle était absolument, c'est-à-dire *réellement et officiellement neutre* ; 3^o le traité d'Aranjuez n'est pas un traité de *soumission* de Gênes aux deux maisons royales de Madrid et de Paris, c'est un traité d'*alliance* avec les trois cours de Madrid, Paris et Naples, traité dans lequel les cours de Madrid et de Paris se sont au contraire *soumises aux exigences de Gênes*, en lui garantissant non seulement l'intégrité de son territoire contre la menace de démembrement du traité de Worms, mais en outre des agrandissements territoriaux assez considérables. Dans toute la négociation *à sa dernière phase*, c'est Gênes qui a la haute main car on a besoin d'elle absolument pour pénétrer en Italie ; 4^o *last but not least*, le traité d'Aranjuez a été signé le 1^{er} mai 1745 et non le 4 juin, donc dix jours avant Fontenoy et non vingt-trois après ! L'erreur est d'autant plus déconcertante que, très probablement, Gênes quelques jours après, que dis-je, un jour après, n'eût pas consenti à signer ! En somme, de Broglie, avec bien d'autres, a traité Gênes, historiquement, comme Marie-Thérèse l'avait traitée politiquement, c'est-à-dire comme une pauvre petite puissance à l'égard de laquelle l'injustice et l'erreur sont sans importance ! J'espère qu'après de tels exemples — dont il serait facile d'allonger la liste ! — on ne doutera pas de la légitimité de l'examen méthodique et complet, qu'on s'est proposé de faire dans cet ouvrage, de l'aspect génois de la guerre de la succession d'Autriche. Et on a pu se rendre compte, pièces en mains, que cet aspect n'en

est pas le moins intéressant, le moins dramatique, le moins riche d'enseignements utiles de toute sorte.

II

GLANES FINALES

Le sujet que je suis le premier à avoir traité, bien ou mal, dans ce travail, aurait pu l'être dans des conditions singulièrement analogues, lorsqu'un Français que le hasard de notre grande Révolution avait poussé à Gênes y devint professeur à l'Université et y demeura, en cette qualité, jusqu'à la fin de la période napoléonienne. Ce Français s'appelait Emile Vincens et était originaire du Languedoc.

Emile Vincens, à la vérité, n'enseignait à l'Université de Gênes que le droit commercial, mais c'était en outre un lettré, auteur d'un essai sur Montaigne, et il était curieux d'histoire. Il commença à donner des articles sur l'histoire de Gênes aux mémoires de l'Académie de Nîmes, dont il était membre ; il finit — rentré en France — par entreprendre une histoire complète de la République depuis ses plus lointaines origines jusqu'à son absorption dans l'Empire français, en 1805, et son annexion au Piémont en 1814. Mais cette ambition ne lui était venue qu'à Paris. On avait fait de lui un directeur de service au ministère du commerce et un conseiller d'Etat. Travaillant sur des ouvrages antérieurs, qu'il éclairait par les souvenirs de ses 25 ans de séjour à Gênes, et par la consultation des archives françaises, uniquement, il n'a jamais utilisé ce dépôt d'archives diplomatiques génoises à côté duquel il avait vécu un quart de siècle ! Au total, son *Histoire de la République de Gênes*, en 3 volumes (Paris, Didot, 1842), la première histoire complète qui ait été faite de la République, a de grandes et sérieuses qualités et ne mérite pas l'oubli total où je vois qu'elle est tombée, à Gênes même, et dont je me propose d'ailleurs de la faire sortir un peu. Mais le chapitre II, de son livre XII, chapitre qu'il intitule : *Guerre de la Pragmatique sanction. Gênes envahie par les Autrichiens, délivrée par l'insurrection populaire*, et son chapitre III intitulé *Rétablissement du gouvernement après l'insurrection*, sont, et de la façon la plus totale, dénués de valeur au point de vue où je me suis placé, et il ne pouvait en être autrement. En revanche, il est intéressant au point de vue de l'effort de discrimination entre ce qui revient au peuple et ce qui revient au Sénat dans la geste des journées de décembre 1746. Il a vécu à Gênes à un moment où il pouvait, de la bouche des vieillards, savoir dans une certaine mesure ce qui s'était passé. Il conclut que le peuple, réellement, fit tout. Mais n'oublions pas qu'il vivait à une époque tout imprégnée de l'idéologie révolutionnaire française, c'est-à-dire violemment anti-aristocratique : ses conclusions sont donc sujettes à caution. Or,

le problème qui l'a intéressé est précisément celui qui a passionné l'érudition génoise. La bibliographie des événements qui vont du 1^{er} septembre au 10 décembre 1746, *de ce point de vue*, est considérable, car la recherche érudite a été éperonnée par l'esprit de parti ! On y a trouvé une magnifique occasion de faire le procès ou l'apologie de l'aristocratie ou du peuple. Le dernier mot a été dit à mon sens, par Emilio Pandiani dans son livre si parfaitement consciencieux, sur la *Cacciata degli Austriaci da Genova nell'anno 1746* (Torino, 1923, p. 216 ; textes justificatifs de p. 147 à 216). Ce dernier mot n'est d'ailleurs — et Pandiani le reconnaît lui-même — que la justification par l'érudition de ce que Voltaire dans son *Précis du siècle de Louis XV* avait déjà dit tout de suite, à savoir que la libération *inouïe* de Gênes en décembre 1746, accomplie par le bras du *peuple* de Gênes, avait été préparée très habilement et dirigée de façon occulte, par le Sénat de Gênes, qui fut bien obligé, officiellement, de répudier toute participation à ce soulèvement héroïque pour garder la possibilité de négocier avec l'Autriche si ce soulèvement aboutissait à un nouveau désastre !

Pandiani indique bien — sans les nuances toutefois — l'attitude du ministre génois à Paris au lendemain de cette libération. Il donne six pages d'extraits de trois des dépêches de Pallavicini (21 décembre et 30 décembre 1746, 16 janvier 1747), et écrit deux pages de commentaires sur ces dépêches. C'est le seul point où l'érudition italienne ait traversé le long chemin que j'ai suivi.

Dans les cinquante-neuf gros volumes des *Atti della Società Ligure di Storia Patria* (de 1858 à 1932), je n'ai rien trouvé qui se rapporte directement au sujet de cette étude. Rien non plus de notable dans le *Giornale storico e letterario della Liguria*, sauf peut-être (Anno II, 1926) un curieux article de Antonio Costa sur un Gian Luca Pallavicino, noble génois, qui se trouvait être gouverneur de Milan pour l'Autriche au moment de la crise du soulèvement de Gênes. Il avait d'abord été ambassadeur de Gênes à Vienne, puis était passé au service de l'Autriche qui le fit gouverneur de la Lombardie reconquise en 1746. Sa femme était à Gênes dans toute la période du soulèvement. Gênes qui comptait un peu sur lui respecta son palais, ses biens, sa famille dans la période des troubles. Son cas est celui de bien d'autres dans toutes les parties de l'Europe, en ce XVIII^e siècle si cosmopolite de sentiments ! Pendant ce temps, les autres Pallavicini se couvraient de gloire au service de leur patrie et d'accord avec le peuple.

Dans le *Bolletino storico bib. subalpino* de 1920 (anno XXII, N. IV. V), je trouve commentées par O. Masnovo, quelques lettres inédites d'un autre Pallavicino (Domenico) datées du premier semestre 1746 et adressées au nom du Sénat à Muniain, l'agent des relations étrangères de l'infant, pour se plaindre amèrement que l'Espagne ne paye pas, et n'ait jamais payé, les subsides promis au traité d'Aranjuez !

J'ai parlé de cela au cours de mon étude.

Enfin, dans le *Giornale ligustico*, anno XI (1884), j'ai trouvé un bien beau poème d'un Gênois, Girolamo Gastaldi, écrit au lendemain des événements de 1746-1748. Ce poète, dont les œuvres paraîtront en 2 volumes à Finale en 1779 — sept ans après sa mort — et qui fut un des nombreux correspondants italiens de Voltaire, dont il traduisit l'*Alzire*, commente dans ce poème les vicissitudes et l'issue de cette guerre, et dans un esprit que nous n'avons jamais trouvé au cours de cette longue étude d'histoire diplomatique et militaire : je veux dire un esprit *italien* tout court ! Nos diplomates génois, de 1740 à 1748, nous l'avons vu, sont avant tout, et en somme même uniquement, Gênois. Ils ont le noble orgueil de l'histoire de leur patrie, mais cette patrie se renferme dans les limites de la Sérénissime République. Quand ils s'élèvent à une vue d'intérêt général, ou de politique générale, pour l'Italie, c'est pour réclamer seulement l'*équilibre des puissances italiennes*, c'est-à-dire pour protester contre les envahissements irrésistibles du roi de Sardaigne. Le seul homme politique au XVIII^e siècle qui ait eu la vision et le désir d'une Italie indépendante et relativement unifiée — sous la forme fédérale — c'est.... un Français : le marquis d'Argenson, d'ailleurs d'accord avec le roi de France ! Et nous avons vu le piteux échec — dû à l'Espagne — de sa tentative ! Le roi de Sardaigne lui-même témoigne de la répugnance, et nous l'avons vu, à s'engager dans cet ordre d'idées, bien que le marquis d'Argenson et Louis XV veuillent précisément lui donner la direction morale et politique de la confédération italique indépendante à créer. Et c'est qu'en effet il lui suffit, du moins pour le moment, de s'agrandir. Mais les poètes n'ont pas perdu complètement la tradition de patriotisme italien créée par Pétrarque, et c'est évidemment sous l'influence de Pétrarque que Gastaldi, qui Gênois deviendra ambassadeur de Gênes à Turin, et plus tard secrétaire de la République de Gênes, écrit ces belles strophes qui, tout en rendant à sa patrie ligure et à ses alliés l'hommage d'admiration qui leur est dû, transmettent le flambeau du grand patriotisme italien — légué par le grand précurseur du XIV^e siècle — aux grands patriotes du XIX^e :

*Misera Italia, a' danni tuoi feconda
Dunque Natura invan con doppio mare
E con tant' Alpi i fianchi tuoi circonda
Ch'esser dei preda ognor di genti avarè ?*

*Afflitta e serva e dal tuo sangue immonda
Dopo guerra crudel, dopo sì amare
Vicende, per mercede al fin riporti
Un straniero signor da tanti morti !*

Mais comme il reste Gênois, et fidèle, loyalement, à l'esprit de l'alliance franco-hispano-génoise dans cette strophe où il résume toutes les origines de la guerre :

*E il Danubio e il Tamigi, e la vicina
Dora fer prezzo della sua rovina
Ma invan che pronti a sostener il dritto
Con lei si collegaro Iberi e Galli !*

et purement Génois dans son évocation orgueilleuse de la geste génoise :

*Alza, O Donna di Giano, alza la fronte,
E gira lieta il guardo alle tue mura :
Vedrai scorrendo il vicin piano e il monte
La patria libertà regnar sicura.
Più non rammenti il memorabil ponte
La Greca istoria, ogni suo pregio oscura
E Salamina e le famose streite
L'Alta memoria delle tue vendette !*

III

DES PARTIS QUI S'OFFRAIENT A LA FRANCE DANS LA QUESTION DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

Les quelques pages qui suivent, et par lesquelles cet ouvrage se termine, n'ont pas à la vérité une incidence *directe* franco-génoise et leur inclusion, par conséquent, peut m'exposer à la critique. Cependant, si l'on veut bien réfléchir qu'il n'est pas sans intérêt, moralement, quand il s'agit d'une guerre générale, de se demander non seulement pourquoi on combat soi-même mais pourquoi combattent alliés et adversaires, on admettra que le lecteur, quel qu'il soit, s'il est Européen, désirera se faire une idée un peu nette de l'enjeu politique et moral de chacun des combattants. Cette curiosité sera particulièrement vive chez le lecteur italien, surtout le génois, en ce qui concerne les buts de guerre de la France en cette occasion. C'est pourquoi, après avoir dans mon récit nettement, mais sommairement, indiqué quelle était à mon sens l'atmosphère morale de la France dans cette guerre, je n'ai pas cru excessif d'ajouter ici, dans cet appendice, un essai de réfutation d'une thèse que j'estime erronée et d'autant plus pernicieuse, à mon sens, et en l'espèce, qu'elle a pour elle l'autorité infiniment respectable d'un historien et d'un écrivain de premier ordre. Il s'agit en somme du grand cadre moral de cette guerre pour la France. J'ai tenu à montrer que si pour Gênes il y avait un cas incontestable de légitime défense, il y avait aussi pour notre pays, à l'origine de cette guerre, de non moins légitimes préoccupations d'avenir et le souci d'accorder ses intérêts et le droit. On a vite fait, bien souvent, le plus souvent, et en France même, de condamner le parti qui fut adopté en disant que ce fut celui des frères Belle-Isle et que l'un et l'autre, le maréchal et le chevalier, n'étaient que des ambitieux. Mais c'est oublier, —

si l'on veut simplifier ainsi une question pareille ! — que ce fut aussi, en définitive, le parti auquel se résigna le pacifique cardinal de Fleury, et qu'il fut approuvé d'un officier subalterne et philosophe qui fut de la terrible retraite de Prague, et qui s'appelait Vauvenargues !

* * *

De Broglie qui a pris le parti de Marie-Thérèse avec un emportement passionné et qui ne peut écrire le nom de la reine de Hongrie sans lui adjoindre quelque épithète laudative, et je dirais même parfois adoratrice, résume ainsi les partis qui s'offraient à la France dans ce grand débat de la succession d'Autriche :

Le Roi de France pouvait... devancer l'appel de Marie-Thérèse par un élan chevaleresque... Il pouvait aussi, sans être infidèle à aucune de ses promesses, éviter de s'expliquer sur les moyens de les remplir jusqu'au jour où la nécessité aurait réduit la fille de Charles VI à invoquer le secours de ses alliés. Ce jour-là, personne ne pouvait trouver mauvais qu'avant de se mettre en frais et en campagne, il stipulât en faveur de ses peuples une compensation proportionnée aux sacrifices qu'il leur aurait imposés ou aux périls qu'il leur aurait fait courir pour la cause impériale... En favorisant l'élévation de cet époux bien-aimé à la dignité impériale, Fleury pouvait se proposer... quelque démembrement des Pays-Bas ou du Luxembourg qui aurait reculé notre frontière septentrionale en la rapprochant du Rhin. La suite fera voir que Marie-Thérèse aurait consenti sans trop de peine à un sacrifice même assez étendu de cette nature... La France avait donc le choix entre un acte de désintéressement un peu idéal et un calcul d'une honnêteté moyenne et suffisante. Hors de là, il ne lui restait plus qu'un parti à prendre : c'était de violer tous ses engagements, sans provocation aucune, comme sans prétexte, et de se jeter tête baissée dans les hasards d'une agression continentale, à la veille d'une guerre maritime déjà presque allumée, le tout pour l'honneur d'un prétendant sans troupes comme l'électeur de Bavière et en compagnie d'un allié sans foi comme l'envahisseur de la Silésie. Cette conduite avait la singulière fortune de réunir tous les torts à tous les périls et l'imprudence à la déloyauté. Ce fut pourtant ce troisième parti qu'après réflexion la politique française embrassa.

(De Broglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, chap. II, p. 147-150.)

Je me permettrai de faire là-dessus les observations suivantes :

Le premier parti : se faire, pour Louis XV, le paladin volontaire et désintéressé de Marie-Thérèse, aboutissait à faire verser le sang français pour que la puissance encore énorme qui possédait la Belgique, toute l'Europe centrale et la meilleure part de l'Italie du Nord, non seulement ne perdit rien de ces immenses territoires possédés à titre héréditaire, mais en outre *recupérât* la couronne impériale qu'elle n'avait rendue héréditaire de fait que par l'*usurpation* et qu'elle venait heureusement de perdre ! Une pareille folie ne mérite pas de commentaire ! Le deuxième parti suggéré par de

Broglie consistait à pratiquer la même politique non pas sans doute par pur « élan chevaleresque », mais contre une cession de tout ou partie de la Belgique ou du Luxembourg. En somme, la politique du pourboire. A supposer que Marie-Thérèse fût disposée au sacrifice — et elle ne l'y *parut* disposée qu'après la perte de la Silésie ! — qui ne voit que la juste amertume qu'elle eût éprouvée à se voir dépouiller par un prétendu ami profitant de ses embarras, eût préparé à la France, à la première occasion, un terrible retour ! Plus cette politique eût réussi dans sa première phase, c'est-à-dire plus la maison d'Autriche eût été consolidée dans son énorme puissance territoriale et morale, plus la France eût été exposée à son légitime ressentiment ! Et il lui eût été facile de provoquer l'union du monde germanique contre la France, si la France s'était ainsi agrandie de quelque partie de territoire allemand ! Une pareille politique, peu digne, eût compromis gravement l'avenir pour obtenir une satisfaction présente.

Quant au troisième parti — celui qui fut pris — consistait-il, en effet, à « violer tous les engagements » ? Deux questions absolument distinctes étaient posées : celle de l'élection à l'empire et celle des biens héréditaires. Sur la première, non seulement la France n'avait aucune espèce d'engagement mais encore, à titre de garante, en vertu de traités toujours en vigueur, des *libertés germaniques*, elle avait le devoir d'empêcher que la couronne impériale ne devînt héréditaire. Elle avait manqué à ce devoir en tolérant qu'elle le devînt *de fait* dans la maison d'Autriche, c'était bien le moins qu'elle profitât de l'occasion de l'extinction de cette hérédité et qu'elle usât de ses moyens en vue de faire revenir au *droit*, c'est-à-dire l'élection libre, droit que les empereurs juraient de respecter dans leur serment et que depuis si longtemps ils ne respectaient plus ! Droit, devoir et intérêt s'imposaient ici à la France avec une telle force que le conseil des ministres fut unanime à le reconnaître, et je ne crois pas qu'il y ait lieu pour l'historien, de quelque pays qu'il soit, de le désavouer sur ce point. En ce qui concerne la deuxième question, celle des biens patrimoniaux de Marie-Thérèse, il y avait la garantie de la France à la Pragmatique, mais cette garantie avait été donnée sous une réserve importante : que la Pragmatique ne préjudiciât pas aux droits des tiers. La cour de Vienne avait toujours assuré qu'elle n'y préjudiciait pas, mais d'autres le niaient énergiquement. C'était un débat juridique fondé sur le droit germanique. De Broglie dans le long appendice B de 34 pages qu'il a consacré à la discussion de cette réserve, ne dissimule pas, ne peut pas dissimuler, que cette réserve n'ait été *réelle, et parfaitement connue à Vienne*. Vienne ne contestait même pas que la discussion juridique fût possible sur cette question juridique, et elle sentait si bien que sa position dans le débat était faible que, pressée par la France de faire connaître ses arguments de droit contre ceux de la Bavière qui les étalait et les publiait partout, elle s'obstinait

encore, à la veille de la mort de Charles VI, à faire mystère de sa réfutation ! La France était engagée par d'autres traités, et par les liens de la gratitude, à mettre en état la Bavière de faire valoir ses droits sans avoir à redouter le ressentiment de son adversaire. Cet adversaire refusant la discussion juridique, la France fut amenée à prendre cette position d'*auxiliaire*, qui nous paraît si étrange et qui peut paraître hypocrite, mais qui était la seule solution pour concilier des devoirs divergents. Une fois engagée sur cette pente du recours à la force par le refus de Vienne d'accepter le débat juridique, tout fut déterminé par une nécessité inéluctable, une fois que Frédéric par son agression imprévue eût mis en branle l'engrenage de la guerre générale. Que Fleury ait vu avec une terreur morale qui l'honore la mise en branle de ce terrible engrenage, qu'il ait cherché des moyens de l'arrêter, d'en limiter le fonctionnement, de tenir les portes ouvertes aux compromis d'intérêts, et sans rien réclamer pour la France, c'est ce que personne ne peut contester. Il est certain que si Frédéric n'eût pas bougé, personne n'eût bougé. La Bavière trop faible, garantie théoriquement dans l'exercice de son droit par la France, mais sachant fort bien que la France voulait la paix, se fût bornée à des plaintes et tout au plus n'eût insisté que sur de vagues compensations consolatrices. Mais *le duel Prusse-Autriche ayant commencé*, comment pouvait-on empêcher le feu, de proche en proche, de gagner toute l'Europe ! Frédéric en offrant à la France, dès le début, une alliance défensive et un rôle de modératrice et d'arbitre après la première passe d'armes, avec son aide pour assurer l'élection du Bavarois à l'empire, créait à la France une nécessité à la fois irrésistible et honorable d'intervention. Nul à ce moment ne pouvait imaginer que Frédéric fût le prodige sans exemple de mauvaise foi qu'il allait se révéler ! Un pareil alliage de cynisme et de perfidie, l'histoire ne le connaissait pas !

On pouvait, il est vrai, comme le conseillait Valori, notre ambassadeur à Berlin, laisser s'engager ce duel et voir venir. Peut-être. Mais nous avons précisément adopté cette attitude au moment de Sadowa, et on sait ce qu'il en a coûté à la France et à l'Europe !

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

I. SOURCES MANUSCRITES

A. — ARCHIVES GÉNOISES.

(*Archivio di Stato, Via Tommaso Reggio, Genova.*)

Lettere Ministri Francia.

Lettere del M^{co} Agostino Lomellino al Ser^{mo} Governo di Genova, gennaio-dicembre 1740, gennaio-dicembre 1741. Numero generale 2222, mazzo 46.

Lettere del M^{co} Agostino Lomellino al Ser^{mo} Governo di Genova, gennaio-ottobre 1742 ; —

Lettere del M^{co} Francesco Maria Doria al Ser^{mo} Governo di Genova, ottobre-dicembre 1742, gennaio-dicembre 1743, n. g. 2223, mazzo 47.

Lettere del M^{co} Francesco Maria Doria al Ser^{mo} Governo di Genova, gennaio-dicembre 1744, gennaio-dicembre 1745, n. g. 2224, mazzo 48.

Ut supra, gennaio-maggio 1746 ; —

Lettere del M^{co} Gian Francesco Pallavicino al Ser^{mo} Governo di Genova, maggio-dicembre 1746, n. g. 2225, m. 49.

Ut supra, Pallavicino, 1^o semestre 1747, n. g. 2226, m. 50.

Ut supra, Pallavicino, 2^o semestre 1747. Francesco Maria Doria, 1^o semestre 1747, n. g. 2227, m. 51.

Ut supra, F. M. Doria, 2^o semestre 1747. Pallavicino, 1^o trimestre 1748, n. g. 2228, m. 52.

Ut supra, Pallavicino, 2^o trimestre 1748, 3^o trimestre 1748, n. g. 2229, m. 53.

Ut supra. Pallavicino, 4^o trimestre 1748, 1^o trimestre 1749. F. M. Doria (de Paris, du 8 janvier au 10 avril, date de son départ pour Aix-la-Chapelle), n. g. 2230, m. 54.

Corrispondenza col M^{co} Maria Francesco Doria circa il trattato di Pace di Acquisgrana, 1748, n. g. 2772.

N. B. — Sur cette partie des archives génoises, voir JULES FLAMMERMONT, *Les Correspondances des agents diplomatiques étrangers en France avant la Révolution conservées dans les archives de Berlin, Dresde, Genève, Turin, Gênes, Florence, Naples, Simancas, Lisbonne, Londres, La Haye et Vienne* (Paris, Imprimerie Nationale, Leroux, éditeur, 1896, 1 vol. 628 p.). Il y a 10 pages pour Gênes et une page pour la période qui fait l'objet de cette étude.

Lettere Ministri Spagna, n. g. 2473 (années 1739-1743), *in* n. g. 2477 (années 1748-1755.)

- Lettere Ministri Inghilterra, n. g. 2284 (année 1739), *in* n. g. 2286 (année 1749).
- Lettere Ministri Vienna, n. g. 2585 (années 1740-1743), *in* n. g. 2592 (années 1746-1750.)
- N. B. — On a mis dans le portefeuille 2586 les lettres de G. F. Pallavicini, ministre de Gênes auprès de l'empereur en 1743, et datées par conséquent de Francfort, Munich, Worms, etc.
- Lettere Ministri Torino, n. g. 2497 (années 1742-1744), *in* n. g. 2499 (années 1745-1752).
- N. B. — Toutes les dépêches de ces ministres génois à l'étranger sur feuilles de très grand format, généralement très lisibles, sans ratures. Toutes sont détachées, en liasses.
- Istruzioni a Ministri, n. g. 2709, mazzo 2 (années 1698-1796).
- N. B. — Dans ce portefeuille, la liasse n° 6 concerne la France de 1742 à 1748. Il s'agit toujours de *minutes* ou *projets* d'instructions, avec nombreuses ratures et variantes. Il est difficile de déterminer le texte définitif, et les lettres des ministres à l'étranger, commentant les textes reçus, sont des guides plus sûrs. D'ailleurs il ne s'agit ici que de *disjecta membra*.
- Materie politiche (années 1709-1796), n. g. 2737. Trattati diversi (années 1626-1749), n. g. 2.756, m. 17.
- Militarium, n. g. 2863, *in* n. g. 2901 (années 1742-1749), *et passim* 2903-2939.
- Marittimarum, n. g. 1705, *in* n. g. 1709 (années 1740-1749).
- Litterarum cancelleria, n. g. 1749-599 A, 1750-599 B (années 1736-1748).
- N. B. — En outre, un certain nombre de mss. à la Bibliothèque de Gênes, la plupart dans *Scritture spettanti al trattato di Worms Guerra de Genovesi cogli Austriaci, ecc* (Cote : D bis 8-5-30.)

B. — ARCHIVES FRANÇAISES.

Au ministère des Affaires étrangères, Paris, quai d'Orsay.

Correspondance politique de Gênes, 20 gros volumes in-folio, savoir :

- N° 106, année 1741, janvier-mai, Jonville, envoyé extraordinaire.
- N° 107, année 1741, mai-septembre, Jonville, envoyé, Dupont, secrétaire, Coutlet, chargé d'affaires.
- N° 108, 1741, septembre-décembre, et 1742, janvier. Dupont, Coutlet.
- N° 109, 1742, janvier-mai, Dupont, Coutlet.
- N° 110, 1742, mai septembre, Dupont, Coutlet, Jonville.
- N° 111, 1742, septembre-décembre ; 1743, janvier, Jonville.
- N° 112, 1743, janvier, mai, Jonville.
- N° 113, 1743, mai-septembre, Jonville.
- N° 114, 1743, septembre-décembre ; — 1744, janvier, Jonville, Dupont, Coutlet.
- N° 115, 1744, janvier-mai, Dupont, Coutlet.
- N° 116, 1744, mai-septembre, Dupont, Coutlet, Jonville.
- N° 117, 1744, septembre-décembre ; — 1745, janvier, Jonville.
- N° 118, 1745, janvier-mai. Jonville.
- N° 119, 1745, juin-décembre, Jonville, Dupont, Coutlet.

N° 120, 1746, janvier-juin, Dupont, Coutlet, de Guymont, envoyé extraordinaire.

N° 121, 1746, juillet-décembre, Guymont.

N° 122, 1747, janvier-juin, Guymont ; le duc de Boufflers, lieutenant général et plénipotentiaire.

N° 123, 1747, juillet-décembre, Guymont ; les ducs de Boufflers et de Richelieu, plénipotentiaires.

N° 124, 1748, janvier-juin, Guymont, Richelieu.

N° 125, 1748, juillet-décembre, Guymont, Richelieu, le chevalier de Chauvelin, maréchal de camp.

A toutes ces dépêches sont jointes les réponses des ministres successifs des Affaires étrangères, Amelot, le comte puis le marquis d'Argenson, le marquis de Puysieux, ou des premiers commis. Elles sont en parfait état de conservation et presque toujours parfaitement lisibles. Solidement reliées.

Correspondance d'Espagne, vol. 484, mars-avril 1745, Vauréal, évêque de Rennes, vol. 485, mai-juin 1745, Vauréal, évêque de Rennes.

(Pour la négociation du traité d'alliance avec Gênes signé à Aranjuez le 1^{er} mai 1745.)

Mêmes observations.

Au ministère de la Guerre, Paris. Archives historiques. (Archives anciennes, correspondance.)

Du vol. 3175 au vol. 3181, Campagne d'Italie et de Provence, 1746.

3181, *bis* Journal (manuscrit) de ce qui s'est passé à Gênes et aux environs depuis le 11 avril jusqu'au 19 juillet 1747 (attribué au marquis de Langeron.)

Du vol. 3221 au vol. 3254, Campagne d'Italie et de Provence, 1747.

Du vol. 3290 au vol. 3297, Campagne d'Italie et de Provence, 1748.

Du vol. 3300 au vol. 3302, Armistice (1748).

Volumes in-folio (sauf le 3181 *bis*), reliés. Le classement des documents est fort sommaire. Il n'y a pas toujours suite d'un volume à l'autre.

Contenu : la correspondance des généraux avec la cour, les mesures prises en Provence, Languedoc et Dauphiné pour l'équipement et le ravitaillement de l'armée du maréchal de Belle-Isle, la constitution des milices, etc. C'est une immense broussaille de documents, où la recherche de ce qui est d'intérêt particulièrement franco-génois n'est pas facile.

A Marseille aux Archives historiques de la Chambre de Commerce.

(Sur l'intérêt de ces archives *historiques*, du point de vue italien et espagnol, en général, voir mon article dans les *Mélanges Hauvelle*, en cours d'impression.)

Lettres de Coutlet, consul général de France à Gênes aux échevins et députés du commerce de Marseille (de 1721 à 1755, 218 lettres).

Série AA. Consulats, art. 614.

Recueil des lettres de la cour contenant les divers ordres, décisions,

etc., concernant le commerce en général et celui du Levant en particulier, composé sur les originaux des lettres qui se trouvent conservés dans les archives de la Chambre de commerce de Marseille, quatrième volume (1^{er} janvier 1742-28 décembre 1750), folio B. 96.

C. — ARCHIVES ESPAGNOLES.

Archives nationales, Madrid.

Estado, 4080, Francia 1746 (Cartas de la Ensenada a Campoflorido y sus respuestas.)

[Contient également la correspondance de la Ensenada avec le duc d'Huescar, l'ambassadeur extraordinaire à Paris.]

Estado, Leg. 4118. Francia 1746. Cartas del marques de la Mina al Duque de Huescar, Embajador en Paris, y minutas de sus contestaciones.

Dépêches détachées, en liasses, très lisibles.

II. SOURCES IMPRIMÉES.

Recueil des Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française, publié sous les auspices de la Commission des Archives diplomatiques au ministère des Affaires étrangères.

T. XIX, *Florence, Modène, Gênes*, par Edouard Driault, Paris, Félix Alcan, 1912.

XII bis, *Espagne*, t. III, 1722-93 (Intr. et notes de Marcel Fatio et Léonardon).

XIV, t. I, *Savoie, Sardaigne, Mantoue* (Intr. et notes de H. de Beaucaire).

ARGENSON, René Louis de Voyer, marquis d', *Journal et Mémoires*, éd. Rathery, 9 vol., Paris, 1859-76; — édition de 1825 en 1 vol. et de 1857-58 en 5 vol. par e M^{ls} d'A. ; —

CARLO CONTESSA. *Note e relazioni del Marchese di Paulmy dall' Italia. 1745-1746. Da un manoscritto della Biblioteca dell' Arsenale di Parigi*, Torino, Civelli, 1901.

J'ai fait allusion à ce voyage en Italie du fils du marquis d'Argenson. On trouve là, en très grande partie, son journal et ses lettres, ces larges extraits étant groupés par villes, et intelligemment annotés. Rien d'essentiel n'y paraît qu'on ne trouve dans les autres sources, mais beaucoup de paillettes d'or. Le jeune marquis — il a 23 ans — a déjà des connaissances solides et ne manque ni de pénétration ni d'esprit. Fils du ministre des affaires étrangères et neveu du ministre de la guerre du roi de France, toutes les portes lui sont ouvertes. On le caresse et on cherche à le faire parler, tandis que lui-même sous couleur de ne faire qu'un modeste voyage d'études, cherche à voir et à comprendre pour rendre compte. — Quelques notations méritent d'être citées : — à Gênes, où il est fin novembre 1745, au lendemain des premières victoires, il écrit en parlant de la noblesse génoise :

Il y avait longtemps que ces Messieurs ne s'étaient mêlés de faire des con-

quêtes. Ils y prennent goût et ils ne craignent que le moment où on les arrêtera dans le cours de leurs victoires... (Lettre du 22 novembre 1745, de Gènes). — Ils offrent de contribuer à former avec la France et l'Espagne une marine capable d'assurer la tranquillité de la Méditerranée contre les Anglais. Ils offrent des matelots à l'infini et (je crois même) quatre à cinq vaisseaux (8 décembre 1745).

Sous le coup de la fâcheuse nouvelle de la prise de Bastia par les Anglais :

M. Lomellini *ex professo* et plusieurs autres par manière de conversation, m'ont fait les phrases les plus touchantes et les plus pathétiques pour me prouver que le Roi devait les aider à chasser les Anglais de la Méditerranée et de la Corse... Cette île serait un repaire d'armateurs et de corsaires qui infesteraient nos côtes aussi bien que les leurs... (24 décembre 1745).

De Pavie, où il voit le maréchal de Maillebois, il écrit le 8 décembre :

Le maréchal m'a dit qu'il était bien fâché de ce que les Espagnols s'obstinaient à aller à Milan malgré l'opposition de la cour et la sienne. Il dit que c'est pour ne pas tout perdre qu'il se prête à concerter avec eux ses opérations pour cet hiver sur le pied de cette démarche.

Mais nous avons assez de témoignages sur l'opposition de l'état-major et du gouvernement français à cette stratégie de magnificence que voulut alors Madrid, c'est-à-dire Elisabeth Farnèse, et qui devait amener les catastrophes de 1746 ! — Notons ce mot acéré à l'adresse de l'infant :

Ceux qui ne le voyent que deux jours lui croient de l'esprit, un cœur et des sentiments, mais on dit qu'il faut partir le troisième jour avec cette bonne opinion si l'on ne veut la perdre (de Pavie, 8 décembre 1745).

En Toscane il note que

Florence est ouvertement partagée en deux partis, l'espagnol et l'autrichien, et le premier est beaucoup plus fort dans la noblesse et à tout le peuple pour lui (janvier 1746).

À Venise, on le laisse se morfondre huit jours avant de lui permettre, à titre exceptionnel, quelque contact avec la noblesse. Il y note un parti pris inflexible de neutralité, malgré toutes les tentatives de séduction, mais cette neutralité ménage pourtant beaucoup plus l'Autriche que l'Espagne (janvier-février 1746). De Milan, aux premiers jours de mars, alors que le bruit se répand que la France traite avec le roi de Sardaigne sans consulter l'Espagne, il signale à son père la violence de l'irritation espagnole et le mécontentement des Milanais, et c'est à lui surtout qu'on s'en prend comme fils du ministre des affaires étrangères de France. Ses notes de voyage à Rome et Naples ont moins d'intérêt.

PEZAY. *Histoire des Campagnes de M. le maréchal de Maillebois en Italie pendant les années 1745 et 1746.*

Dédiée au roi, par M. le marquis de Pezay, mestre-de-camp de dragons, aide-maréchal-général des logis des armées du roi et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, Paris, Imprimerie Royale, MDCCLXXV, 3 volumes in-4°, de xxviii et 653 ; x, 340 et clxxx ; et 532 pages respectivement, en outre un 4^e volume de cartes et plans.

Le 1^{er} volume comprend un discours préliminaire du marquis de Pezay, sa traduction de l'histoire de la guerre d'Italie de Castruccio Bonamici, avec le texte latin en regard et un certain nombre de

notes, presque toutes de réfutation acerbe ou ironique. J'ai dit là-dessus mon sentiment.

Le 2^e volume comprend un précis en dix pages de la vie militaire du maréchal de Maillebois, un « journal militaire », en forme de récit continu du marquis de Pezay, des campagnes du maréchal en Italie en 1745 et 1746, suivi d'un index géographique des noms cités.

Le 3^e volume est composé exclusivement de pièces justificatives relatives à ces deux campagnes, ces pièces étant pour la plupart les ordres de marche quotidiens de l'armée suivis des instructions du maréchal aux officiers généraux ou supérieurs commandant sous lui. Et enfin le 4^e volume :

Cartes géographiques, topographiques, plans des marches, campemens, villes, sièges, batailles et de toutes les opérations militaires exécutées en Italie pendant les campagnes de 1746 et de 1754 par les armées combinées de France et d'Espagne commandées par M. le Maréchal de Maillebois sous les ordres de S. A. R. l'Infant Don Philippe, dédiés au Roi, par M. le Marquis de Pezay, mestre de camp de Dragons, aide-maréchal-général des logis, des armées du Roi, et chevalier de l'ordre royal militaire de Saint-Louis, 1775, à Paris, de l'Imprimerie royale, in-folio, 77 planches et 2 cartes.

BOURCET. *Principes de la guerre de montagnes*, par M. de Bourcet, lieutenant-général, commandant en second de la province de Dauphiné, commissaire principal de la limitation des Alpes, directeur des fortifications, 1775. — Paris, Imprimerie Nationale (pour le ministère de la guerre), 1888, in-4^o, 322 p. et 33 planches.

Cet ouvrage présenté au roi, en manuscrit, en 1775, par le ministre de la guerre, avait été rédigé par Bourcet, pour l'instruction de l'Ecole d'officiers d'état-major que Choiseul venait de fonder à Grenoble. Il n'a été imprimé qu'en 1888 par les soins du ministère de la guerre et pour ses propres besoins. L'ouvrage est donc peu accessible. Le professeur Spencer Wilkinson qui l'a utilisé pour son livre *The French Army before Napoléon* (Oxford, Clarendon Press, 1915), dit qu'il n'en connaît qu'un seul exemplaire dans tout le Royaume Uni. Peu accessible, il n'est cependant pas ou n'est plus secret. L'exemplaire sur lequel j'ai travaillé m'a été prêté par la Bibliothèque de la ville de Marseille.

Je tiens à faire remarquer ici que l'hommage du marquis de Pezay à Bourcet est tardif : il ne le nomme que dans son 2^e volume et à la page 323, tant il sem le avoir craint de diminuer les mérites du maréchal de Maillebois et de son fils le comte de Maillebois. Il attend, pour parler de lui, qu'il soit devenu le collaborateur du maréchal de Belle-Isle ! Du moins, cet éloge est-il fait à ce moment dans les termes énergiques et enthousiastes qui conviennent. Il vient de louer le baron de Leutrum, commandant des troupes piémontaises, pour l'habileté de sa retraite sur la rive gauche de la Roya en octobre 1747, et il ajoute :

Mais après avoir accordé ce juste éloge à un ennemi, il nous sera du moins permis d'en dispenser un non moins mérité, à un compatriote dont la simplicité des mœurs ne doit rien ôter à l'éclat de ses talents. Je veux parler de M. de Bourcet qui fit alors l'usage le plus brillant de ses connaissances militaires. Il fournit à M. le maréchal de Belle-Isle l'occasion de développer une

qualité trop rare dans les chefs : celle de laisser entière à l'inférieur à qui elle appartient la gloire que les chefs peuvent trop souvent usurper. On dut à M. de Bourcet la combinaison de tous les mouvements qui forcèrent M. de Leutrum à se retirer partout devant nos troupes. La lettre que M. le maréchal de Belle-Isle écrivit au ministre à ce sujet est un modèle trop précieux pour que nous ne nous fassions pas un devoir de le reproduire ici :

« Quelque instruit que vous soyez du mérite de M. de Bourcet, il est impossible que vous le connaissiez dans toute son étendue. Il réunit tant de talents et de vertus, que je ne puis vous supplier assez de les récompenser. Il a été l'âme de tout ce qui vient de se faire. » (Au comte d'Argenson, 21 octobre 1747.)

Pezay ajoute :

« Les talents de M. de Bourcet avoient été mis en valeur dès les campagnes précédentes par M. le maréchal de Maillebois et son fils, qui en avoient trop l'un et l'autre pour ne pas les distinguer du premier coup d'œil. Il est doux pour moi de pouvoir saisir cette occasion de rendre hommage à un vieillard que j'honore, qui a bien mérité de la patrie, et à qui je dois la connaissance de quelques-uns des principes militaires qui peuvent le mieux permettre de suivre de loin ses traces. (II, p. 323.)

ARVERS. *Guerre de la Succession d'Autriche* (1742-1748). Mémoire extrait de la Correspondance de la Cour et des généraux par de Vault (1763-1790) (Notes de P. Arvers), 2 vol., Paris, 1892.

BARBIER E.-J.-F., avocat au Parlement de Paris. *Journal historique et anecdotique du règne de Louis XV* (Soc. de l'Hist. de France, Paris, Renouard, 1847), 4 vol. (avec notice et notes de A. de la Ville-gille, sec. du comité pour la publication des monuments écrits de l'histoire de France).

CASTRUCCI BONAMICI *Operum Pars prima continens. De rebus ad Velitras gestis anno MDCCXLIV et de bello Italico Commentarios, Augustae Vindelicorum, MDCCLXIV, p. xl-359 (Le De bello italico de 73 à 359),*
relié avec :

CASTRUCCI BONAMICI. *Operum pars altera continens orationes et carmina Latine et Italice Augustae Vindelicorum, MDCCLXIV, p. viii-253.* (En frontispice le portrait que j'ai reproduit.)

[Nombreuses autres éditions, notamment celle de Leyde, 1749; celle de Lucques, 1784, qui réunit ses œuvres complètes et celles de son frère Philippe (1708-1780), etc.]

Au titre de monstrueuse machine de guerre, à employer au moment des négociations pour la paix, si tout avait bien tourné pour l'Autriche :

Imperii Germanici jus ac Possessio in Genua Ligustica ejusque dititionibus, etc., 2 énormes volumes in-4°, Hanoveriae MDCCLI.

Österreichischer Erbfolge Krieg, 1740-1748, Band I-IX (bis 1748). Herausgegeben, von K. K. Kriegsarchiv. Wien, 1896-1914, [en réalité pour l'Italie s'arrête à 1745].

III. OUVRAGES PARTICULIERS OU GÉNÉRAUX SE RAPPORTANT EN QUELQUE MESURE A CE SUJET.

(aucun d'ailleurs ne traitant directement ce sujet.)

Della storia di Genova dal trattato di Worms sino alla pace di Acquis-

grana, libri quattro, Leida, 1750 (Modena), in-4°, p. 563, 1 tav. top.

Cet ouvrage anonyme pourrait être, dans une certaine mesure, considéré comme une source s'il était dû, comme on l'a cru longtemps à Francesco Maria Doria, mais Staglieno Marcello a prouvé d'une façon définitive que cet ouvrage est dû à l'historien Giovanni Francesco Doria (Cf. *Giorn. Ligust.* Genova, 1885, XI, p. 401-415.) Pour des raisons d'ordre interne, je n'ai aucune hésitation à penser qu'il ne peut être de Francesco Maria Doria et ne peut figurer dans la catégorie des sources. C'est un ouvrage fort lourd à tous égards où les arbres empêchent de voir la forêt, et comme nulle part il ne fournit de preuves je n'en ai tiré presque aucun parti.

ACCINELLI (Prete Francesco Maria). *Compendio delle storie di Genova dalla sua fondazione fino all'anno MDCCL*, 2 vol. in-8°, xxxvi, 315 p. + 385 p. Lipsia [en réalité Massa] MDCCL.

[A pris part, comme tous les prêtres et les moines de Gênes, au soulèvement et a même rendu des services distingués ; très hostile à la noblesse génoise ; comme il ne fournit pas ses preuves, impossible de distinguer entre le témoin et l'historien et même le pamphlétaire.]

MECATTI. *Guerra di Genova o sia Diario delle guerra d'Italia tra i Galli-Spani-Liguri ed i Sardi Austriaci* (1746-1747), Napoli, 1749, 2 vol.

[Abbé académicien de Florence, écrivain pesant mais plus impartial que le précédent, loue le doge Gian Franc. Brignole autant que le peuple, glorifie Gênes d'avoir fait reparaître l'antique valeur italienne].

CARLO BOTTA. *Storia d'Italia*, dal 1534 al 1789.

(lib. XXXIX-XLV) [toujours grandement estimable par la probité et l'élévation de ses vues].

PINELLI F. A., *Storia militare del Piemonte*, Turin, 1868.

DOMENICO CARUTTI. *Storia della Diplomazia della Corte di Savoia*, 4^e vol., 1730-1773, Torino, Bocca, 1880.

N'ose pas prendre la défense de l'article X du traité de Worms, dont il fait, pour le reste, un titre de gloire de la diplomatie piémontaise (même jugement dans son *Regno di Carlo Emanuele III*, I, p. 239).

A. TALLONE. *La Repubblica di Genova e la vendita del marchesato del Finale (Bolletino Storico bibliografico subalpino*, 2^e vol. 1897, Torino, p. 146-171).

A. TALLONE. *Il Finale dalla vendita del 1713 al trattato di Worms* (1713-1740) sic (*ibid.*, p. 171-178, et 271-276).

Signale qu'en avril 1717, Victor Amédée II demande qu'on lui cède le marquisat de Finale contre remboursement à Gênes de ce qu'elle a payé. Le Régent lui promet ses bons offices pour le consoler de l'échange forcé de la Sicile contre la Sardaigne que lui impose la quadruple alliance. Tallone ne fait bien entendu aucune assimilation entre cette promesse de bons offices en vue d'un accord librement débattu et le procédé de Worms !

A. TALLONE. *Il Trattato di Worms et la cessione del Finale* p. 276-301. *Bolletino Sto Bib^{co} Subalpino*, 2^e vol. 1897.

J'en ai déjà parlé. C'est ce qu'on a écrit de mieux, comme érudi-

tion et conscience sur la question, et cela vient d'une plume piémontaise ! On y trouvera toute la bibliographie de la polémique juridique et politique suscitée à l'époque par les gouvernements intéressés (une trentaine d'opuscules).

PERRERO. *Asti ricuperata*, Torino, 1898.

VITTORIO DABORMIDA. *La Battaglia dell' Assietta*, Roma, 1877.

Monographie de 137 p ges, mais dix seulement sur la bataille elle-même ; plus de critique militaire que d'histoire ; bonne carte ; au reste, travail intéressant et impartial. Sur les faits une seule divergence notable : les bataillons piémontais partis de Gênes dès les tout premiers jours de juillet ne sont pas arrivés à temps pour la bataille, le 19. Ils ont renforcé au passage les troupes piémontaises de Savone et ont rejoint le général Lentrum à Finale, s'acheminant ensuite vers Pignerol. Il n'y aurait eu, au total, derrière les retranchements de l'Assiette, comme troupes réglées, aux ordres du Comte de Bricherasio, que 9 bataillons piémontais et 4 autrichiens. Il faut faire des réserves là-dessus en présence d'autres témoignages, mais la question est ici de peu d'intérêt. Ce qui importe ici c'est la répercussion décisive, libératrice, de la diversion française sur le siège de Gênes, et Dabormida la reconnaît pleinement. Il publie même une lettre du roi de Sardaigne au général Lentrum et dans laquelle, après l'avoir informé qu'il rappelle toutes les troupes qu'il a devant Gênes aux ordres du comte de la Roque, il ajoute (la lettre est en français) :

Nous sommes persuadés que le comte de Roque vous aura informé à l'heure qu'il est des ordres qu'il a reçus et avons lieu de croire qu'en conséquence de ce qu'il aura déclaré au comte de Schulenburg celui-ci aura pris ou ne tardera pas à prendre, la résolution de quitter l'entreprise de Gênes.

(*Dabormida*, p. 63.)

Et cet effet, nous l'avons vu, se produisit aussitôt.

Sur la bataille même, Dabormida reconnaît la témérité peu excusable des attaques frontales du chevalier de Belle-Isle, l'attribue à de mauvais renseignements et surtout au désir d'un grand coup d'éclat que récompenserait le bâton de maréchal. D'ailleurs il faillit malgré tout réussir ! Il eût triomphé si le comte de Saint-Sébastien qui commandait les Piémontais à la tête de l'Assiette devant la colonne d'assaut du centre aux ordres directs de Belle-Isle et d'Arnaud, n'eût pas désobéi formellement aux ordres de son chef, le comte de Bricherasio, l'appelant à la défense de la tête du Grand Serin menacé par les furieuses attaques de la colonne Villemur. Un pareil repli sous la pression française se fût converti en fuite et eût tout perdu. En désobéissant, le comte de Saint-Sébastien sauva tout. Au reste, Dabormida reproche au comte de Bricherasio trop de passivité avant, pendant et après la bataille.

Sur l'héroïsme des troupes françaises, Dabormida écrit :

Il loro valore e la loro costanza furono degnamente apprezzati dai Piemontesi ; i quali in tutti i loro rapporti tributarono ad essi con magnanima generosità elogi di gran lunga maggiori di quelli che accordarono ai propri granatieri, benché all'eroismo di questi abbiano reso giustizia in allora tutti i militari d'Europa, e siano anche stati paragonati ai trecento delle Termopili. (Ibid., p. 103.)

A. ALBERTI. *La Battaglia dell' Assietta*. Note e documenti con prefazione di D. Guerrini, maggiore di fanteria. Torino, Casanova, 1902.

A surtout pour objet de réfuter la thèse de Dabormida sur la pré-

tendue désobéissance du comte de Saint-Sébastien à l'ordre de repli de son chef. Ce débat est hors de notre sujet, mais cette publication est intéressante parce qu'elle est la seule à donner *in extenso* le rapport du lieutenant-colonel Priocca sur la bataille. Or, c'est le rapport *officiel*, et d'autant plus précieux qu'une grave lacune dans la correspondance du secrétariat de la guerre du gouvernement sarde (cette lacune part du 8 juillet 1747 et dure environ 3 mois), nous condamne à l'obscurité sur bien des points. En ce qui nous intéresse, je note ceci : les bataillons qui sont arrivés juste à temps pour prendre part à la bataille, le 18 et dans la nuit du 18 au 19, sont des bataillons autrichiens tenus en réserve et non les bataillons piémontais partis de Gênes depuis quinze jours mais qui avaient perdu du temps à rejoindre Leutrum sur la côte du Ponant. Ce point me paraît bien acquis, et il y a donc eu méprise dans les renseignements donnés aux Français et que rapportent les relations françaises et génoises ; mais, comme je l'ai dit plus haut, cela ne change rien au caractère et à la portée de la diversion française dont le but essentiel — le déblocus de Gênes — fut atteint. Quelques précisions militaires sont cependant dignes d'être notées : les défenseurs de l'Assiette n'avaient pas un seul canon à leur disposition ; les assaillants en avaient sept. Je ne vois pas que Dabormida parle des bataillons suisses du côté austro-sarde, et dont parle cependant, avec éloge, le rapport officiel sarde à propos de l'attaque sur la droite française menée par le colonel Villemur :

Cependant les trois bataillons suisses se comportant à Ceran avec leur intrépidité ordinaire...

Il y eut même un quatrième que signale Alberti un peu plus loin, page 18.

Enfin, comment ne pas citer le passage sur la mort du chevalier de Belle-Isle :

M. le Chevalier de Belle-Isle, commandant de l'armée ennemie, qui était à la batterie, voyant que l'attaque de la redoute n'avait point la bonne issue qu'il avait espérée, y vint lui-même, pour y donner ses ordres et encourager le soldat. Il prit un drapeau et le planta de sa main sur la rampe que les assaillants avaient commencée à l'angle rentrant de la redoute. Mais à quoi sert tant de va leur contre les desseins de la Providence qui avait marqué à cette journée la perte de ce vaillant capitaine et le renversement de ses audacieux projets ? Deux coups de fusil l'ont confondu dans la foule des morts...

Ce rapport officiel sarde est rédigé en français, ce qui accroît l'impression du caractère fratricide de cette lutte... C'est précisément au centre, en face de la position défendue par les grenadiers piémontais, et où la lutte fut le plus acharnée, que tomba le malheureux mais trop téméraire commandant en chef des troupes françaises et avec lui tant d'officiers et de soldats français...

ZEVI FILIPPO (capitano). *La Rivoluzione e l'assedio di Genova* (1746-1747) in *Rivista militare italiana*, Roma, 1883, IV, 122, 237 (à part, 54 pages).

P. LEVATI. *I Dogi di Genova e vita genovese*, Genova, 1913.

PANDIANI. *La Cacciata degli Austriaci da Genova nell' anno 1746*. Torino, 1923, 216 pages). Excellent.

R. DE TUCCI. *Corrispondenza diplomatica inedita di Carlo Goldoni*. (Rome, 1932.)

* * *

[Sur Gênes, telle que la voient les Français, dans la période qui précède la guerre, voir les textes de MONTESQUIEU, de BROUSSE, J.-J. ROUSSEAU, etc., rassemblés et commentés dans mes *Pages françaises sur Gênes la Superbe*, Paris-Gênes, 214 pages, 1928.]

BREQUIGNY. *Histoire des Révolutions de Gênes depuis son établissement jusqu'à la conclusion de la paix de 1748*, Paris, 1750, 3 vol.

Une soixantaine de petites pages, assez justes de ton en général ; ne donne pas ses sources. Ne voit dans le soulèvement qu'un mouvement populaire, d'ailleurs respectueux du Sénat, ne voit pas la véritable cause de la levée du siège en juillet 1747, ne parle même pas de la diversion française dans les Alpes.

VOLTAIRE. *Précis du siècle de Louis XV* (1768). (J'en ai dit mon sentiment dans mon introduction.)

EMILE VINCENS. *Histoire de la République de Gênes*, 3 vol. Paris, Didot, 1842. (Voir p. 105 mes notes complémentaires.)

EDG. ZEVORT. *Le marquis d'Argenson et le ministère des Affaires étrangères du 18 novembre 1744 au 10 janvier 1747*. Paris, Baillière, 1880, 409 p.

DE BROGLIE. *Frédéric II et Marie-Thérèse*, 2 vol., 1884.

DE BROGLIE. *Marie-Thérèse impératrice (1744-1746)*, Paris, C. L., 1888, 2 vol.

DE BROGLIE. *La Paix d'Aix-la-Chapelle*. Paris, 1892.

DE BROGLIE. *Maurice de Saxe et le marquis d'Argenson*, 2 vol., 1893.

EMILE BOURGEOIS. *Manuel d'Histoire de politique étrangère*.

BAUDRILLART. *Philippe V et la Cour de France*, t. V (1740-1748) (1901).

PAJOL. *Les guerres sous Louis XV*, t. III (*Italie et Flandre*), 1740-1748, Paris, Didot, 1884.

[Evidemment consciencieux et compétent, mais comme les justifications ne sont pas données, je n'en ai fait à peu près aucun usage.]

HENRI MORIS. *Opérations militaires dans les Alpes et les Apennins pendant la guerre de la Succession d'Autriche (1742-1748)*, d'après des documents inédits, Paris, Baudoin, 1886.

[Ces documents avaient été rassemblés par D. Minutoli, officier suisse au service du roi de Sardaigne, mort abbé prévôt de la cathédrale d'Aoste. Mais ne citant pas ses documents dans le détail, et ne donnant même pas une description générale un peu précise de ses sources, tout contrôle est impossible.]

LACOUR-GAYET G. *La Marine française sous le règne de Louis XV*, Paris, 1892.

CHEVALIER E. *Histoire de la marine française jusqu'en 1762*, Paris, 1902.

TRAMOND. *Manuel d'histoire maritime de la France*, Paris, 1916.

STRYIENSKI. *Le gendre de Louis XV, don Philippe Infant d'Espagne, duc de Parme*. Paris, 1904.

LE GLAY. *Théodore de Neuhoff, roi de Corse* (Monaco-Paris, 1907).

LE GLAY. *La Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche* (Monaco-Paris (Picard), 1912, p. xii, 267.

[Le titre de ce second ouvrage est beaucoup trop compréhensif.

L'auteur a plus exactement défini dans son avant-propos, le contenu de son livre :

Je me suis borné dans le travail que je publie aujourd'hui à relater les intrigues et les expéditions anglo-sardes.

Et cela, il l'a fait d'une façon fort claire et bien documentée en général. Mais dès qu'il s'aventure hors du domaine qu'il s'est tracé, j'ai toutes sortes de réserves à faire et j'en ai indiqué quelques-unes. Je vois d'ailleurs qu'il a souhaité l'étude que j'ai entreprise :

Il y aura à revenir en détail sur le rôle de la France pendant cette période : il faudra surtout examiner ses relations avec la République de Gênes (avant-propos)]

* * *

ALFRED RITTER VON ARNETH. *Maria Theresia's erste Regierungsjahre*, Zweiter Band, 1742-1744 ; — Dritter Band, 1745-1748. Wien, W.-Braummüller, 1864-1865.

[Comme je l'ai marqué, juge impartial de Marie-Thérèse dans la question génoise. Je n'ai pas réussi à trouver d'autres ouvrages autrichiens dignes d'étude sur cette question. Mais il en vaut à lui tout seul bien d'autres ! Et il est facile de comprendre que ce thème n'ait pas beaucoup tenté, moralement, les historiens autrichiens. Mais Arneth a sauvé leur honneur à tous !]

* * *

COXE (WILLIAM). *History of the House of Austria*, 3 vol., 1807. (Nombreuses réimpressions.)

D'une façon générale, cet auteur garde un certain intérêt : il a su utiliser quelques-unes des sources anglaises, et de plus, dans ses séjours à Vienne et ses nombreux voyages sur le continent, il a pu entrer en quelque contact avec un certain nombre de témoins et d'acteurs de cette lutte. On sent qu'il est consciencieux, en général, bien qu'il se dispense de discuter et de prouver. Enfin, on le lit sans trop de fatigue. Il consacre cent deux pages à la guerre de la Succession d'Autriche, mais une soixantaine de lignes seulement à Gênes et ces soixante lignes sont, sur trop de points, sans valeur. Il écrit que le marquisat de Finale n'était possédé par Gênes qu'à titre de gage, ce qui est faux de la façon la plus parfaitement totale, comme nous l'avons vu. Et il ajoute qu'au traité de Worms l'Angleterre s'engageait à donner 300.000 livres sterling au Roi de Sardaigne pour le rachat de ce gage, ce qui n'est presque pas moins faux. Sur l'un et l'autre point, Lodge reconnaît nettement la vérité : *the mere cession of the right of redemption, which was all that Austria would offer was worthless because both Vienna and Turin admitted that no such right existed* (Studies, p. 61). *But neither Austria nor Sardinia was to furnish the money that might be required for the transaction. When Ormea read the article in its final form he said that he presumed England would find the money* (Ibid., p. 61). Il y a un abîme entre cette vague présomption — fondée sur une prétérition — qui laissait tout complètement incertain, et un engagement précis. En résumé, Coxe, dans cette affaire de l'article X du Traité de Worms, ne voit — d'ailleurs sans un mot de discussion,

— que l'exercice d'un droit de Marie-Thérèse, alors que Lodge y reconnaîtra loyalement une iniquité tendant à une spoliation pure et simple d'un neutre faible et, sans même l'excuse d'une provocation : *iniquitous provision which proposed, without any provocation, to despoil Genoa of the marquisate of Finale* (*Ibid.*, p. 78). Mais je crois que Coxe a pu être de bonne foi, n'ayant pas eu accès à la plupart des sources. Il sait reconnaître en effet la brutalité autrichienne dans l'occupation de Gênes, et tout ce qu'il y a eu de violent, de passionné, d'injuste dans l'attitude de Marie-Thérèse à l'égard de la République dans tout le courant de la Guerre. Il y a d'autant plus de mérite que ses sympathies pour la maison d'Autriche en général, pour Marie-Thérèse en particulier sont franchement avouées ! Du point de vue français, il faut enfin lui savoir gré de ses hommages réitérés à l'énergie et à l'intelligence dont le commandement français a presque toujours fait preuve, dit-il, dans toute cette guerre, et à l'héroïque valeur de nos troupes. Les Gênois ont lieu, d'autre part, d'être du moins satisfaits du juste relief qu'il donne au soulèvement et à ses suites. Mais comment expliquer qu'il ne mentionne même pas le bombardement de Gênes et autres villes de la République, par la flotte anglaise fin septembre 1745 ?

MACAULAY. *Frederic the Great*, 1842.

JOHN RICHARD GREEN. *A short history of the English people*, 1874.

W. E. H. LECKY. *A history of England in the eighteenth century*, London. Longmans, Green and Co 2 vol. 1878.

The political History of England (Editors Hunt and Poole), vol. IX (1702-1760), by I. S. Leadham, 1909 (Longmans, Green London).

SPENSER WILKINSON. *The French army before Napoleon*, Oxford 1915.

SPENSER WILKINSON. *The defence of Piedmont (1742-1748)*, Oxford, 1927.

SIR RICHARD LODGE. *Studies in Eighteenth Century diplomacy*, 1930 (London, Murray, p. vii-421).

[Observe que le côté politique de la guerre a été laissé, surtout en Angleterre, dans la plus grande obscurité. Hors de son pays, ne nomme qu'Arneth et le duc de Broglie, mais le premier ne connaît guère que les archives autrichiennes et le second les archives françaises. En Angleterre, eussent Coxe, personne n'a fait une étude de la diplomatie anglaise durant cette décade. Lodge l'a faite d'après les archives anglaises et avec une parfaite probité historique, ce qui, en l'espèce, pour un historien anglais, est particulièrement méritoire.]

Et enfin, bien entendu, les grandes synthèses modernes d'histoire :

WILHELM ONCKEN. *Das Zeitalter Friedrichs des Grossen*, Berlin, 2 vol., 1881-1882.

LA FUENTE. *Historia general de Espana* (continuada por Don Juan Valera, etc.), t. XIII, livre VII, Barcellona, Montaner, 1889.

Storia politica d'Italia, scritta da una Società di professori, libro III (Ettore Callegari), Vallardi, Milano, 1895.

The Cambridge Modern History, vol. VI, The Eighteenth Century, 1909.

Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution (sous la direction d'Ernest Lavisse), t. VIII, 2^e partie, Louis XV, par H. Carré.

En ce qui concerne ce dernier ouvrage : Gênes n'a évidemment pas lieu de s'en louer, elle n'est même pas nommée à l'occasion du traité de Worms (daté, en outre, du 15 novembre 1743 alors qu'il est du 13 septembre). Les raisons de son entrée en ligne contre l'Autriche sont complètement passées sous silence ; son soulèvement de décembre 1746 n'obtient qu'une ligne, et, traité comme un épisode d'intérêt purement local, n'est pas mis au rang des causes de la libération de la Provence en janvier 1747, tandis que la 2^e délivrance de Gênes, en juillet 1747, est reliée, comme il convient, à la diversion alpestre du chevalier de Belle-Isle — et enfin, Gênes n'est même pas nommée à l'occasion du traité d'Aix-la-Chapelle !! Mais j'ai assez dit que cette façon de traiter Gênes, dans l'histoire de cette guerre, est devenue de nos jours, partout, hors d'Italie, la règle générale ! Puisse-t-elle dorénavant devenir l'exception !

GASTON-E. BROCHE.

Gênes, 15 décembre 1933.

Vu le 9 mars 1934 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

FIN DE L'OUVRAGE

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME III

L'ILIADÉ FRANCO-HISPANO-GÉNOISE (décembre 1746-juin 1748)
PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE (18 octobre 1748).

CHAPITRE PREMIER. — L'héroïque redressement de Gênes. La France et l'Espagne à la rescousse (déc. 1746-juin 1747)...	5
CHAPITRE II. — L'offensive française contre le Piémont : elle se brise au col de l'Assiette mais sauve Gênes (juin-juillet 1747).	42
CHAPITRE III. — Temps d'arrêt. Le duc de Richelieu succède au duc de Boufflers à Gênes. La troisième offensive de l'Autriche contre Gênes : elle est repoussée. L'armistice. — (juillet 1747-juin 1748).....	49
CHAPITRE IV. — Les préliminaires et la paix d'Aix-la-Chapelle. Conclusion (avril-octobre 1748).....	72
APPENDICE GÉNÉRAL	103
BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE	113

PLANCHES HORS TEXTE :

CANEVARI	24-25
GIAN FRANCESCO BRIGNOLE.....	32-33

INDEX SOMMAIRE

DU LIVRE III

- Aix-la-Chapelle, 61, 64, 73, 87, 101, 103, 113, 123.
 Angleterre, 83, 86, 88, 94, 95, 97.
 Anglais, 30, 31, 32, 63, 72, 75, 76.
 Antibes, 8, 17.
 Aranjuez (Traité d'), 75, 87, 104.
 Argenson (C^{te}), 53, 58.
 Argenson (M^{is} d'), 7, 8, 17, 29.
 Arneth, 121.
 Assiette (bataille de l'), 44-46, 120.
 Austro-Sardes, 55, 97, 98.
 Autriche, 19, 30, 70, 77, 78, 79, 85, 92, 96, 109-111.
 Autrichiens, 6, 7, 8, 9, 30, 64, 66-69.
 Balilla, 9.
 Barbier (Journal de), 48, 118.
 Bavière, 111.
 Belle-Isle (M^{ai} de), 15, 17, 31, 33, 34, 42, 47, 48, 52, 54, 86.
 — (Chev. de), 23, 31, 35, 43, 44-46, 48, 120, 121.
 Bocchetta, 12, 57, 66, 67, 68.
 Bonamici Castruccio, 101, 102, 116, 118.
 Botta (G^{ai}), 11.
 Botta (Carlo), 101, 119.
 Boufflers (duc de), 25-28, 35-39.
 Bourcet, 33, 44, 45, 117.
 Breda, 71, 72.
 Brignole (G. F. doge), 26.
 Broglie (de, l'historien), 104, 109, 120.
 Canevari, 22, 24.
 Carbone, 12.
 Chotek, 6, 8.
 Corse, 54, 56, 59, 65, 72, 97.
 Coutlet, 13, 18, 39, 40, 95, 115.
 Coxé (William), 121.
 Doria (Francesco-Maria), 18, 50, 52, 76, 81, 87, 88, 91, 96.
 — (Girolamo), 39.
 — (Gio-Francesco), 119.
 — (prince), 12.
 Dupont, 51, 62.
 Durazzo (Marcello), 49.
 Escher (L^t G^{ai}), 7.
 Espagne, 17, 34, 53, 59, 72, 90, 94, 97, 106, 117.
 Espagnols, 30, 43, 52, 53, 55, 58, 60, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 75, 88.
 Fiefs impériaux, 75, 81, 82, 89, 92.
 Finale, 85, 86, 87, 93, 119.
 France, 14, 15, 17, 25, 34, 41, 53, 59, 60, 61, 70, 72, 83, 85, 86, 89, 90, 94, 97, 99, 101, 109-111.
 Français, 22, 30, 46, 48, 54, 55, 60, 63, 65, 66, 67, 68, 75, 76, 104, 107, 117, 122.
 Gastaldi (Girolamo), 107.
 Gênes, 6, 10, 11, 20, 21, 22, 24, 32, 33, 56, 59, 60, 61, 67, 77, 79, 89, 90, 91, 93, 95, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 108, 118, 119, 120, 122, 123.
 Génois, 22, 24, 31, 32, 57, 63, 64, 65, 66, 117.
 Guymont, 7, 13, 14, 16, 20, 23, 28, 62.
 Infant (Don Philippe), 90, 97, 117.
 Langeron (M^{is}), 21.
 Lodge (Sir Richard), 72, 101, 122.
 Lomellini (Agostino), 12.
 — (Giacomo), 16.
 Louis XV, 25, 49, 50, 60, 87, 88, 109.
 Maestricht, 86, 95.
 Maillebois (M^{ai} de), 116, 117.
 — (C^{te} de), 7.
 Marie-Thérèse, 6, 68, 80, 83, 104, 109, 121.
 Marseille, 18, 21, 115.
 Mina (M^{is} de la), 33, 34, 43, 47, 52, 53, 54, 55, 60, 65.
 Modène (duc de), 99.
 Naples, 63.
 Pallavicini (Gian-Francesco), 16, 19, 29, 47, 50, 53, 57, 58, 74, 81, 84, 88, 90, 91, 94, 98.
 Pallavicino (Gian Luca), 106.
 Pandiani (Emilio), 106, 120.
 Pezay (M^{is} de), 116, 118.
 Piémontais, 30, 45, 46, 47, 120, 121.
 Provence, 6, 17, 18, 19, 32, 48.
 Prusse, 111.
 Richelieu (duc de), 51, 56, 59, 60, 61, 63, 65, 68, 71, 86, 100, 101.
 Russie, 96, 97.
 Sardaigne (Roi de), 19, 44, 65, 85, 86, 92, 93, 96, 107, 120.
 Savone, 7, 12, 13, 120.
 Schulembourg, 23, 30.
 Spinola, 6, 14, 63.
 Saint-Jean-Baptiste, 7.
 Saint-Séverin, 73, 74, 83, 85, 87, 93, 94, 96.
 Suède, 96.
 Suisses, 17, 121.
 Tallone, 119.
 Var, 8, 17.
 Vauvenargues, 109.
 Vincens (Emile), 105.
 Wilkinson (Spenser), 46, 102.

